



Contrat d'administration 2013 - 2015

entre

I'ETAT BELGE

et

LE FONDS DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Institution publique de sécurité sociale

Tables matières

Avant-propos

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Chapitre 1 - Objet du contrat

Chapitre 2 - Les missions statutaires du Fonds

Chapitre 3 - La mission générale et les objectifs à long terme du Fonds

Chapitre 4 - Définitions

Chapitre 5 - Principes généraux

TITRE II - SOUTIEN A LA POLITIQUE DE L'ETAT FEDERAL

Chapitre 1 - Organe d'avis et d'études, soutien à la communication

Chapitre 2 - Poursuite de la stratégie nationale

Chapitre 3 - La lutte pour la sauvegarde des droits des victimes et contre toute discrimination

Chapitre 4 - La lutte contre la fraude sociale

Chapitre 5 - La lutte contre la sous-déclaration

Chapitre 6 - La simplification de la déclaration des accidents du travail bénins

Chapitre 7 - L'implémentation de la déclaration électronique des accidents du travail dans le secteur public

Chapitre 8 - La réinsertion professionnelle des victimes d'accidents du travail

Chapitre 9 - L'implémentation de la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées

Chapitre 10 - Application d'un système de bonus-malus dans l'assurance accidents du travail

TITRE III - TACHES ET MISSIONS DU FONDS

Chapitre 1 - Tâches et objectifs concernant la mission de service public en matière de contrôle

Section 1- Contrôle technique et médical

Section 2 - Entérinement des accords conclus entre les entreprises d'assurances et les victimes

Section 3 - Contrôle des employeurs

Sous-section 1- Contrôle de l'obligation d'assurance

Sous-section 2 - Contrôle de la déclaration d'accident

Chapitre 2 - Tâches et objectifs concernant la mission de service public en matière d'indemnisation des victimes

Section 1- Paiement des allocations annuelles, rentes et autres allocations

Section 2 - Remboursement des frais médicaux et des frais de prothèse pour les accidents antérieurs au 1er janvier 1988

Section 3 - Octroi ou retrait de la reconnaissance des orthopédistes et des centres médicaux de prothèse et d'orthopédie

Section 4 - Indemnisation des incapacités temporaires

Section 5 - Gestion des accidents déclarés et des demandes d'octroi d'une allocation d'aggravation

Section 6- La gestion des paiements indus

Chapitre 3 - Tâches et objectifs concernant la mission du service public en matière de perception

Section 1 - Perception des capitaux et versements périodiques à la charge des entreprises d'assurances

Section 2 - Perception de cotisations à la charge des entreprises d'assurances

Section 3 - Perception de primes à la charge des armateurs de la pêche maritime

Section 4 - Perception de cotisations et de montants à la charge des employeurs en défaut d'assurance

Section 5 - Gestion du portefeuille

Section 6 - Collaboration avec d'autres institutions publiques de sécurité sociale et les services publics fédéraux

Chapitre 4 - Tâches et objectifs concernant la mission de service public en matière d'information

Section 1. Information personnalisée

Section 2. Réseau primaire de la Banque-carrefour de la sécurité sociale

Section 3. Banque des données

Section 4. Mission d'assistance sociale aux victimes et aux ayants droits

Chapitre 5 - Tâches et objectifs concernant la mission de service public en matière de prévention

Section 1 - Le renforcement de la prévention des accidents du travail

Section 2 -La modernisation et la simplification de la législation et de la réglementation

TITRE IV - RÈGLES DE BONNE GOUVERNANCE

Chapitre 1 - Règles de conduite à l'égard du public

Section 1 - Mise à disposition de l'information générale

Section 2 - Lisibilité des documents administratifs

Section 3 - Accueil

Section 4 - La gestion des plaintes

Chapitre 2 - Le développement durable

Chapitre 3 - La responsabilité sociétale du Fonds

chapitre 4 - La Politique P & O

Section 1 - La gestion dynamique du personnel

Section 2 - Le télétravail et le travail à domicile

Section 3 - Application de la charte fédérale sur la diversité

Section 4 - L'informatisation des activités de gestion du personnel

TITRE V : ENGAGEMENTS GÉNÉRAUX COMMUNS AUX DEUX PARTIES**TITRE VI : SYNERGIES ENTRE IPSS****TITRE VII : VOLET BUDGÉTAIRE, FINANCIER ET COMPTABLE****TITRE VIII PARTICIPATION AUX PROJETS TRANSVERSAUX****TITRE IX DISPOSITIONS FINALES****Annexes**

QUATRIEME CONTRAT D'ADMINISTRATION ENTRE L'ETAT BELGE ET LE FONDS DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Avant-propos

Le Fonds des accidents du travail, institution publique de sécurité sociale

Le Fonds des accidents du travail, institué par l'arrêté royal n° 66 du 10 novembre 1967, est le résultat de la fusion de plusieurs organismes qui, à des titres divers, s'occupaient d'accidentés du travail. L'un de ces organismes était la Caisse de Prévoyance et de Secours en faveur des victimes des accidents créée par la loi du 21 juillet 1890, il y a donc plus de 100 ans. Le secteur des accidents du travail, bien qu'il fasse partie intégrante de la sécurité sociale depuis la loi du 29 juin 1981, est particulier puisqu'il s'articule, d'une part, sur le principe d'une gestion des accidents par le secteur privé, via les entreprises d'assurances privées et, d'autre part, sur le contrôle de la branche assuré par un organisme public, en l'espèce, le Fonds des accidents du travail. Par arrêté royal du 8 avril 2002, le Fonds est classé parmi les institutions publiques de sécurité sociale.

Dans le secteur privé, on a dénombré en 2011, 190.381 accidents du travail déclarés dont 20.178 firent l'objet d'une décision de refus et 170.203 d'une décision de prise en charge. Parmi, ces derniers, on recense 22.349 accidents sur le chemin du travail, 139 accidents mortels et 15.557 accidents avec prévision d'une incapacité permanente.

Les principes de la réparation sont définis dans la loi du 10 avril 1971, loi d'ordre public. Celle-ci contient des dispositions tant pour les incapacités temporaires que pour les incapacités permanentes, les frais médicaux, pharmaceutiques, hospitaliers et de prothèse.

Le nombre d'entreprises d'assurances privées est actuellement de 13 (dont 3 caisses communes).

Les 13 entreprises d'assurances gèrent 246.811 polices pour un encaissement de 930.732.249 euros à titre de primes en 2011 .

Les principes de la réparation des accidents du travail survenus dans le secteur public sont fixés par la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public

En ce qui concerne les accidents du travail survenus dans le secteur public, on a dénombré en 2009, 57.654 accidents dont 53.136 firent l'objet d'une décision d'acceptation et 3.518 d'un refus de prise en charge.

Le Fonds, organisme à facettes multiples

- Le Fonds assume essentiellement une **mission de contrôle** du régime qui se présente sous divers aspects :

Pour les accidents du travail survenus dans le secteur privé :

- le contrôle des employeurs sur le plan du respect de l'obligation d'assurance et de la déclaration d'accident ;
- le contrôle des entreprises d'assurances sur les plans technique et médical ;

- l'entérinement des accords intervenus entre les entreprises d'assurances et les victimes.

Pour les accidents du travail survenus dans le secteur public :

- le contrôle des employeurs sur le plan technique ;
 - le contrôle des opérations des entreprises d'assurances relatives à la loi du 3 juillet 1967.
- Exclusivement pour le secteur privé, le Fonds est un **organisme de paiement** d'allocations et de rentes pour les accidents entraînant une incapacité permanente jusqu'à 19 % inclus. Il gère par ailleurs les cumuls entre les allocations et rentes et les pensions de retraite et de survie dans le cadre des mesures de limitation des cumuls. Il verse, enfin, diverses allocations.
 - Le Fonds est assureur pour les gens de mer et fonds de garantie pour les victimes dont les employeurs ne sont pas assurés.
 - Le Fonds a une **mission de perception** de cotisations à la charge des employeurs dans le cadre de l'affiliation d'office des employeurs non assurés, de cotisations et de capitaux à la charge des entreprises d'assurances dans le cadre de son financement même et de ses différentes missions.
 - C'est un organisme chargé d'une **mission d'information**. Il assume en tant qu'organisme du réseau primaire le rôle d'interface entre la Banque-carrefour de la sécurité sociale, les entreprises d'assurances et les administrations publiques. Le Fonds participe activement au développement de LEA (Liaison électronique entre les assureurs et le Fonds) au travers de ses différentes applications.

Il donne des avis au ministre de tutelle.

Le Fonds procure une assistance sociale aux victimes et aux ayants droit.

- C'est un organisme chargé d'une **mission de prévention**. Il a constitué une banque de données des accidents du travail dans le secteur privé ainsi que dans le secteur public, ce qui lui permet de développer des actions et des synergies avec les acteurs présents au sein du comité technique de la prévention.

Le Fonds contribue à la stratégie nationale pour la sécurité et le bien-être au travail par le système des risques aggravés (notification et responsabilisation des entreprises).

Le Fonds dans le cadre de la gestion paritaire

Organisé sur le pied des dispositions de la loi du 25 avril 1963, le Fonds est géré par un comité de gestion composé paritairement de représentants des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs.

Quatre comités techniques sont investis d'une compétence d'avis, à savoir :

- le comité technique de la prévention;
- le comité médicotechnique;

- le comité technique de la marine marchande;
- le comité technique de la pêche maritime.

*
* *

Le premier contrat d'administration conclu entre le Fonds et l'Etat belge le 8 avril 2002 et paru au Moniteur belge le 04.06.2002 couvrait la période 2002-2004 et a été prolongé pour 2005.

Les engagements repris dans ce premier contrat visaient essentiellement le respect des délais, la vérification de l'exactitude et la maîtrise des quantités et comportaient par ailleurs, pour certains objectifs, des calendriers de réalisation.

Ainsi, le premier contrat s'était surtout attaché à améliorer la gestion de l'organisme.

Le deuxième contrat a porté sur la période 2006-2008, a été prolongé pour 2009 et visait à maintenir sinon à améliorer les résultats déjà obtenus.

Le troisième contrat d'administration a porté sur la période 2010-2012 et visait

- d'une part à maintenir sinon à améliorer les résultats déjà obtenus en fusionnant le cas échéant des objectifs de même dimension ;
- d'autre part à prendre en considération de nouvelles attentes du gouvernement en matière de gestion des ressources humaines, la gestion durable de l'énergie et de l'environnement et la collaboration avec d'autres institutions de sécurité sociale
- enfin à intégrer de nouveaux objectifs axés davantage sur des critères qualitatifs que quantitatifs.

Dans la mesure du possible, il portait sur l'ensemble des missions du Fonds, le but étant de prévoir un ou plusieurs objectifs pour chaque mission.

Davantage d'objectifs qualitatifs ont été néanmoins mis en avant, partant du principe que pour chaque mission il importe de dégager quel en est chaque fois le bien-fondé sociétal.

Le projet de quatrième contrat, d'administration est divisé en 4 parties :

- une partie de « soutien à la politique » (pilotage stratégique) qui comprendra des objectifs et projets permettant d'accompagner et de soutenir la réalisation de l'Accord de gouvernement et de la note de politique générale du (des) Ministre(s) de tutelle ;
- une partie « d'optimisation des missions de base » (gestion opérationnelle) qui reprendra les objectifs, indicateurs et projets visant à encadrer et à améliorer les services et missions de base de l'institution ;
- une partie de « bonne gouvernance » (gestion interne qui spécifiera les objectifs et projets relatifs à la gouvernance de l'institution (contrôle et audit internes, politique P&O, développement durable et responsabilité sociétale des entreprises, etc) ;
- une partie « synergie entre IPSS » qui comprendra des objectifs et projets dans différents domaines à la gestion des HR, ICT, la logistique et l'audit interne.

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en exécution de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale en assurant la viabilité des régimes légaux des pensions ;

Vu l'avis du conseil de direction du Fonds des accidents du travail émis le 8 janvier 2013 ;

Vu l'avis motivé du comité de concertation de base du Fonds des accidents du travail émis le 10 janvier 2013 ;

Vu l'accord du comité de gestion du Fonds des accidents du travail donné le 18 juin 2012 sur le projet de contrat d'administration et le 21 janvier 2013 sur le contrat négocié avec le Gouvernement ;

Vu le contrôle de « coordination » et de « cohérence » entre les projets de contrat d'administration des différentes institutions publiques de sécurité sociale effectué le 26 juin 2012 par le Collège des institutions publiques de sécurité sociale conformément à l'article 6 de l'arrêté royal du 03.04.1997 précité ;

Vu l'accord du Gouvernement après délibération en Conseil des Ministres en date du 30 novembre 2012;

un contrat d'administration est conclu pour la période du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2015

entre, d'une part,

l'Etat belge représenté par,

dénommé ci-après « l'Etat »,

et, d'autre part,

le Fonds des accidents du travail, institution publique de sécurité sociale ayant son siège à 1050 Bruxelles, rue du Trône 100, représenté par les membres du comité de gestion délégués à cet effet, à savoir madame Catherine VERMEERSCH et monsieur Serge DEMARREE, représentants des organisations des employeurs, ainsi que messieurs Jean-François TAMELLINI et Paul PALSTERMAN représentants des organisations des travailleurs, et par madame J. DE BAETS, administratrice générale et monsieur P.POTS, administrateur général adjoint.

dénommé ci-après « le Fonds ».

Chapitre 1 - Objet du contrat

Art. 1 - Le présent contrat d'administration vise à optimiser le fonctionnement journalier et la gestion du Fonds en lui reconnaissant une plus grande autonomie d'administration en matière de politique du personnel et de gestion financière.

Il définit les engagements respectifs de l'Etat et du Fonds. Ces engagements précisent les conditions nécessaires à la réalisation des missions de service public confiées au Fonds par la loi ou en vertu de la loi.

Chapitre 2 - Les missions statutaires du Fonds

Art. 2 - En tant qu'institution de sécurité sociale, le Fonds assure les missions qui lui sont dévolues par les articles 58 et 58bis de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (cf. annexe 1).

Chapitre 3 - La mission générale et les objectifs à long terme du Fonds

Art. 3 - La mission générale du Fonds est de contribuer activement en tant qu'institution publique au fonctionnement optimal du secteur des accidents du travail au sein de la sécurité sociale.

Art. 4 - Le Fonds se fixe des objectifs à long terme de type sociétal et économique.

Art. 5 - Les objectifs de type sociétal sont de :

- sauvegarder au mieux les droits des preneurs d'assurance et des assurés en exerçant le contrôle des entreprises d'assurances et des employeurs et en procurant une assistance sociale aux victimes et aux ayants droit ;
- garantir la sécurité d'existence des victimes d'accidents du travail par un paiement correct et à temps des prestations qui ne sont pas à la charge des assureurs ;
- fonctionner comme centre d'information accessible en matière d'accidents du travail ;
- appuyer le fonctionnement optimal de la sécurité sociale par un échange efficace de données par voie électronique en tant qu'organisme du réseau primaire ;
- développer l'expertise en matière de protection contre les risques professionnels en vue de donner des avis sur la politique à suivre dans le cadre de la gestion paritaire ;
- contribuer à l'équilibre financier dans la sécurité sociale.

Art. 6 - Les objectifs de type économique sont de :

- percevoir les fonds correctement et à temps ;
- effectuer avec rigueur les transferts du secteur à destination de la gestion financière globale ;
- assurer l'utilisation et la gestion responsable des moyens financiers.

Art. 7 - Le Fonds respecte l'environnement et poursuit l'objectif de développement durable tant au niveau de sa manière de consommer que dans sa politique d'achat.

Art. 8 - La politique du personnel vise à stimuler la motivation des membres du personnel en développant leurs compétences et en mettant à leur disposition l'e-government adapté.

Chapitre 4 - Définitions

Art. 9 - Dans le présent contrat d'administration, on entend par :

1. Fonds : le Fonds des accidents du travail visé à l'art. 57 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.
2. Comité de gestion : le comité de gestion visé par la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale et par l'art. 44 de l'arrêté royal du 21 décembre 1971 portant exécution de certaines dispositions de la loi du 10 avril 1971.

3. Comités techniques : les comités visés à l'AR du 21 décembre 1971 déjà cité :
comité technique de la prévention (art. 47bis) ;
comité médicotechnique (art. 48) ;
comités techniques des gens de mer (art. 50).
4. Entreprises d'assurances : les compagnies à primes fixes et les caisses communes autorisées visées à l'art. 49 de la loi du 10 avril 1971.
5. Banque de données : la banque centrale de données des accidents du travail instituée par l'AR du 16 décembre 1987 portant organisation et fonctionnement d'une banque centrale de données au Fonds des accidents du travail – appelée également DWH.
6. Plan d'administration : le plan d'administration visé à l'article 10 de l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.
7. Tableaux de bord : les tableaux de bord visés à l'article 10 de l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des : institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.
8. Banque-carrefour de la sécurité sociale (BCSS) : institution publique de sécurité sociale visée par la loi du 15 janvier 1990 relative au Fonds et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale.
9. La loi : la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (secteur privé).
10. La loi du 3 juillet 1967 : la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public.

Chapitre 5 – Principes généraux

Art. 10 Le Fonds s'engage à mettre en œuvre les valeurs qu'il prône à savoir l'ouverture, la confiance et l'innovation en ayant le souci d'être une administration de son temps.

Art. 11 Le Fonds s'engage à signaler « à temps » tout manquement (par exemple dans le chef d'une entreprise d'assurances) ayant pour conséquence de porter préjudice aux assurés sociaux ; les problèmes constatés seront mentionnés dans le rapport sur les entreprises d'assurances qui est présenté annuellement au comité de gestion du Fonds.

Art. 12 Lorsque les règles et législations en vigueur laissent une certaine marge d'appréciation dans le cadre des décisions individuelles, le Fonds se doit d'établir des critères objectifs transparents et uniformes.

Art. 13 Le Fonds s'engage à adopter une attitude « pro-active » en terme de transmission de données et d'exploitation de données, dans le cadre de la Charte qui impose au Fonds de participer activement à l'instruction du dossier en récoltant d'initiative les renseignements qui lui font défaut.

Art. 14 Le Fonds s'engage à s'inscrire dans la logique de recherche de mesures d'efficience.

TITRE II - SOUTIEN A LA POLITIQUE DE L'ETAT FEDERAL

D'une manière générale, en tant que soutien stratégique du Gouvernement, le Fonds s'engage à accompagner et à soutenir la réalisation de l'Accord de gouvernement et de la note de politique générale de la Ministre des Affaires sociales ainsi que celle du secrétaire d'Etat aux risques professionnels.

Chapitre 1 - Organe d'avis et d'études, soutien à la communication

Art. 15 Par son comité de gestion, le Fonds a une compétence d'avis et d'études pour faire d'initiative à son Ministre de tutelle, des propositions de modifications de lois et d'arrêtés qu'il est chargé d'appliquer. Il peut également donner des avis sur toute proposition de loi ou sur tout amendement concernant la législation que le comité est chargé d'appliquer et dont le Parlement est saisi.

Le Ministre de tutelle demande également l'avis du comité de gestion du Fonds sur tout avant-projet de loi ou d'arrêté concernant la législation que le comité est chargé d'appliquer.

Art. 16 Engagement du Fonds

Les demandes d'avis du Ministre sont présentées au comité de gestion du Fonds lors de la deuxième séance qui suit l'introduction de la demande, sauf si l'avis d'un comité technique est requis.

Art. 17 Engagement du Fonds

Le Fonds s'engage à collaborer à la communication de toute action initiée par le Secrétaire d'Etat aux risques professionnels en matière d'accidents du travail.

Une évaluation de son action sera réalisée pour le 31 janvier de chaque année.

Chapitre 2 - Poursuite de la stratégie nationale

Art. 18 La stratégie 2008-2012 ayant pour objet de diminuer de 25% le nombre d'accidents du travail sera poursuivie.

Chapitre 3 - La lutte pour la sauvegarde des droits des victimes et contre toute discrimination

Art. 19 Le Fonds s'engage à collaborer avec le secrétaire d'Etat aux risques professionnels à la lutte pour la sauvegarde des droits des victimes et pour éviter toute discrimination.

Art. 20 L'entreprise d'assurances qui refuse de prendre le cas en charge ou qui estime qu'il existe un doute quant à l'application de la loi à l'accident prévient le Fonds dans les trente jours qui suivent la réception de la déclaration. Le Fonds peut procéder à une enquête au sujet des causes et circonstances de l'accident et dresse alors procès-verbal.

Afin de garantir les droits des victimes, le Fonds contrôle les refus de prise en charge des accidents déclarés par les entreprises d'assurances et la motivation correcte du refus. Ce contrôle s'effectue aussi bien sur la base des demandes d'intervention que sur la base d'échantillons.

De même, les administrations publiques doivent porter à la connaissance du Fonds les accidents du secteur public qu'elles refusent de prendre en charge.

Art. 21 Engagements du Fonds

Lorsqu'une demande d'intervention est transmise pour enquête à l'inspecteur ou médecin inspecteur en charge du contrôle de l'entreprise d'assurances ou de l'administration publique concernée, celui-ci rédige un rapport relatif à son intervention dans les 3 semaines de la transmission du dossier.

Si des instruments juridiques appropriés sont mis à sa disposition pour faire accepter des accidents qui ont manifestement été refusés à tort par les entreprises d'assurances ou par les autorités publiques concernées, le Fonds initiera la procédure de modification du présent contrat en vue de l'établissement d'un nouvel engagement.

Le Fonds s'engage à présenter, chaque année, un rapport circonstancié au comité de gestion reprenant les résultats de l'examen des motifs qui sous-tendent le nombre d'accidents refusés.

Chapitre 4 - La lutte contre la fraude sociale

Art. 22 Dans le cadre de la lutte pour la sauvegarde de l'équilibre financier de la Sécurité sociale, le Fonds s'engage à accompagner et à soutenir la réalisation de l'Accord de gouvernement et de la note de politique générale de la Ministre des affaires sociales et du secrétaire d'Etat aux risques professionnels.

Art. 23 Engagements du Fonds

A cet effet, il participera activement à la lutte renforcée contre la fraude sociale, non seulement en soutenant les services d'inspections concernés, mais aussi en proposant une série de mesures concrètes qui devraient permettre de combattre plus efficacement la fraude sociale.

En outre, le Fonds s'engage à collaborer à toute initiative de l'Etat fédéral en matière de lutte contre la fraude sociale en mettant l'accent sur un meilleur « data sharing, data matching et data mining ».

Chapitre 5 - La lutte contre la sous-déclaration

Art. 24 La lutte contre les phénomènes de sous-déclaration des accidents du travail sera intensifiée.

Art 25 Engagement du Fonds

Au moment de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions légales relatives aux modalités de déclaration des accidents du travail, le Fonds s'engage à réaliser, en concertation avec le SPF Emploi, travail et Concertation sociale, une campagne de sensibilisation du public sur l'obligation de déclarer tout accident pouvant donner lieu à l'application de la loi.

Un rapport sera présenté au Comité de gestion l'année qui suit celle au cours de laquelle la campagne de sensibilisation aura eu lieu.

Chapitre 6 - La simplification de la déclaration des accidents du travail bénins

Art. 26 Engagement du Fonds

Le comité de gestion du Fonds a formulé des propositions pour la simplification de la déclaration des accidents du travail bénins. Si la modification de la réglementation est adoptée, le Fonds présentera au comité de gestion une évaluation de la mesure à la fin de la deuxième année après l'entrée en vigueur.

Chapitre 7 - L'implémentation de la déclaration électronique des accidents du travail dans le secteur public

Art. 27 Engagement du Fonds

Au niveau du secteur public et des accidents du travail qui y sont déclarés (loi de 3 juillet 1967), le Fonds s'engage à développer, pour le 1^{er} janvier 2014, en collaboration avec les SPF concernés, une déclaration d'accident du travail sur le portail de la sécurité sociale. Ce projet « Publiato » vise à créer des applications (web et batch) qui permettront dans une première phase, au 1/1/2014, d'enregistrer l'accident et sa recevabilité. Dans une phase ultérieure, les suites des accidents seront également enregistrées afin de créer les attestations (par exemple) imposées par la sécurité sociale. Le Fonds transmettra ces différents flux de données aux partenaires du projet.

Les objectifs sont réalisés au mieux des moyens budgétaires octroyés par le gouvernement tant pour le développement que pour l'entretien des programmes et seront conditionnés par l'état d'avancement des travaux chez les partenaires au projet.

Chapitre 8. La réinsertion professionnelle des victimes d'accidents du travail

Art. 28 Engagements du Fonds

Le Fonds s'engage à collaborer activement à l'adaptation du cadre réglementaire en vue de créer les conditions équilibrées pour favoriser la réinsertion professionnelle volontaire des victimes en incapacité temporaire de travail en collaboration avec les partenaires sociaux.

Dans le cadre de différents objectifs, tendre autant que possible vers des synergies avec d'autres services publics et d'autres acteurs sur le terrain. Concrètement, une réflexion sera menée à partir de 2013 sur l'harmonisation des systèmes d'évaluation dans les secteurs de l'assurance maladie, des accidents du travail et des maladies professionnelles, en ce compris la fixation du degré d'incapacité permanente et des statistiques harmonisées.

Chapitre 9. L'implémentation de la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées

Art. 29 Engagements du Fonds

Outre les engagements en cette matière repris dans sa politique P & O, le Fonds s'efforcera de faciliter l'accès des personnes handicapées et des personnes moins valides aux bâtiments existants; en ce qui concerne les futurs bâtiments à louer ou à acquérir, un accès aisé pour ces personnes sera exigé dans le contrat de location ou d'achat.

Chapitre 10 - Application d'un système de bonus-malus dans l'assurance accidents du travail

Art. 30 Compte tenu qu'il a été constaté que, dans la pratique, le système du bonus-malus n'était appliqué que dans une très faible mesure pour la prime en matière d'accidents du travail, que cette situation n'est pas de nature à encourager suffisamment les entreprises qui peuvent réduire leur risque d'accident bien en-dessous de la moyenne sectorielle au moyen de mesures de prévention concrètes et coûteuses.

Par ailleurs, attendu qu'un pourcentage minime des entreprises occasionne un niveau disproportionné de coûts dans l'assurance accidents du travail, qui sont supportés par l'ensemble des employeurs affiliés par le biais du mécanisme d'assurance, il s'indique de se pencher sur une solution pouvant s'insérer dans la stratégie nationale pour la sécurité et la santé au travail.

Art. 31 Engagement du Fonds

Le Fonds s'engage à finaliser une analyse relative au bonus-malus pour fin 2013 et, sur la base de celle-ci, à mettre en place un système pour stimuler la prévention.

TITRE III - TACHES ET MISSIONS DU FONDS

Art. 32 Les tâches et missions du Fonds se répartissent en missions de service public en matière de contrôle, d'indemnisation, de perception, d'information et de prévention.

Chapitre 1 - Tâches et objectifs concernant la mission de service public en matière de contrôle

Art. 33 Le Fonds exerce une mission de contrôle auprès des entreprises d'assurances et des employeurs.

Section 1 - Contrôle technique et médical

Art. 34 La mission du Fonds en tant qu'organisme de contrôle se présente sous deux aspects:

1. l'aspect technique et médical : le contrôle du règlement correct tant au niveau de la gestion des dossiers d'accidents du travail qu'au niveau des polices d'assurance;
2. l'aspect financier : le contrôle du calcul correct par les entreprises d'assurances des cotisations à verser au Fonds.

Art. 35 Dans le cadre du contrôle technique et médical, le Fonds traite les demandes individuelles d'intervention et procède à des sondages. Le résultat des demandes individuelles est communiqué à la personne qui a formulé la demande.

Art. 36 Engagement du Fonds

Le Fonds s'engage à intervenir et à communiquer les résultats de sa première intervention dans les 3 semaines qui suivent la réception de la demande dans 80 % des cas et ce, que les accidents du travail soient survenus dans le secteur privé ou dans le secteur public.

En outre, le Fonds s'assure que son intervention contribue à résoudre le problème posé ou à donner une réponse de qualité à la demande d'information. À cet effet, il utilise l'instrument de mesure qui a été développé lors d'un contrat d'administration précédent.

Art. 37 En vue d'assurer le fonctionnement optimal du secteur des accidents du travail et la garantie maximale des droits des assurés sociaux, le Fonds souhaite examiner les anomalies/fautes qui sont commises dans la gestion des dossiers accidents du travail par les entreprises d'assurances. Pour cela, il établit le profil de chaque entreprise d'assurances. Il organise ses contrôles en fonction de ce profil.

Art. 38 Engagement du Fonds

Le Fonds s'engage à transmettre annuellement, pour la fin mars, un rapport d'évaluation à chaque entreprise d'assurances de sorte que celle-ci puisse prendre les mesures afin d'éviter la récurrence des fautes et que l'on puisse contrôler que les engagements précédents ont été tenus de manière efficace.

Le profil de chaque entreprise d'assurances sera affiné au plus tard au cours de la dernière année du contrat afin de permettre une analyse prédictive en vue d'organiser des activités de contrôle de manière plus efficiente.

En outre, le Fonds s'engage à transmettre annuellement un rapport global au Comité de Gestion.

Art. 39 Engagement du Fonds

Dans le cadre de sa compétence de contrôle des accidents du travail survenus dans le secteur public, le Fonds s'engage à transmettre annuellement un rapport global au comité de Gestion.

Art. 40 De plus en plus d'entreprises d'assurance ne disposent que de dossiers numérisés.

En 2013, le Fonds examinera la faisabilité d'un accès à distance aux dossiers sinistres et aux polices d'assurance pour les inspecteurs dans le cadre de leurs activités de contrôle.

Sur la base de cet examen, le Fonds développera un projet pilote avec une entreprise d'assurances volontaire en 2014.

Si les résultats du projet pilote sont concluants, le Fonds procédera à la généralisation du système d'accès à distance.

La réalisation de l'engagement est conditionnée par la coopération des entreprises d'assurance.

Art. 41 Le Fonds contrôle les transferts financiers des entreprises d'assurances à destination du Fonds.

Art. 42 Engagement du Fonds

En 2013, le Fonds examinera la faisabilité d'une modification légale visant à faire attester par le réviseur d'entreprise de chaque entreprise d'assurance l'exactitude de leurs déclarations et ainsi supprimer le contrôle systématique du Fonds.

Dans l'hypothèse où cette procédure serait instaurée, le Fonds s'engage à procéder, à un contrôle par sondage, après les opérations réalisées par le réviseur d'entreprise.

Dans l'attente de cette nouvelle législation, le Fonds maintient son engagement de vérifier chaque année auprès du tiers des entreprises d'assurances l'exactitude des montants versés au Fonds au titre de :

- cotisations sur les provisions techniques définitives pour les accidents survenus avant le 1er janvier 1988;
- cotisations de 20 % perçues sur les primes pour les personnes auxquelles l'application de la loi a été étendue.

Section 2 - Entérinement des accords conclus entre les entreprises d'assurances et les victimes

Art. 43 Les parties sont tenues de soumettre à entérinement par le Fonds tout accord concernant les indemnités dues pour un accident du travail. Cet entérinement n'intervient qu'après un contrôle de toutes les données du dossier.

L'accord ne produit ses effets qu'après entérinement par le Fonds.

Le Fonds poursuit un double objectif dans le cadre de cette mission. En traitant rapidement les dossiers, il souhaite d'une part éviter que les victimes restent longtemps dans l'incertitude quant au règlement final de leur accident du travail.

D'autre part, le service d'entérinement souhaite contribuer à optimiser la gestion des dossiers en envisageant systématiquement avec les entreprises d'assurances comment éviter à l'avenir les manquements constatés dans le règlement des accidents du travail. Ces interventions viseront en même temps à améliorer de manière proactive la qualité des accords-indemnités.

Dans l'exécution de ses missions, le Fonds est quelquefois tributaire de la collaboration des entreprises d'assurances et/ou des victimes.

En 2011, 6.579 dossiers ont été soumis à entérinement.

Art. 44 Engagements du Fonds

Le Fonds s'engage à entériner dans les 90 jours 92 % des dossiers qui ne sont pas suspendus.

Art. 45 Engagements du Fonds

Les résultats des contrôles portant sur les dossiers présentés à l'entérinement seront inventoriés, analysés et suivis pour chaque entreprise d'assurances. On prêtera notamment attention aux dossiers incomplets, aux dossiers entérinés sans suspension, aux délais de suspension ainsi qu'aux modifications apportées aux accords-indemnités.

Les résultats seront communiqués annuellement au comité de gestion.

En vue d'améliorer en permanence la qualité du règlement des sinistres, les résultats et les principaux points réclamant une attention particulière seront examinés chaque année en concertation avec les entreprises d'assurances. Les inspecteurs sociaux seront associés à cette discussion.

Les résultats seront intégrés dans le rapport d'évaluation visé à l'article 38.

Section 3 - Contrôle des employeurs

Sous-section 1 - Contrôle de l'obligation d'assurance

Art. 46 Depuis le 1^{er} janvier 1972, tout employeur est tenu d'assurer ses travailleurs contre les accidents du travail auprès d'une entreprise d'assurances autorisée. Cette obligation vaut non seulement pour le personnel assujéti à la sécurité sociale mais encore pour le personnel auquel la loi a été étendue, tel que les gens de maison et les étudiants sous contrat spécifique d'étudiant.

Le Fonds vérifie si les employeurs se sont acquittés de leur obligation d'assurance afin d'éviter aux travailleurs les situations de non-assurance et d'éviter aux employeurs non assurés les procédures de recouvrement des prestations allouées par le Fonds.

L'employeur qui n'a pas souscrit d'assurance est affilié d'office et doit payer une cotisation dont le montant est fonction de la période de défaut d'assurance ainsi que du nombre de personnes qu'il a occupées durant cette période.

Fondamentalement, la mission du Fonds consiste d'abord à prévenir les situations de non-assurance, le cas échéant, à les limiter et si nécessaire à procéder à l'affiliation d'office des employeurs.

Le Fonds a initié un projet relatif à la prévention de la non-assurance des entreprises débutantes lors du contrat d'administration précédent. A cette fin, un courrier est adressé automatiquement à ces entreprises lorsqu'aucune police d'assurance ne figure dans le répertoire des polices lors de la réception de la "Demande d'identification" à l'ONSS.

Art 47 Engagement du Fonds

La création automatique du dossier est actuellement basée sur le fait que l'employeur est renseigné « actif ONSS » avec une période de non-assurance. Le Fonds examinera en 2013 la faisabilité de l'intégration d'un contrôle supplémentaire des données Dimona (détection de l'emploi effectif au cours d'une période non-assurance active) permettant un contrôle plus ciblé. Si le résultat de l'examen est positif, le programme Reat-AO sera adapté en 2014.

Sous-section 2 - Contrôle de la déclaration d'accident

Art. 48 L'employeur est tenu de déclarer à son assureur accidents du travail tout accident susceptible de donner lieu à l'application de la loi. En cas de négligence de sa part, la victime ou ses ayants droit ont la faculté de faire la déclaration, éventuellement assistée par le Fonds.

Art. 49 Engagement du Fonds

Le Fonds s'engage, dans 95 % des dossiers pour lesquels la victime se plaint de l'absence de déclaration d'accident par l'employeur, à faire part d'une première réaction, à la victime, dans les 7 jours qui suivent la création du dossier.

Chapitre 2 - Tâches et objectifs concernant la mission de service public en matière d'indemnisation des victimes

Section 1 - Paiement des allocations annuelles, rentes et autres allocations

Art. 50 Le Fonds assure le paiement des allocations annuelles et des rentes pour les incapacités permanentes jusqu'à 19 % inclus.

Le Fonds accorde, en outre, diverses allocations aux victimes et ayants droit : allocations supplémentaires, spéciales, de péréquation, de réévaluation, d'aggravation et de décès.

Ces prestations sont limitées, le cas échéant, en cas de cumul avec une pension.

L'ensemble des bénéficiaires s'élève à 197.000 pour lesquels plus de 800.000 paiements sont effectués chaque année.

La périodicité des paiements (annuels, trimestriels, mensuels) est fonction de la nature des prestations et de leur montant.

Art. 51 Engagement du Fonds

Le Fonds s'engage à effectuer les paiements à l'échéance réglementaire, dans 97 % des cas, quels que soient les motifs de non-exécution de certains paiements.

Section 2 - Remboursement des frais médicaux et des frais de prothèse pour les accidents antérieurs au 1^{er} janvier 1988

Art. 52 Le Fonds a pour mission de rembourser les frais médicaux, pharmaceutiques et hospitaliers nécessités par l'accident. Il rembourse également les frais d'entretien et de renouvellement des appareils de prothèse et d'orthopédie. Il importe que les victimes et prestataires concernés obtiennent à bref délai le remboursement des dépenses engagées ou des prestations fournies. Les victimes et les fournisseurs doivent être informés rapidement de l'accord donné pour le renouvellement ou l'entretien d'appareils de prothèse et d'orthopédie.

En 2011, le Fonds a enregistré 25 062 demandes d'intervention.

Art. 53 Engagement du Fonds

Le Fonds s'engage à rembourser les victimes ou les dispensateurs de prestations (ou à notifier l'accord de fourniture s'il s'agit de prothèses) ou à notifier la décision de refus dans les 2 mois qui suivent la réception de la demande et ce dans 85 % des cas.

Section 3 - Octroi ou retrait de la reconnaissance des orthopédistes et des centres médicaux de prothèse et d'orthopédie

Art. 54 Le Fonds octroie la reconnaissance aux orthopédistes et aux centres médicaux de prothèse et d'orthopédie. Seuls les orthopédistes et les centres médicaux reconnus par le Fonds peuvent être chargés de l'entretien et du renouvellement des appareils fournis par le Fonds ou les entreprises d'assurances. Cette reconnaissance est accordée sur demande aux prestataires agréés par l'Inami qui s'engagent à respecter un certain nombre de règles exigées par le Fonds dont les plus importantes sont la pratique du système du tiers payant et le respect de l'autorisation préalable à la fourniture.

Cette reconnaissance est octroyée pour une durée maximale de cinq ans renouvelable. Une liste des orthopédistes et des centres médicaux de prothèse et d'orthopédie reconnus est actualisée chaque année et adressée aux entreprises d'assurance.

Art. 55 Engagement du Fonds

En 2013, le Fonds évaluera les problèmes posés par la procédure d'agrément appliquée actuellement et sur la manière dont les conditions de reconnaissance sont respectées. Il se penchera sur la nécessité de revoir éventuellement les conditions exigées pour la reconnaissance et sur la possibilité de sanctions autres que le retrait de la reconnaissance en cas de non-respect des conditions d'agrément.

En 2014, le Fonds soumettra, au cours du premier semestre, des propositions concrètes à l'avis du comité médico-technique et à l'approbation du comité de gestion.

Les décisions intervenues devront être mises en vigueur pour les reconnaissances octroyées à partir du 1er janvier 2015, les reconnaissances actuelles arrivant à échéance le 31 décembre 2014.

En 2015, le Fonds procédera à l'évaluation des nouvelles mesures intervenues et à la modernisation de la mise à disposition de la liste des prestataires agréés.

Section 4 - Indemnisation des incapacités temporaires

Art. 56 Le Fonds indemnise les incapacités temporaires de travail des gens de mer (pêche maritime et marine marchande), celles des travailleurs occupés par des employeurs non assurés ainsi que les aggravations temporaires de lésions permanentes dans le cas des accidents survenus avant le 01.01.1988.

Du point de vue sociétal, c'est-à-dire notamment dans l'optique de préserver les revenus des victimes d'un accident du travail, il est très important que le temps qui s'écoule entre l'acceptation du sinistre ou la notification d'une période de rechute et la date de l'indemnisation soit le plus court possible

Lorsque des objectifs sont fixés en la matière, il faut particulièrement tenir compte des dispositions du protocole sur l'échange électronique de données entre le secteur des accidents du travail et celui de l'assurance maladie-invalidité.

En 2011, les services ont enregistré 112 demandes de prise en charge d'une première période d'incapacité temporaire après l'accident du travail ou de rechute en incapacité temporaire.

Art. 57 Engagement du Fonds

L'ordre de payer l'indemnité relative à une première période d'incapacité temporaire (après l'accident du travail) ou à une rechute est donné dans un délai de 60 jours dans 85 % des cas. Ce délai commence le jour où le Fonds a été informé que l'assurance maladie n'intervenait pas.

Si l'assurance maladie réclame le remboursement dans le cadre de son droit de subrogation, le délai commence le jour où le Fonds a été informé de la date de fin de l'intervention de l'assurance maladie.

Si la fin de la période d'incapacité temporaire de travail se situe avant la date de communication de la fin de l'intervention de l'assurance maladie, le délai commence uniquement le jour où le Fonds a été informé des montants versés par l'assurance maladie.

Le délai ne court pas tant que le Fonds n'est pas en possession d'un certificat médical prouvant la période d'incapacité temporaire invoquée.

Section 5 - Gestion des accidents déclarés et des demandes d'allocation d'aggravation

Art. 58 Le Fonds intervient en tant qu'organisme assureur pour les marins pêcheurs et les marins de la marine marchande.

Parallèlement, le Fonds indemnise les victimes dont les employeurs ont négligé de souscrire une police d'assurance alors que c'est une obligation légale.

Enfin, le Fonds examine les demandes d'allocation d'aggravation ou de décès. Ces allocations sont accordées lorsque l'aggravation des lésions présente un caractère permanent ou entraîne le décès de la victime après le délai de révision (accidents avant le 01.01.1988).

Le caractère particulier de ces dossiers tient aux circonstances spéciales dans lesquelles les marins travaillent. Les situations sont souvent marginales en cas de défaut d'assurance et il est parfois laborieux de constituer un dossier de demande en aggravation. Ceci ne doit néanmoins pas être un frein à la notification rapide aux victimes de la décision d'acceptation ou de refus.

Le Fonds a enregistré 271 déclarations / demandes en 2011.

Art. 59 Engagement du Fonds

La décision d'accepter ou de refuser les accidents déclarés et celle relative aux demandes d'allocation d'aggravation est prise dans les 4 mois de la réception de la demande dans 75 % des cas.

Pour les demandes d'allocation d'aggravation, le délai durant lequel les lésions ne sont pas consolidables de même que celui nécessaire à l'obtention d'un rapport médical si la victime réside à l'étranger et à l'obtention de l'avis du comité médico- technique n'entre toutefois pas en ligne de compte.

Art. 60 Le Fonds est tributaire de la collaboration des victimes pour le traitement des demandes des sections 2, 4 et 5.

Section 6 - La gestion des paiements indus

Art. 61 Le Fonds s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'éviter les paiements indus ou, le cas échéant, d'en limiter la période ainsi que le montant de l'indu à récupérer.

Il s'engage, en outre, en cas de constatation d'un indu à le notifier le plus rapidement possible à l'intéressé, avec une information correcte, un décompte clair et précis ainsi qu'une motivation adéquate ; le délai de prescription sera dûment motivé.

Sur l'ensemble des ± 800 000 paiements (rentes et allocations) effectués chaque année, on constate des indus pour environ 350 dossiers (0,04 %).

Les causes en sont multiples : application tardive des règles de cumul avec les pensions, modifications dans le droit (changements du taux d'incapacité permanente, paiement du tiers en capital de la rente, rechutes en incapacité temporaire totale, orphelins âgés de plus de 18 ans, erreurs de calcul).

Le Fonds met en place un mécanisme de prévention; à cet effet, il compare le fichier de ses bénéficiaires avec ceux des organismes qui paient des pensions.

Art. 62 Engagement du Fonds

Le Fonds s'engage à ne pas dépasser la norme de 650 dossiers de récupération non soldés mentionnés à l'inventaire.

La consultation du cadastre des pensions (article 67) permettra de limiter l'importance de certains indus.

Chapitre 3 - Tâches et objectifs concernant la mission du service public en matière de perception

Art. 63 Le financement du Fonds est assuré par des transferts provenant de la Gestion Globale de la sécurité sociale.

Le Fonds fait une distinction entre le système de répartition et le système de capitalisation.

Le système de répartition du Fonds appartient à la Gestion Globale de la sécurité sociale. Dans ce système de répartition, le financement se base sur les besoins de trésorerie à financer. Le système de capitalisation ne fait pas partie de la Gestion Globale.

Section 1 - Perception des capitaux et versements périodiques à la charge des entreprises d'assurances

Art. 64 Le Fonds perçoit à la charge des entreprises d'assurances les capitaux suivants :

- les capitaux représentatifs des allocations annuelles et des rentes pour les accidents entraînant une incapacité permanente jusqu'à 19 % inclus.
- les capitaux correspondant aux rentes des ascendants qui ne fournissent pas la preuve que la victime était leur principale source de revenus.
La rente viagère reste due à l'ascendant au-delà de la date à laquelle la victime aurait atteint l'âge de 25 ans pour autant qu'il puisse apporter la preuve que la victime était sa principale source de revenus.

Si cette preuve n'est pas apportée, le capital constitutif de la rente est versé au Fonds par l'entreprise d'assurances après le 25^e anniversaire de la victime ou directement après le décès de la victime si elle avait plus de 25 ans au moment de l'accident.

- les capitaux représentatifs de l'épargne dans le cadre des mesures qui limitent le cumul avec les pensions. Ces mesures tendent à limiter le cumul des revenus de remplacement prévus au sein de la sécurité sociale. Elles ramènent le montant des allocations et rentes à un montant forfaitaire versé par le Fonds.

Art. 65 Engagement du Fonds

En ce qui concerne la vérification des capitaux ($\leq 19\%$, cumul et ascendants), le Fonds s'engage à notifier les erreurs et retards de paiement dans les 4 semaines dans 90 % des cas.

Pour la partie cumulable faisant l'objet de versements périodiques par les entreprises d'assurances, le Fonds s'engage à notifier les erreurs et retards dans les 4 mois d'une clôture semestrielle dans 90 % des cas. Ce délai sera ramené à 3 mois dès l'implémentation de la phase 3 du projet EVA-LEA.

En outre, tous les dossiers dont le règlement est toujours en cours suite à la problématique du calcul de l'épargne lorsqu'un tiers en capital a été octroyé seront régularisés pour fin 2013.

Art. 66 Engagement du Fonds

Les demandes d'exonération des majorations et intérêts de retard - en matière de transferts de capitaux pour les cas d'incapacité permanente jusqu'à 19 % inclus, capitaux cumul et capitaux ascendants et capitaux prothèses - sont soumises trois fois par an au comité de gestion.

Art. 67 Le Fonds est chargé de la détection des cas de cumul avec les pensions après le règlement de l'accident.

Il a mis au point un système de comparaison de fichiers avec les organismes de paiement des pensions en ce qui concerne le régime belge des pensions mais peu utilisable pour les régimes étrangers.

L'exploitation du cadastre des pensions pourra encore améliorer les résultats et, en tout état de cause, diminuer la période de l'indu en cas de détection tardive.

Art. 68 Engagement du Fonds

Le Fonds s'engage à notifier à temps aux entreprises d'assurances les dates de mise à la pension dans 89 % des cas.

Section 2 - Perception de cotisations à la charge des entreprises d'assurances

Art. 69 Le Fonds perçoit à la charge des entreprises d'assurances une cotisation sur les provisions techniques définitives pour les accidents antérieurs au 1er janvier 1988 et une cotisation de 20 % sur les primes pour les personnes auxquelles la loi a été étendue.

Art. 70 Engagement du Fonds

Le Fonds maintient son engagement à notifier dans 90 % des cas les majorations et intérêts éventuels sur la base des données figurant dans la déclaration annuelle de l'entreprise d'assurances dans un délai de 4 semaines à dater de la réception des cotisations.

Section 3 - Perception de primes à la charge des armateurs de la pêche maritime

Art. 71 Le Fonds perçoit les primes d'assurance à la charge des armateurs de la pêche maritime. Pour calculer les primes correctement, les services doivent obtenir les prestations des marins auprès des secrétariats sociaux auxquels les armateurs sont affiliés.

Compte tenu des objectifs économiques du Fonds, il faut que les primes dues soient perçues rapidement et correctement.

Art. 72 Engagement du Fonds

Le Fonds vérifie l'exactitude des primes versées. Comme dans le contrat d'administration précédent, s'il constate des erreurs ou des paiements retardataires, il les notifie à l'armateur dans le délai d'un mois dans la proportion de 90 % des cas.

Section 4 - Perception de cotisations et de montants à la charge des employeurs en défaut d'assurance

Art. 73 L'employeur en défaut d'assurance est affilié d'office et doit payer une cotisation dont le montant dépend de la période de non-assurance et du nombre de personnes occupées pendant cette période. Le Fonds doit notifier le plus rapidement possible les décisions d'affiliation d'office.

Art. 74 Engagement du Fonds

Le Fonds s'engage à notifier l'affiliation d'office endéans les 10 semaines qui suivent la réception de l'avis que la période de non-assurance a pris fin et ce dans 85 % des cas.

Art. 75 En cas de non-paiement des cotisations d'affiliation d'office, le Fonds peut, après notification des majorations et intérêts, transmettre le dossier pour récupération au SPF Finances.

Art 76 Engagement du Fonds

Le Fonds maintient son engagement de transmettre le dossier au SPF Finances endéans les 16 semaines qui suivent la notification, et ce dans 90 % des cas.

Afin d'activer la récupération des créances le Fonds conclura au plus tard dans le premier semestre de 2013 un protocole avec le SPF Finances.

En outre, si le fonctionnement de l'application STIMER, qui est à l'examen au SPF Finances, est satisfaisant, le Fonds s'engage à adapter l'application informatique REAT-AA pour automatiser la procédure de transfert des créances au SPF Finances et la consultation de l'avancement de la récupération.

Art. 77 Vu l'objectif économique du Fonds, tout doit être mis en œuvre pour récupérer les débours en sommant rapidement l'employeur en défaut de rembourser, en suivant de près les plans d'apurement et, au besoin, en procédant à la récupération via le SPF Finances.

Art. 78 Engagement du Fonds

Le Fonds maintient son engagement dans 90 % des cas à :

- notifier la créance une fois par trimestre à l'employeur si elle est de 250 euros au moins ;
- envoyer la créance au SPF Finances à défaut de paiement dans les 16 semaines de l'envoi de la dernière lettre de rappel (après que le service a été en possession d'un titre exécutoire) ;
- envoyer le dossier au service juridique ou au SPF Finances dans les 16 semaines de l'octroi d'un plan de paiement ou de la non-exécution d'un plan de paiement approuvé.

Section 5 - Gestion du portefeuille

Art. 79 En vue de retirer un produit optimal de son portefeuille, le Fonds a confié la gestion des provisions constituées dans le régime de capitalisation à plusieurs établissements financiers.

C'est le Fonds qui gère les liquidités dans le régime de capitalisation . En faisant jouer la concurrence entre les institutions financières, le Fonds cherche à obtenir un rendement maximal des liquidités.

Art. 80 Engagement du Fonds

Le Fonds en assure un suivi rigoureux dont il communique le résultat au comité de gestion tous les trimestres.

Les performances des gestionnaires sont comparées puis évaluées et peuvent donner lieu à une redistribution des parts du portefeuille entre les établissements financiers.

Section 6 collaboration avec d'autres institutions publiques de sécurité sociale et les services publics fédéraux

Art. 81 Le Fonds peut faire appel au SPF Sécurité sociale pour un soutien technique au niveau des dossiers actuariels (par exemple le calcul des différents barèmes pour les accidents du travail).

Chapitre 4 - Tâches et objectifs concernant la mission de service public en matière d'information

Section 1 - Information personnalisée

Art. 82 Dans le cadre de son obligation d'informer et dans son souci d'assurer une offre de services optimale, le Fonds considère comme primordial de répondre avec rapidité et précision aux demandes d'information personnalisée qui lui sont adressées.

Engagement du Fonds

Le Fonds s'engage à répondre aux demandes d'information personnalisée endéans les 15 jours dans 93 % des cas.

Section 2 - Réseau primaire de la Banque-carrefour de la sécurité sociale

Art. 83 Au sein du réseau de la Banque-carrefour de la sécurité sociale, le Fonds est chargé de gérer le réseau secondaire constitué par les entreprises d'assurances. Il en assure le contrôle et veille à sa sécurité.

Le Fonds s'est engagé à collaborer à la réalisation de l'e-government de la sécurité sociale fixé par le gouvernement.

Le Fonds continuera à chercher avec les entreprises d'assurances et à étendre les applications qui répondent à cet objectif d'e-government.

Dans la poursuite de cet objectif d'e-government de la sécurité sociale, le Fonds suit les travaux du Comité de coordination de la BCSS en veillant à développer les projets informatiques qui sont primordiaux aux différentes Fonds s de la sécurité sociale.

Art. 84 Engagements du Fonds

Le Fonds poursuit, avec les entreprises d'assurances, l'analyse globale des flux de données à destination, en provenance et à l'intérieur du secteur des accidents du travail et fixe les

priorités. En fonction du planning actuel, les données relatives aux suites de l'accident seront transmises aux mutuelles. Dans les années suivantes, l'image complète d'un accident du travail doit être connue afin de rencontrer l'objectif d'e-gouvernement.

Au niveau du projet LEA, le Fonds terminera le projet (phase II bis et phase III) d'ici la fin du présent contrat d'administration.

Dans ce contexte, la consultation du cadastre des pensions, le projet de consultation en ligne des attestations par les autres IPSS et la consultation du répertoire de l'ONAFTS devront être réalisés pour fin 2015 et ce afin de garantir les droits des enfants des victimes d'un accident du travail et la concrétisation des modalités de l'adaptation des prestations AT au bien-être.

En outre, il appartiendra au Fonds d'être attentif aux effets de la communautarisation des activités de l'ONAFTS afin de maintenir la possibilité de consulter le cadastre des allocations familiales.

Le Fonds, en tant qu'organe de liaison, collaborera au projet EESSI qui vise l'échange de formulaires informatisés au sein de l'espace européen.

D'une manière générale, le Fonds veille à développer les extensions qui s'avèrent nécessaires aux projets en production, à entretenir les applications en production et à garantir leur disponibilité.

Le planning du Fonds pourrait cependant être modifié en fonction des priorités qui sont fixées par le Gouvernement en cette matière.

Les objectifs sont réalisés au mieux des moyens budgétaires octroyés par le gouvernement tant pour le développement que pour l'entretien des programmes et seront conditionnés par l'état d'avancement des travaux chez les partenaires au projet.

Art. 85. Engagement du Fonds

Le Fonds maintient son plan directeur informatique pour poursuivre son informatisation. Ce plan, qui portera sur la période 2013-2015, comprendra les points suivants:

- les objectifs stratégiques ;
- l'adéquation entre ses objectifs et les besoins déterminés par l'e-gouvernement ;
- l'identification de projets éventuels ;
- la sélection des projets qui seront entamés ou poursuivis pour les années concernées ;
- les effectifs et les moyens accordés à ces projets ainsi que leur durée ;
- la méthodologie utilisée pour la planification et le suivi des projets.

Section 3 - Banque de données

Art. 86 Engagements du Fonds

Un rapport annuel et des statistiques annuelles des accidents du secteur privé sont réalisés endéans les 4 mois après la réception des données correctes de la dernière d'entreprise d'assurances.

Ces statistiques annuelles comprendront des statistiques distinctes pour les différents arrondissements administratifs, dans la mesure où la confidentialité des données est respectée.

Les données des accidents du travail, tous secteurs confondus, feront l'objet du rapport annuel et des statistiques annuelles pour la première fois en 2015, pour autant que le projet visant la loi du 3 juillet 1967 prévu à l'article 27 du contrat ait été mené à son terme.

Un rapport annuel et des statistiques annuelles des données du règlement définitif des accidents du secteur privé seront réalisés au cours de la sixième année suivant l'année de l'accident.

Des statistiques annuelles sur les règlements des accidents seront réalisées au cours de l'année suivant l'année du règlement.

Section 4 - Mission d'assistance sociale aux victimes et aux ayants droits

Art. 87 Le Fonds procure une assistance sociale aux victimes et aux ayants droit en tenant des permanences sociales dans un nombre important d'arrondissements du pays. Dans certains cas, il effectue des visites à domicile.

Art. 88 Engagement du Fonds

En 2015, le Fonds organisera une nouvelle enquête de satisfaction sur le fonctionnement de ses permanences et soumettra un rapport d'évaluation au comité de gestion.

Ces dernières années, le Fonds a effectué des recherches d'indicateurs afin de pouvoir détecter la vulnérabilité sociale des victimes. Le Fonds s'engage à opérationnaliser davantage ces indicateurs afin de rendre possible des mailings plus ciblés.

Chapitre 5 - Tâches et objectifs concernant la mission de service public en matière de prévention

Section 1 - Le renforcement de la prévention des accidents du travail

Art. 89 Le Fonds contribue à la stratégie nationale pour la sécurité et le bien-être au travail par le système des risques aggravés (notification et la responsabilisation des entreprises).

Art. 90 Engagements du Fonds

Le Fonds identifie, annuellement, à partir du datawarehouse des accidents du travail qu'il a créé, les entreprises dont l'indice de risque s'écarte de manière disproportionnée de l'indice moyen des entreprises de leur secteur d'activités.

Il communique annuellement, lors de la notification aux entreprises d'assurances, la liste des risques aggravés au SPF ETCS afin de permettre à celui-ci de vérifier l'application effective des mesures de prévention proposées par l'entreprise d'assurance.

Art. 91 Dans le cadre du travail intérimaire, afin de responsabiliser les utilisateurs, les accidents des travailleurs intérimaires seront comptabilisés chez ces utilisateurs.

Art. 92 Engagement du Fonds

A partir des accidents de 2014, pour autant que l'information permettant d'identifier avec certitude l'utilisateur et que le volume de l'emploi des intérimaires chez l'utilisateur soient disponibles dans le réseau de la sécurité sociale, le Fonds calculera les indices de risque en attribuant les accidents et le volume de l'emploi des intérimaires au compte des entreprises utilisatrices.

Art. 93 Engagement du Fonds

Le Fonds fera, dans le courant 2015, rapport sur le suivi et l'évaluation des mesures dans la législation accidents du travail qui peuvent avoir un impact sur le nombre ou la gravité des accidents du travail et/ou un effet de stimulation de la prévention auprès des employeurs en concertation avec les partenaires sociaux.

Art. 94 Engagement du Fonds

Le Fonds réalise annuellement 4 études des accidents types dans des secteurs d'activité donnés à la demande du SPF ETCS, pour ses campagnes et les lui fait parvenir selon un calendrier établi avec le SPF en fonction de ses objectifs. Le choix des sujets aura lieu en concertation avec les partenaires sociaux et les commissions paritaires.

Section 2 - La modernisation et la simplification de la législation et de la réglementation

Art. 95 Dans le cadre d'une recherche de mesures de prévention contre les accidents, le Fonds transmet au SPF Emploi, Travail et Concertation sociale les données des accidents sur la base du datawarehouse déterminé en collaboration avec le SPF ETCS

Ces données soutiennent les missions de prévention et d'inspection de ce dernier mais aussi répondent aux besoins propres du Fonds. Chaque année, il est vérifié que les données satisfont toujours aux besoins du SPF.

Art. 96 Engagement du Fonds

Le Fonds examinera avec le SPF ETCS les possibilités de faire réaliser par une équipe de recherche une étude portant sur la suite socioprofessionnelle de la victime après l'accident et l'effectivité de l'indemnisation des accidents du travail à partir des informations du DWH accidents du travail complétées par les données de la BCSS. Les partenaires sociaux seront associés à l'ensemble des travaux.

Il examinera également la possibilité de rendre cette étude récurrente afin de disposer d'un outil d'observation de l'évolution de la situation des victimes prises dans leur ensemble.

TITRE IV - REGLES DE BONNE GOUVERNANCE**Chapitre 1 - Règles de conduite à l'égard du public****Section 1 - Mise à disposition de l'information générale**

Art. 97 Dans le but d'informer les citoyens et de promouvoir le Fonds, une série d'informations générales à l'intention des victimes, des ayants droit et des professionnels sont diffusées gratuitement sous la forme de publications papier et électroniques.

Art. 98 Engagement du Fonds

Parmi celles-ci, on compte notamment :

- ⇒ une brochure rappelant les droits et devoirs des victimes d'accidents du travail dans le secteur privé ;
- ⇒ des dépliants traitant différents thèmes ;
- ⇒ des rapports statistiques et des études particulières ;
- ⇒ un rapport annuel (présenté au comité de gestion au plus tard au mois de septembre).
- ⇒ Une information ciblée rappelant les droits et les devoirs des victimes d'accidents du travail dans le secteur public, rédigée en collaboration avec le SPF P & O.

Le Fonds diffuse ces informations sur son site internet et les met régulièrement à jour. Soucieux d'améliorer en permanence l'accessibilité de son site, le Fonds souhaite en outre obtenir le label AnySurfer d'ici 2015.

Par ailleurs, afin de toucher un public plus vaste, le Fonds utilise notamment le portail de la sécurité sociale pour la diffusion de fiches d'information et de news.

Section 2 - Lisibilité des documents administratifs**Art. 99** Engagement du Fonds

Trois documents types seront revus chaque année.

Section 3 - Accueil

Art. 100 Le Fonds garantit l'accessibilité de ses services tous les jours ouvrables, du lundi au vendredi, de 9 à 16 heures.

En tenant compte des exigences en matière de sécurité, il est possible de prendre rendez-vous pour un entretien en dehors de ces plages horaires les mardis et vendredis de 18 à 20 heures.

Art. 101 Engagements du Fonds

Vu la structure centralisée du Fonds et l'importance que revêt dans son chef l'accueil téléphonique, le Fonds s'engage à maintenir lors des trois prochaines années du contrat d'administration :

1. le temps d'attente de tout correspondant à moins de 10 secondes dans 80 % de l'ensemble des communications entrantes au Fonds (statistiques obtenues sur la base du central téléphonique du Fonds) ;
2. le degré de satisfaction des clients lors des communications téléphoniques à 85 %. Celui-ci sera sondé à raison de deux fois par an.

Section 4 - La gestion des plaintes

Art. 102 La gestion des plaintes a été définie comme un axe stratégique fort de la politique du gouvernement.

Art. 103 Engagements du Fonds

Le Fonds poursuit le développement du système de gestion des plaintes par lequel il souhaite promouvoir :

- une amélioration de la qualité de ses services et de son fonctionnement
- une attention particulière aux attentes des « citoyens », des assurés sociaux et des preneurs d'assurance dans le cadre d'un service optimal au public.

Le Fonds s'engage à présenter, par la suite, chaque année au Comité de gestion, un rapport reprenant les plaintes déposées par les assurés sociaux ou les preneurs d'assurance, les propositions de recommandations appelées à permettre des actions correctrices, le cas échéant et l'évaluation de l'application de la charte pour une administration à l'écoute des usagers en vigueur dans l'Intsitution.

En outre, le Fonds s'engage à participer aux travaux du réseau fédéral gestion des plaintes.

Chapitre 2 - Le développement durable

Art. 104 Dans le cadre de la gestion de l'énergie et de l'environnement qui lui a permis de faire des économies substantielles les dernières années, le Fonds poursuivra des objectifs de développement durable au niveau de sa manière de consommer.

Art. 105 Engagement du Fonds

Le Fonds rédigera des recommandations en matière de consommation des ressources naturelles (électricité, gaz et eau potable) sous la forme de notes au personnel et feront l'objet d'une publication sur l'Intranet du Fonds. De même, des campagnes de sensibilisation des membres du personnel au tri des déchets et à la limitation de l'utilisation du papier seront organisées.

Le Fonds établit des systèmes de protection de l'environnement qui devront permettre d'obtenir à terme la certification EMAS.

Le Fonds s'engage aussi :

- à la diminution constante de la consommation d'eau, de la consommation d'électricité et de gaz en améliorant les projets existants ;
- à adapter la politique d'achats dans le cadre du développement durable dans le respect de la réglementation sur les marchés publics.

Un rapport annuel d'évaluation global sera présenté au Comité de gestion au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

Art. 106 Engagement du Fonds

Dans un souci d'efficacité (rationalisation de la gestion du temps), de gain d'espace, de sécurisation des données et de respect de l'environnement (diminution de la consommation de papier), le Fonds va démarrer la procédure de digitalisation des dossiers des victimes d'un accident du travail dans un premier temps. Tous ses dossiers devront l'être à terme.

Il s'est fixé l'objectif d'entamer en 2014 la procédure pour obtenir la force probante qui est octroyée par le Ministre des Affaires sociales conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 22 mars 1993 relatif à la force probante des informations enregistrées, conservées ou reproduites par des institutions de sécurité sociale et qui a pour objectif de valider toute procédure qui empêche qu'un document original scanné ne peut à aucun moment être altéré ou falsifié.

Chapitre 3 - La responsabilité sociétale du fonds

Art. 107 Conscient du rôle sociétal qu'il se doit de jouer, le Fonds intègre ses préoccupations sociales et environnementales dans ses activités et dans son interaction avec ses partenaires et les membres du personnel.

Art. 108 Engagements du Fonds.

Le Fonds s'engage à insérer des clauses sociales et environnementales dans les marchés publics qu'il conclut.

Art. 109 Il sera ouvert en outre à des stagiaires non rémunérés, étudiants des hautes écoles ou demandeurs d'emploi en formation professionnelle.

CHAPITRE 4 - LA POLITIQUE P & O

Le Fonds souhaite développer une culture d'entreprise attractive, adaptée aux nouvelles formes de travail et aux relations de travail où l'accent est mis sur la responsabilisation des collaborateurs et des supérieurs hiérarchiques et où l'organisation du travail est organisée de la manière la plus flexible.

Section 1 - La gestion dynamique du personnel

Art .110 Engagement du Fonds

Le Fonds s'engage à développer et à implémenter un cadre de valeurs au plus tard pour la fin 2015.

Art .111 Engagements du Fonds

Le Fonds s'engage à intégrer dans le plan de personnel annuel un planning d'objectifs couvrant au minimum 3 années.

En outre, il s'engage dans le cadre de la gestion du personnel, à faire annuellement l'inventaire :

- des besoins en matière de sélection concernant le remplacement de ses agents partis ou sur le point de partir à la retraite ;
- des problèmes liés à des professions particulières ;
- des problèmes liés à des situations de concurrence entre les IPSS ;
- des problèmes pour lesquels des synergies avec d'autres institutions pourraient être développées.

Enfin, le Fonds s'engage à généraliser la gestion des cercles de développement annuels à partir de 2013.

Art 112 Dans le cadre d'une gestion dynamique, efficiente et rationnelle du personnel, le Fonds s'engage à pallier les absences des membres du personnel par une gestion adéquate de ses moyens humains. La mobilité interne temporaire sera effective dès le 1^{er} janvier 2013 dans le cadre de la gestion de projets.

Section 2 - Le télétravail et le travail à domicile

Art.113 Engagement du Fonds

Dès 2013, le Fonds s'engage à développer le télétravail et le travail à domicile dans le cadre commun et uniforme établi pour les institutions publiques de sécurité sociale sous réserve du développement de la gestion électronique des dossiers et de l'acquisition de matériel adéquat.

Section 3 - Application de la charte fédérale sur la diversité

Art 114 Le Fonds s'engage à exclure toute forme de discrimination fondée notamment sur le sexe, la prétendue race, la couleur, les origines ethniques ou sociales, l'âge, la langue, la conviction religieuse ou philosophique, la fortune, la naissance, un handicap ou une caractéristique physique, l'état de santé actuel ou futur, l'orientation sexuelle, l'état civil ou la situation familiale, ainsi qu'à respecter et promouvoir l'application de ce principe de non-discrimination tant dans les relations avec les citoyens qu'à tous les niveaux de l'organisation.

Art 115 Engagements du Fonds

1. Plan d'action et initiatives en matière de diversité et d'intégration des groupes de personnes exclues du marché du travail,

Le Fonds s'engage à rédiger un plan d'action diversité comprenant des actions intégrées à l'ensemble des processus RH est mis en oeuvre, communiqué au personnel ainsi qu'aux usagers et est évalué chaque année.

2. Initiatives à prendre afin d'atteindre le quota de 3% de personnes avec un handicap

Le Fonds s'engage à prendre les dispositions qui s'imposent afin de recruter suffisamment de personnes présentant un handicap et respecter ainsi la norme des 3 %, pour le 1^{er} janvier 2014.

A cet effet, il établira un cadastre des fonctions accessibles aux personnes présentant un handicap.

3. L'organisation d'un suivi et d'un reporting des initiatives menées afin de renforcer l'égalité hommes-femmes.

Le Fonds s'engage dans la politique de l'Etat fédéral visant l'intégration structurelle de la dimension de genre dans les politiques fédérales.

Dès 2013, le Fonds s'engage à produire de statistiques ventilées par sexe et d'indicateurs de genre et à intégrer la dimension de genre dans les instruments de planification stratégique.

En outre, il incitera les membres du personnel à participer aux activités du réseau Felink.

Section 4 - L'informatisation des activités de gestion du personnel

Art. 116 Engagements du Fonds

Le Fonds s'engage à transmettre à temps les données suivantes au SPF P&O :

- Pdata conformément aux dispositions (AR 141 20.12.1982).
- Télétravail (AR 22/11/2006, art 16).
- Statform (données en matière de formation).

Art. 117 Engagement du Fonds

En outre, le Fonds utilisera l' e -procurement en matière de marchés publics

TITRE V : ENGAGEMENTS GÉNÉRAUX COMMUNS AUX DEUX PARTIES

Cadre juridique du contrat

Art. 118. Le choix politique du cadre juridique d'un contrat engendre le remplacement du rapport d'autorité classique par un rapport plus contractuel. Les deux parties s'engagent dès lors à une concertation structurelle et à des accords réciproques en tant que partenaires équivalents.

Afin de permettre l'exécution qualitative de sa mission, l'Etat fédéral s'engage à mettre les moyens convenus à la disposition du Fonds. Il s'agit d'une condition substantielle pour que le Fonds puisse être tenu au respect des engagements dans le cadre du présent contrat.

Principes de gestion

Art. 119. Les parties contractantes s'engagent à respecter les principes de la gestion paritaire, le Comité de gestion et les responsables de la gestion journalière agissant en tant que réels partenaires.

Art. 120. Les parties contractantes s'engagent à mettre tout en œuvre pour créer les conditions favorables à la réalisation des engagements réciproques fixés dans le présent contrat. A cet égard, le respect de la concertation préalable visée à l'Art.128 constitue un facteur de succès critique.

Si le Fonds doit, dans le cadre d'une mission légale, collaborer avec un organisme public fédéral, l'Etat fédéral s'engage à entreprendre toutes les actions afin d'assurer la collaboration de l'organisme public avec le Fonds.

Prise d'avis, concertation et information préalables

Art. 121. Conformément aux dispositions de la loi du 25 avril 1963, l'Etat fédéral soumet à l'avis de l'organe de gestion du Fonds tout avant-projet de loi ou d'arrêté visant à modifier la législation que le Fonds est chargée d'appliquer. Dans ce cadre, l'Etat fédéral s'engage à tenir le Fonds au courant des différentes étapes législatives pertinentes et de communiquer les modifications éventuelles en cours de procédure.

L'Etat s'engage à établir des contacts avec le Fonds pour, d'une part, tenir compte des aspects techniques et de la faisabilité de mise en œuvre des modifications légales ou réglementaires envisagées et, d'autre part, lui permettre de préparer les adaptations nécessaires dans un délai raisonnable.

Après concertation avec le Fonds, l'Etat fédéral fixe la date d'entrée en vigueur des modifications ou des nouvelles mesures envisagées, notamment en tenant compte du temps nécessaire requis pour effectuer d'éventuelles adaptations informatiques et assurer une bonne information aux intéressés.

Engagements concernant les modifications du contrat

Modification du contrat

Art. 122. Les adaptations par application de paramètres objectifs prévus dans le contrat d'administration, notamment les adaptations aux missions, tâches, objectifs ou indicateurs déjà stipulés dans le contrat et sans impact sur les montants globaux des enveloppes prévues dans le contrat, se feront en application de la procédure prévue à l'article 8, §3, de l'arrêté royal du 3 avril 1997. Ces adaptations seront communiquées au Ministre de Tutelle qui rendra sa décision endéans les 30 jours ouvrables et seront transmises pour information aux Ministres du Budget et de la Fonction publique.

Au-delà de ce délai et en l'absence de décision, les adaptations seront considérées comme approuvées.

Art. 123. Toute nouvelle mission attribuée au Fonds, par ou en vertu d'une loi, fait l'objet d'un avenant au contrat. Cet avenant est négocié par le ministre de tutelle, le ministre ayant le budget dans ses attributions, le ministre ayant la fonction publique dans ses attributions, les gestionnaires ayant voix délibérative désignés par l'organe de gestion, ainsi que par la personne chargée de la gestion journalière et son adjoint.

Cet avenant n'est conclu qu'après approbation par l'organe de gestion et n'entre en vigueur qu'après son approbation par le Roi et à la date qu'il fixe.

Toute autre adaptation, proposée par une des parties ou par les deux parties, est faite conformément à l'article 7 de l'arrêté royal du 3 avril 1997.

Art.124 Afin de faciliter le suivi des engagements des deux parties, toutes les modifications apportées lors de la réalisation du contrat seront consolidées dans un même document.

Communication des décisions

Art.125 L'Etat fédéral s'engage à communiquer aux institutions les décisions prises lors du Conclave budgétaire et ce, dans les plus brefs délais.

Les commissaires du Gouvernement veilleront à ce que ces décisions soient communiquées aux institutions de manière optimale.

Engagements concernant le suivi de la réalisation des contrats

Suivi de la réalisation des objectifs

Art.126. L'Etat fédéral et le Fonds s'engagent à suivre avec attention la réalisation des objectifs et des projets tels qu'ils sont décrits dans le contrat d'administration.

Art.127. Conformément à l'article 8, §3, al.3 de l'arrêté royal du 3 avril 1997, en vue de l'évaluation annuelle de la réalisation des engagements respectifs, les parties contractantes s'engagent à organiser chaque année et par institution une réunion de concertation entre les commissaires du gouvernement et les représentants de l'institution.

Un rapport contradictoire et motivé concernant les résultats de cette concertation sera rédigé par les participants, dans lequel les différents points de vue seront présentés en ce qui concerne les matières sur lesquelles un accord n'est pas intervenu.

Concertation périodique

Art.128. En vue de permettre l'exécution correcte et adéquate des engagements découlant de ce contrat d'administration par l'Etat fédéral et les institutions publiques de sécurité sociale, une concertation sera organisée par l'Etat fédéral au sujet des mesures budgétaires et des mesures qui concernent la fonction publique qui peuvent avoir un impact important sur les contrats d'administration en cours.

Par ailleurs, l'Etat fédéral organise une concertation régulière avec les institutions publiques de sécurité sociale et les interlocuteurs sociaux quant à l'exécution de ce chapitre et des engagements qui y sont prévus.

Calendrier

Art.129 Les parties contractantes s'engagent à respecter un calendrier relatif aux missions de rapportage et de suivi qui incombent aux institutions ainsi qu'aux commissaires du gouvernement. Le calendrier est établi de commun accord entre le Fonds et les commissaires du gouvernement. Il est communiqué au(x) ministre(s) de tutelle, du Budget et de la Fonction publique.

Ce calendrier en vue de l'évaluation annuelle ne pourra toutefois pas prévoir des délais supérieurs à ceux prévus ci-dessous :

- transmission d'un projet d'évaluation de la réalisation des engagements respectifs par le Fonds aux commissaires du gouvernement au plus tard pour le 31 mars de l'année qui suit l'année à évaluer ;
- organisation de la réunion de concertation dans les 15 jours ouvrables qui suivent la remise du projet d'évaluation de la réalisation des engagements respectifs par le Fonds ;
- transmission du rapport contradictoire et motivé sur les résultats de la concertation dans les 15 jours ouvrables qui suivent la réunion de concertation ;
- le cas échéant, adaptation du contrat d'administration à la situation modifiée en exécution de l'article 8 §3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 3 avril 1997.

Engagements consécutifs à l'évaluation de la réalisation des contrats

Impact des mesures décidées après la signature du contrat

Art. 130 Dans le cadre de l'évaluation annuelle de la réalisation des engagements réciproques repris dans le contrat d'administration et conformément à la logique de contractualisation, l'Etat fédéral tiendra compte de l'impact des mesures décidées ou mises en œuvre après la conclusion du présent contrat et ayant entraîné une augmentation significative et mesurable des tâches, ou de leur complexité ou de certaines dépenses, pour autant que le Fonds ait communiqué à temps l'impact que ces modifications ont entraîné.

Respect des engagements

Art.131. En cas d'impossibilité pour l'une des parties de respecter complètement ou partiellement les engagements souscrits, cette partie en informera immédiatement l'autre partie et se concertera avec elle afin de convenir de mesures à prendre afin de remédier à cette situation ou de l'atténuer.

En cas de litige sur l'existence même du non-respect de tout ou partie des engagements repris au présent contrat ou en cas de désaccord fondamental sur les mesures à prendre pour remédier à une défaillance, les parties tenteront, autant que faire se peut, de se concilier. En cas de désaccord persistant, les parties conviennent dans un rapport contradictoire de la meilleure manière de se départager.

A défaut d'un accord concerté ou en cas de non-respect du suivi donné à un tel accord, le dossier sera soumis au Conseil des ministres après avis du Comité de gestion de l'institution Fonds concernée et du Collège des institutions publiques de sécurité sociale.

Normes de sécurité de l'information

Art.132. Le Fonds s'engage à respecter les normes minimales de sécurité qui sont d'application au sein du réseau de la Banque carrefour de la sécurité sociale. Pour les données médicales, le projet eHealth sera suivi.

Engagements concernant la gestion des financements

Art.133. Après concertation avec l'ONSS et l'INASTI et dans le respect de la politique budgétaire, l'Etat s'engage à respecter le plan de trésorerie établi annuellement pour le versement des moyens financiers (subventions de l'État, financement alternatif et autres) par l'autorité fédérale à la Gestion financière globale du régime des travailleurs salariés et du statut social des travailleurs indépendants.

Art.134. L'Etat s'engage à fournir au Fonds les hypothèses de base nécessaires à l'établissement du budget des missions, entre 12 et 17 jours ouvrables avant la séance du Comité de gestion de la Sécurité Sociale au cours de laquelle le rapport budgétaire au gouvernement est établi ou avant l'échéance prévue pour la transmission des tableaux budgétaires si celle-ci est demandée préalablement. Il s'agit ici des hypothèses de base définies par le Comité Scientifique pour le Budget Economique.

Transferts des compétences

Art.135 L'Etat s'engage à ce que les transferts de compétences prévus dans la réforme de l'État, soient organisés en concertation avec les institutions concernées dans le respect de la gestion paritaire et ce, afin de garantir un transfert optimal, notamment pour les agents travaillant, à l'heure actuelle, pour ces organismes et pour continuer à garantir à l'assuré social un service efficace et de qualité.

L'institution s'engage à participer à tout groupe de travail technique lié au transfert de compétences et à fournir les renseignements utiles à la phase préparatoire de ce transfert.

L'Etat s'engage à convier l'institution à tout groupe de travail instauré en vue de la préparation du transfert de compétences.

Les institutions concernées par les transferts de compétences ne devront toutefois respecter les engagements pris dans le cadre des dispositions communes que dans la mesure où ceux-ci restent compatibles avec les décisions politiques qui seront prises dans le cadre de ces transferts.

TITRE VI : SYNERGIES ENTRE IPSS

Art.136. Dispositions RH communes

1. Moteur salarial

Une étude d'impact et de faisabilité opérationnelle sur la création d'une plate-forme commune de services de traitements (moteur salarial, suivi de la législation P&O en matière de statut et carrière, etc.), en ce compris les gains d'efficacité escomptés, sera réalisée d'ici le 30 juin 2013. Pour l'exécution, il est tenu compte des obligations contractuelles des institutions qui disposent d'un moteur salarial propre ou spécifique, ainsi que des investissements qu'elles doivent réaliser.

S'il découle de l'étude d'impact et de faisabilité opérationnelle un résultat de coûts positif, un cadre légal sera créé pour ériger un Service Traitements commun au sein d'une IPSS existante pour le 31 décembre 2013.

L'objectif est l'adhésion d'un nombre maximal d'IPSS à ce Service Traitements pour la fin de ce contrat d'administration.

2. E-applications RH

Les IPSS s'engagent, d'ici la fin du Contrat d'administration, à développer des applications RH afin que les flux papier prévus d'un point de vue réglementaire en matière d'administration du personnel puissent être réduits d'au moins 33 % au sein de chaque institution .

3. Mesure du travail

Les IPSS s'engagent, d'ici la fin du Contrat d'administration, à développer une méthodologie en matière de mesures du travail qui serviront de base objective pour établir le plan du personnel des services opérationnels. Les services conceptuels et de soutien seront traités dans un stade ultérieur.

4. New Way of Working

Les IPSS s'engagent, d'ici la fin du Contrat d'administration, à offrir à au moins 30% de leurs collaborateurs la possibilité de télétravailler à leur domicile ou dans des bureaux satellites (2013-10%; 2014-20%; 2015-30%).

Par ailleurs, au terme d'une concertation syndicale au sein des comités de concertation de base, une forme adaptée d'horaire de travail sera proposée où il sera tenu compte de ces nouvelles formes de travail.

5. Sélection et recrutement

Dès que le cadre budgétaire aura été fixé, le Collège des IPSS prendra, sur la base des plans de personnel distincts, des accords concernant des initiatives communes pour l'organisation de sélections de recrutement et/ou de promotion, conformément au contrat de collaboration conclu avec Selor le 17 février 2012. Les sélections de recrutement peuvent être organisées aussi bien en externe qu'en interne et soutiendront la politique de diversité du Gouvernement.

Les IPSS s'engagent à ouvrir la moitié de tous les emplois vacants également via le marché interne (mobilité fédérale). 12 mois après l'entrée en vigueur du contrat, cet objectif sera

évalué et éventuellement revu en concertation avec le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique.

Une concertation systématique est assurée entre les IPSS et Selor dans tous les domaines des ressources humaines, ayant notamment pour objectif de déléguer aux IPSS les nouvelles missions dont Selor serait chargé, le cas échéant en recourant aux modifications réglementaires nécessaires ou à la conclusion de SLA, comme le prévoit la dite Convention de collaboration entre les IPSS et Selor.

6. Formation et développement

- À partir de 2013, une formation commune « Sécurité sociale » sera organisée à l'initiative du Collège des IPSS, pour tous les collaborateurs des IPSS.
- Chaque année, le Collège des IPSS rassemblera et répartira les formations existantes dans les institutions distinctes pouvant être proposées en synergie aux collaborateurs des différentes IPSS.
- Chaque année, dès que le cadre budgétaire aura été fixé, le Collège des IPSS prendra, sur la base des plans de formation des différentes IPSS, des accords concernant de nouvelles initiatives communes en matière de formation et de développement de leurs collaborateurs.

7. Diversité

Les IPSS s'engagent à promouvoir la diversité en offrant l'égalité des chances aux hommes et aux femmes, aux personnes d'origine étrangère ou aux personnes présentant un handicap tant en ce qui concerne le recrutement, la formation, le développement des compétences que l'évolution de la carrière dans le cadre des procédures de sélection et de promotion que dans le cadre du travail quotidien.

Les IPSS poursuivront d'ici la fin du contrat d'administration un taux d'emploi de 3% de personnes reconnues comme personnes handicapées en consultant de manière systématique la liste spécifique de la réserve de recrutement distincte de SELOR.

Dans le même délai, les IPSS tenteront d'atteindre un taux d'emploi d'au moins un tiers de femmes dans les fonctions de mandats et fonctions de direction ainsi que dans les fonctions du niveau A3 jusqu'au A4.

8. Communication et reporting

Les IPSS s'engagent à respecter leurs obligations en matière de communication et de reporting en matière de fonction publique et à collaborer de manière constructive à toute obligation future en la matière.

A cet égard, l'Etat fédéral s'engage à effectuer une concertation préalable sur la manière la plus efficace en matière d'échange d'informations.

Fed 20 est un tableau de bord simple, développé pour les services publics fédéraux par le SPF P&O permettant de mesurer et d'évaluer, sur une base volontaire et à l'aide d'un nombre limité d'indicateurs, l'approche HR actuelle de manière pragmatique et immédiatement utilisable. Ainsi les services disposent d'un instrument d'évaluation stratégique interne et leur permettant de participer au benchmarking relatif à la politique HR.

Les IPSS s'engagent à participer au réseau Fed 20 en fournissant, dans la mesure où ils sont développés à partir de 2013 dans leur propre organisation, les données en lien avec les indicateurs RH concernés.

Art. 137. Dispositions ICT communes

1. Virtualisation

Les IPSS s'engagent à réduire les coûts d'infrastructure ICT via les deux initiatives suivantes :

- a. Virtualiser les serveurs des IPSS pour un meilleur rapport coût/efficacité et une plus grande stabilité.
- b. Desktop virtuel des IPSS / « thin mobile client » pour pouvoir travailler de manière plus sûre et plus mobile.

2. Centralisation du printing

Les IPSS s'engagent, d'ici la fin du Contrat d'administration,

- à remplacer les imprimantes locales ou individuelles au sein des IPSS par un nombre moindre d'imprimantes multifonctions en fonctionnement plus partagé (étage, groupe d'utilisateurs, service,...) pour un meilleur coût d'impression par feuille et une diminution des frais de fonctionnement liés (toners, entretien, etc.)
- à centraliser au maximum les impressions et les envois « papiers » en reprenant des capacités actuellement décentralisées ou externalisées

En outre, une étude sera réalisée en vue d'utiliser de manière plus optimale et partagée la capacité de production centrale disponible au sein des IPSS ou avec d'autres SPF.

Dans le cadre d'un effet lean, la diminution des impressions ou des achats de support « papier » sera obtenue par la suppression de tous les flux papiers IN ou OUT, non légalement obligatoires en interne comme en externe et leur remplacement si besoin par des solutions IT (internet, intranet, e-box, flux électroniques, documentation en ligne, ...) dont question au point 4 du présent article.

3. Centralisation des achats ICT et de la gestion ICT

Les IPSS utiliseront le « modèle de centrale d'achat » en maintenant leur indépendance en ce qui concerne les quantités et en appliquant un processus permettant d'évoluer au sein des IPSS vers des solutions types pour pouvoir obtenir des avantages récurrents maximums dans les domaines suivants :

- a. Services IT (cahiers des charges IT, gestion projets IT, IT Disaster Recovery Planning, IT helpdesk, IT monitoring, formations IT, archivage de données, suivi medias sociaux)
- b. Data center central
- c. Solutions hardware
- d. Licences logiciels de banques de données
- e. Licences logiciels d'applications (tant générales que spécifiques)

- f. Logiciel Operating system Licences middleware
- g. Coûts de télécommunications (VoIP, connexions de réseau)
- h. Consultants IT

4. Gestion électronique de documents et gestion électronique du workflow

Les IPSS effectueront une analyse de la faisabilité d'une approche coordonnée du scanning et d'un traitement électronique des documents via une plateforme commune.

L'utilisation de l'eBox pour la communication électronique avec le citoyen sera encouragée au maximum, de préférence dans des environnements harmonieux, reconnaissables et accessibles pour les assurés sociaux.

Enfin on vérifiera comment regrouper les envois annuels en envois communs (par exemple : envoyer ensemble les fiches fiscales et les fiches de pensions). Les envois recommandés seront également réduits, si nécessaire, moyennant une adaptation du cadre réglementaire.

5. Harmonisation de la réglementation et ICT

Des situations similaires sur le terrain faisant l'objet d'une approche substantiellement différente dans la législation ont un impact sur les coûts ICT et les frais de fonctionnement des IPSS. Des coûts supplémentaires peuvent également être évités en développant une bonne politique de release et par le regroupement de certaines fonctionnalités. Les IPSS s'engagent à dresser pour la fin de l'année 2013 un inventaire des améliorations concrètes, notamment par une simplification et une standardisation des principes.

Art.138. Dispositions communes en matière de logistique

Les IPSS collaboreront activement au programme Optifed. Sur la base des analyses du programme Optifed « costing-out », les recommandations ou suggestions feront l'objet d'une implémentation. Comme dit précédemment aux articles 136 et 137, les IPSS s'engagent également explicitement dans des projets ICT transversaux et dans de nouvelles formes de travail.

Un cadastre du patrimoine immobilier de l'ensemble des IPSS sera établi d'ici la fin du 1er trimestre 2013. A partir du 01/04/2013, toute demande de location, d'achat, de mise en location/vente et de rénovation fondamentale de bâtiment devra préalablement être soumise au Collège des IPSS qui remettra un avis motivé quant à l'adéquation et à la cohérence avec le plan global de gestion du patrimoine immobilier de l'ensemble des IPSS.

Sur base de ce cadastre, une analyse d'impact et de faisabilité (situation as is et to be, modèle organisationnel de la gestion concrète des bâtiments, SLA, etc..) sera également produite pour fin 2013 afin de permettre, dans le cadre d'un service offert en interne et en commun aux IPSS, une gestion globale des bâtiments des IPSS, y compris pour les aspects d'infrastructures, énergies, assurances, etc. selon un SLA à déterminer pour une gestion optimale des bâtiments.

Elles vérifieront si les normes fixées par la Régie des bâtiments sont respectées. Elles tendront également vers une répartition et un partage optimaux des espaces disponibles.

e-Procurement est le terme générique pour désigner l'utilisation de systèmes électroniques dans les différentes phases du processus d'achat de l'administration. En grandes lignes, ces phases sont: la publication du marché public et des documents y liés ; l'introduction, auprès de l'administration, de demandes de participation (candidatures) et d'offres par les fournisseurs

potentiels, via internet; l'évaluation et l'attribution du marché au fournisseur offrant l'offre présentant le meilleur rapport prix/qualité; et le suivi de la facturation et l'exécution des paiements.

L'organisation d'enchères électroniques inverses, permettant d'indiquer le fournisseur demandant le prix le plus bas, et la mise à disposition de produits dynamiques et de catalogues de services sont également possibles. Le service e-Procurement du SPF P&O assure le développement, l'implémentation et l'entretien des applications, et les met gratuitement à disposition de toutes les administrations.

Les IPSS s'engagent à organiser leurs marchés publics de manière électronique au plus tard d'ici la fin du contrat d'administration. A cet effet, le timing repris dans la circulaire P&O/2012/e-Proc. du 30 novembre 2012 – Marchés publics - Utilisation des applications e-Procurement par les services de l'Etat fédéral, publiée au Moniteur belge du 7 décembre 2012, sera pris comme point de départ.

Les IPSS s'engagent à respecter les instructions pour les services d'achats qui visent le renforcement de la durabilité des marchés publics fédéraux et qui sont repris dans le manuel achats durables ainsi que dans le guide des achats durables.

Art.139. Dispositions communes en matière d'audit interne

En ce qui concerne la synergie en matière de mise en œuvre et de développement des fonctions d'audit interne et des comités d'audit dans leurs institutions, les IPSS s'engagent à poursuivre les objectifs communs suivants :

- pour la fin du Contrat d'administration 2013-2015, chaque IPSS disposera, seule ou en commun avec d'autres IPSS, d'une fonction d'audit interne opérationnelle;
- pour la fin 2013, le Collège formulera une proposition définitive concernant la position, l'organisation et la composition de Comités d'audit au sein des IPSS ;
- pendant la durée du Contrat d'administration 2013-2015, une initiative commune sera prise sous la coordination du Collège des IPSS en vue d'harmoniser le planning et les méthodes des fonctions d'audit interne avec les activités des autres acteurs de surveillance au sein des IPSS, notamment la Cour des comptes, par exemple en concluant un protocole;
- par année civile, au moins 4 réunions du réseau PLATINA seront organisées en vue d'assurer le développement commun, l'harmonisation et les échanges, entre les fonctions d'audit interne des IPSS, des connaissances et des bonnes pratiques aux niveaux conceptuel, méthodologique et organisationnel;
- pour la fin du premier trimestre de chaque année, le réseau PLATINA établira, à l'intention du Collège des IPSS et de chacun des comités d'audit, un rapport comportant un aperçu des activités du réseau au cours de l'année civile précédente, les principales évolutions au niveau de l'audit interne au sein des différentes IPSS ainsi que les initiatives qui ont été prises en matière d'harmonisation et de collaboration avec les autres acteurs de surveillance dans les IPSS.

Art 140. Ouverture des synergies à d'autres partenaires

Les IPSS souhaitent ouvrir les synergies à leurs partenaires du réseau secondaire afin de faire bénéficier ces réseaux secondaires de possibilités d'économies effectives qui pourront diminuer leurs coûts de fonctionnement en lien avec le niveau de financement de ceux-ci, afin de garantir la poursuite d'une gestion optimale de leur missions.

Dans ce cadre, les IPSS proposent une concertation avec leur réseau secondaire pour mettre en commun les bonnes pratiques en matière de synergies et identifier les domaines dans lesquels elles pourraient se développer.

Un plan d'action commun ou un plan d'extension des synergies pourrait alors être mis en place tenant compte du statut propre des institutions des réseaux secondaires.

Art.141. Le Collège des IPSS et les partenaires sociaux feront en concertation une analyse de faisabilité et présenteront des scénarios concernant une révision de l'organisation administrative de la sécurité sociale. L'objectif est d'examiner, dans le respect des principes de la gestion paritaire, comment des économies d'échelles peuvent être réalisées, notamment au niveau de l'intégration des processus et des structures de gestion.

Les institutions coopérantes seront impliquées dans ces travaux.

Art. 142. Rapports

En vue de la préparation et de la mise en œuvre des initiatives prévues, les IPSS utiliseront une structure de projets adaptée à laquelle contribuera chaque institution qui fera aussi rapport au Collège des IPSS. Un plan d'action sera établi par projet.

Le Collège des IPSS rédigera chaque année un rapport concernant les réalisations et les économies réalisées relatives aux articles 136,137,138 et 139 ainsi que le respect de la concertation visée à l'article 123 à l'attention de l'Etat fédéral et des partenaires sociaux.

TITRE VII : VOLET BUDGÉTAIRE, FINANCIER ET COMPTABLE

Le contenu du présent chapitre est régi par l'AR du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de Sécurité Sociale, l'AR du 22 juin 2001 fixant les règles en matière de budget, de comptabilité et de comptes des institutions publiques de sécurité sociale soumises à l'AR du 3 avril 1997 précité et des circulaires subséquentes.

Définitions et généralités

Art.143. Le budget de gestion comprend l'ensemble des recettes et des dépenses relatives à la gestion du Fonds, telles qu'énumérées aux annexes 1 et 2 de la circulaire du 19 juillet 2007 aux institutions publiques de sécurité sociale.

Pendant l'année du passage vers le système de droit constaté, le Gouvernement doit prévoir une seule fois les crédits de personnel nécessaires pour le paiement de 13 mois de salaires.

Art.144 Les recettes propres, qui résultent de prestations qui cadrent dans les missions du Fonds et qui sont effectuées pour des tiers sur la base d'un recouvrement des frais, s'ajoutent à l'enveloppe de gestion de l'année en cours en respectant les procédures d'adaptation et de fixation du budget telles que fixées par l'arrêté royal du 3 avril 1997.

Les recettes propres de gestion, qui résultent du remboursement des frais de personnel et autres frais de fonctionnement qu'une institution de sécurité sociale a effectué pour le compte d'une autre IPSS dans le cadre de la mise à disposition de membres du personnel (par ex. pour une service d'audit commun) ou dans le cadre de la fourniture de services (par ex. des travaux d'impression), sont ajoutées à l'enveloppe de gestion de l'année en cours, moyennant l'accord des commissaires de gouvernement des institutions concernées et l'information régulière du SPF Budget et Contrôle de la gestion.

Les recettes de gestion propres qui apparaissent pendant l'année en cours, à la suite de la location de biens immobiliers peuvent, en tant qu'incitant pour une bonne gestion, être ajoutées à l'enveloppe budgétaire de l'année suivante soit complètement en cas de location à prix coûtant à un autre service public, soit pour moitié en cas de location au prix du marché à un autre tiers. Il s'agit d'une enveloppe de gestion supplémentaire pour l'année suivante pour laquelle un avis favorable du commissaire de gouvernement, représentant le ministre du Budget, est requis.

En outre, les IPSS peuvent fournir des services (par ex. des travaux d'impression) aux tiers, autres que des IPSS, qui sont facturés au prix du marché. Les frais de personnel et autres frais de fonctionnement consentis pour cette livraison peuvent être intégralement ajoutés à l'enveloppe de gestion de l'année suivante.

La différence entre le prix du marché facturé et les frais de personnel et autres frais de fonctionnement consentis peut, en tant qu'incitant pour une bonne gestion, être ajoutée pour moitié à l'enveloppe budgétaire de l'année suivante. Il s'agit d'une enveloppe de gestion supplémentaire pour l'année suivante pour laquelle un avis favorable des commissaires de gouvernement, représentant le ministre du Budget et le(s) ministre(s) de tutelle, est requis.

Art.145 Si au cours de la période d'exécution du présent contrat d'administration, le Fonds est chargé de missions complémentaires (en front et/ou en back office) entraînant une augmentation de ses dépenses de gestion, ses crédits de gestions seront augmentés d'un montant reconnu nécessaire (après analyse des besoins dans le cadre des enveloppes allouées) de commun accord entre le Fonds et le Gouvernement représenté par le (s) ministre(s) de tutelle, le ministre du Budget et le cas échéant, le ministre de la Fonction publique.

Si les moyens disponibles (humains ou budgétaires) sont réduits, ou que les missions sont élargies sans que les crédits soient majorés, ce manque de moyens sera répercuté dans l'exécution des objectifs du contrat, sur la base d'un instrument de mesure objectif et après concertation constructive.

Art.146 La répartition des articles budgétaires dans les différentes catégories est conforme aux instructions contenues dans la circulaire du 19 juillet 2007 portant les directives concernant le volet budgétaire des contrats d'administration des institutions publiques de Sécurité sociale.

Une distinction est opérée entre :

- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ordinaire ;
- les dépenses de fonctionnement informatique ;

- les dépenses d'investissements divisées en trois parties : biens immobiliers, informatique et biens mobiliers.

Art.147 Le budget de gestion ne comporte que des crédits limitatifs, à l'exception des crédits relatifs aux impôts directs et indirects, redevances dues en vertu de dispositions fiscales ou dépenses suite à des procédures ou décisions judiciaires.

Art.148 Au cours d'un même exercice, les transferts entre crédits, tels que prévus par l'article 14, §1, de l'AR du 3 avril 1997, sont traités dans les conditions prévues par l'article 14, §1 précité et dans les meilleurs délais par le commissaire du gouvernement au Budget.

Art. 149 Le report de crédits à l'exercice suivant est autorisé dans les conditions prévues à l'article 14, §2 du même arrêté.

Les crédits légalement reportés d'une année à l'autre s'ajoutent aux crédits de l'année en cours.

Budget de gestion pour les exercices 2013, 2014 et 2015

Art. 150. Le budget de gestion du Fonds pour les exercices 2013, 2014 et 2015, fixé conformément à l'article 142 et à la décision du Conseil des ministres du 30 novembre 2012, est établi comme suit :

	2013	2014 ⁽¹⁾	2015 ⁽¹⁾
Dépenses de personnel	14 345 900	14 248 481	14 248 481
Dépenses de fonctionnement	6 460 819	6 260 818	6 260 818
<i>Dont : Fonctionnement ordinaire</i>	1 702 329	1 652 329	1 652 329
<i> Informatique</i>	4 758 490	4 608 489	4 608 489
Investissements	728 278	774 280	820 282
<i>Dont : Investissements mobiliers</i>	42 953	42 953	42 953
<i> Investissements informatiques</i>	450 327	450 327	450 327
<i> Investissements immobiliers</i>	234 998	281 000	327 002
Total	21 534 997	21 283 579	21 329 581

⁽¹⁾ Pour les exercices 2014 et 2015 : calcul en prix de 2013

Cette enveloppe de gestion comprend également les crédits pour l'exécution des mesures gouvernementales adoptées et pour la mise en œuvre des projets de modernisation, comme décrit dans le contrat d'administration.

Conformément à l'article 5 de l'AR du 3 avril 1997, le montant maximal des crédits de personnel statutaire est fixé à 13.254.465 €. pour l'exercice 2013, à 13.147.046 € pour l'exercice 2014 et à 13.147.046 € pour l'exercice 2015. Les montants qui serviront de base au calcul des cotisations patronales de pension au Pool des parastataux seront déterminés institution par institution en concertation par le Collège, le SDPSP et le SPF Budget et Contrôle de la Gestion. Le paiement par les IPSS des cotisations patronales de pension au Pool des parastataux constitue une opération financière et budgétaire neutre.

L'exécution du budget 2013 se fera conformément aux décisions du Conseil des Ministres du 30 novembre 2012.

Pour autant que ce mécanisme soit encore applicable et dans la mesure où il le sera, la provision pour le paiement des arriérés de primes de compétence qui seront dus est constituée annuellement. Le montant des dépenses de personnel autorisées par institution tel que repris dans le contrat d'administration sera augmenté du montant nécessaire à la liquidation des arriérés relatifs aux primes de compétence liquidées en septembre, pour autant que la somme des montants de toutes les institutions publiques de sécurité sociale ne dépasse pas le montant total de la provision.

Cette augmentation sera autorisée dans le courant du mois d'octobre par le ministre du Budget, sur proposition du ou des ministres de tutelle de l'institution concernée sur base des pièces justificatives des paiements effectués et de l'avis du commissaire du gouvernement représentant le ministre du Budget auprès de l'institution.

Les montants budgétaires pour les exercices 2014 et 2015 sont obtenus sur base de la méthode de calcul propre au Fonds et sur base des hypothèses actuelles. Ces montants pourront faire l'objet d'une réévaluation annuelle et sont donc mentionnés à titre indicatif. Néanmoins, dans la mesure du possible et de la politique budgétaire de l'Etat fédéral, l'Etat fédéral s'engage à respecter au maximum les montants inscrits (ou réévalués en cas de réévaluation) pour les exercices 2014 et 2015.

Si dans le cadre de la politique budgétaire de l'Etat, l'Etat fédéral ne pouvait respecter ce cadre budgétaire, et pour autant que les décisions budgétaires soient susceptibles de mettre en danger la réalisation de certains projets ou objectifs contenus dans le présent contrat, le Fonds, le cas échéant, adaptera, en concertation avec le ministre de tutelle et le ministre du Budget, les objectifs à atteindre à due concurrence à l'aide de son modèle de fixation automatique des crédits de gestion. L'évaluation du contrat tiendra compte de l'adaptation intermédiaire des objectifs.

Réévaluation annuelle

Art.151. A politique inchangée, pour les années 2014 et 2015, les montants de chaque catégorie de dépenses seront réévalués de la manière suivante, après application des économies budgétaires décidées par le gouvernement et éventuelle renégociation subséquente des engagements des IPSS :

a. Crédits de personnel

Les crédits de personnel seront paramétrisés en fonction de l'évolution du coefficient moyen de liquidation selon la formule :

Coefficient moyen de liquidation des rémunérations année N (1)
Coefficient moyen de liquidation des rémunérations année N-1 (2)

(1) hypothèse du budget économique du Bureau du Plan

(2) Coefficient réel

Toutefois, si le montant global des crédits de personnel calculé de la manière indiquée ci-dessus était inférieur au montant obtenu par la méthode de calcul propre au Fonds, dont question à l'article 150 du présent contrat de gestion, et pour autant que cette différence soit susceptible de mettre en danger la réalisation de certains projets ou objectifs contenus dans le présent contrat, cette problématique sera discutée sur l'initiative du Fonds pendant la préfiguration ou le contrôle budgétaires, et des crédits complémentaires seront éventuellement accordés.

Les dépenses de personnel supplémentaires obligatoires, nécessaires et imprévisibles qui sont la conséquence d'une décision gouvernementale seront ajoutées aux crédits de personnel, conformément aux principes d'adaptation repris à l'article 130.

b. Crédits de fonctionnement et d'investissement à l'exclusion des crédits d'investissement immobiliers

Les crédits de l'année précédente évoluent en fonction de l'indice santé figurant dans le budget économique qui sert de base à l'établissement du budget de l'année concernée.

Si l'application de la formule ci-dessus devait mettre en danger la réalisation de certains projets ou objectifs contenus dans le présent contrat, cette problématique sera discutée à l'initiative du Fonds pendant la préfiguration ou le contrôle budgétaire, et des crédits complémentaires éventuellement accordés.

c. Crédits d'investissements immobiliers

Les crédits d'investissements immobiliers sont déterminés chaque année en fonction des besoins établis, moyennant l'avis favorable du Commissaire du Gouvernement du Budget et pour autant qu'ils s'inscrivent dans un programme pluriannuel.

Opérations immobilières

Art.152. Dans la limite de ses missions, le Fonds peut décider de l'acquisition, de l'utilisation ou de l'aliénation de biens matériels ou immatériels et de l'établissement ou de la suppression de droits réels sur ces biens, ainsi que de l'exécution de pareilles décisions.

Toute décision d'acquérir, construire, rénover ou aliéner un immeuble ou un droit immobilier dont le montant dépasse cinq millions d'euros est soumise à l'autorisation préalable du (des) ministre(s) de tutelle et du ministre ayant le budget dans ses attributions.

Pour autant que l'institution appartienne à la Gestion globale, l'affectation du produit de l'aliénation des immeubles et l'ajout de ce produit à l'enveloppe de gestion de l'année en cours doivent recevoir l'accord préalable du (des) ministre(s) de tutelle et du ministre ayant le budget dans ses attributions.

Cette enveloppe de gestion complémentaire doit être utilisée pour la construction ou l'achat d'un autre bâtiment ou pour des travaux de rénovation dans un bâtiment existant, dans le cadre d'une politique d'utilisation optimale des immeubles (par ex. le déploiement du télétravail).

Comptabilité analytique

Art.153. Le Fonds s'engage à procéder au développement et à l'implémentation d'un plan comptable fondé sur le plan comptable normalisé pour les institutions Publiques de sécurité sociales.

Le Fonds mettra à profit la période du présent contrat pour développer ou approfondir un système de comptabilité analytique permettant de déterminer le coût des principales activités de base, ainsi que du développement et de l'entretien des nouveaux projets.

Ce système sera évalué selon les procédures généralement admises de contrôle et d'audit interne.

Les institutions publiques de sécurité sociale organiseront un réseau de contacts et d'échanges méthodologiques et techniques concernant ces matières, auquel le Service Public Fédéral Budget et Contrôle de la Gestion apportera son soutien.

Transmission des états périodiques

Art.154. Conformément aux directives du Gouvernement, le Fonds communiquera au(x) Ministre(s) de tutelle et au ministre ayant le Budget dans ses attributions, ainsi qu'aux SPF Sécurité sociale et SPF Budget et Contrôle de la Gestion, un état des recettes et des dépenses de gestion.

TITRE VIII PARTICIPATION AUX PROJETS TRANSVERSAUX

Art. 155. Les IPSS s'engagent, chacune pour ce qui la concerne, à collaborer à l'exécution des programmes relatifs à la simplification administrative, à la lutte contre la pauvreté et à la lutte contre la fraude sociale.

Dans le cadre de leur gestion quotidienne, les IPSS prêteront également attention aux initiatives relatives à la politique du développement durable.

Le Fonds supervisera l'application du principe de « handstreaming », conformément aux dispositions de la Convention des Nations-Unies relative aux droits des personnes handicapées, en favorisant, de manière transversale, l'intégration des personnes handicapées dans tous les domaines de la vie en société, en faisant appel à la personne de contact qui a été désignée dans chaque institution, et en coopération avec le Mécanisme de coordination fédérale établi au sein du SPF Sécurité Sociale.

TITRE IX. DISPOSITIONS FINALES

Art.156. Les engagements repris dans le présent contrat d'administration ne portent pas atteinte à l'obligation du Fonds de respecter les divers textes légaux et réglementaires qui contiennent des directives générales, qui s'imposent aux institutions de sécurité sociale lors de l'examen des droits à prestations et dans les relations avec les assurés sociaux, à savoir :

- la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs ;
- la Charte de l'utilisateur des services publics du 4 décembre 1992 ;
- la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration ;
- la loi du 11 avril 1995 visant à instituer la Charte de l'assuré social.

Pour chaque service ayant des contacts avec les assurés sociaux, les dispositions de la Charte de l'assuré social s'appliquent et les engagements doivent être respectés.

Les engagements repris dans le présent contrat d'administration ne portent pas atteinte à l'obligation du Fonds d'exécuter, de manière efficace, les autres missions légales qui ne font pas l'objet d'un objectif spécifique.

signé le

En 2 exemplaires

Pour le Fonds

Les représentants des employeurs et travailleurs
désignés par le comité de gestion

Catherine VERMEERSCH

Serge DEMARREE

Jean .François. TAMELLINI

Paul PALSTERMAN

L'administratrice générale

Jacqueline DE BAETS

L'administrateur général adjoint

Pierre POTS

Pour l'Etat

Laurette ONKELINKX
Ministre des Affaires sociales,

Koen GEENS
Ministre des Finances
et de la Fonction publique,

Philippe COURARD
Secrétaire d'Etat aux risques
professionnels adjoint au Ministre des
Affaires sociales,

Henrdik BOGAERT
Secrétaire d'Etat à la Fonction publique
adjoint au Ministre des Finances et de la
Fonction publique,

ANNEXE 1

Art. 58 § 1^{er}. Le Fonds des accidents du travail a pour mission :

- 1) d'assurer la réparation des dommages résultant des accidents du travail survenus aux gens de mer, conformément aux dispositions de la présente loi ;
- 2) de rembourser les dépenses dans les cas des risques spéciaux ;
- 3) d'accorder la réparation en matière d'accidents du travail conformément aux dispositions de la présente loi lorsque l'employeur n'a pas conclu de contrat d'assurance ou lorsque l'assureur reste en défaut de s'acquitter ;
- 4) de payer les rentes dues aux gens de mer ou à leurs ayants droit ;
- 5) d'agir en tant qu'organisme de liaison en matière d'accidents du travail dans le cadre des règlements et directives de la Communauté européenne ;
- 6) de rembourser la quote-part dans les frais de translation vers le lieu d'inhumation d'un travailleur saisonnier décédé par suite d'un accident du travail, qui est mise par les règlements de la Communauté européenne à la charge de la Belgique ;
- 7) de donner son accord, dans les conditions fixées par le Roi, sur les appareils de prothèse et d'orthopédie reconnus nécessaires ;
- 8) d'accorder une assistance sociale aux victimes ou à leurs ayants droit, dans les conditions fixées par le Roi ;
- 9) d'exercer le contrôle sur l'application de la présente loi et de la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention et la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, y compris les opérations des entreprises d'assurances relatives à cette loi
- 10) d'appliquer et d'exécuter les limitations de cumul visées à l'article 42bis et, dans les conditions fixées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les mesures limitant les prestations accordées en vertu de la présente loi ;
- 11) d'organiser une politique de prévention tout en remplissant notamment un rôle de coordination, d'avis et de stimulation. L'organisation et le fonctionnement de cette politique de prévention sont déterminés par le Roi ;
- 12) de créer une banque centrale de données concernant les accidents du travail déclarés et leur règlement. L'organisation et le fonctionnement de cette banque centrale de données sont déterminés par le Roi ;
- 13) d'entériner l'accord entre parties concernant les indemnités dues en raison de l'accident du travail ;
- 14) (abrogé) ;
- 15) de prendre en charge les allocations complémentaires visées à l'article 1^{er}, § 1^{er}, a), 2^o, quand il s'agit d'un accident du travail, et à l'article 1^{er}, § 1^{er}, b), de l'arrêté royal du 9 décembre 1965 déterminant le montant et les conditions d'octroi d'une allocation complémentaire à certains travailleurs frontaliers ou saisonniers occupés en France et à leurs veuves, ainsi que l'indemnité pour travaux d'écriture y afférents, visés à l'article 5 du même arrêté ;
- 16) d'accorder l'allocation spéciale ;
- 17) de payer, sur base du capital versé au Fonds, les allocations annuelles et rentes ainsi que les allocations fixées par le Roi pour les accidents visés à l'article 45quater ;
- 18) d'assurer la réparation des dommages résultant des accidents du travail survenus aux sportifs rémunérés dont l'employeur est assuré d'office auprès du Fonds.
- 19) de reconnaître, aux conditions et selon les modalités déterminées par le Comité de gestion, que les travailleurs visés à l'article 3, § 6 de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant la prépension conventionnelle dans le cadre du Pacte de solidarité entre les générations ont des problèmes physiques graves qui ont été occasionnés intégralement ou partiellement par leur activité professionnelle et qui entravent significativement la poursuite de l'exercice de leur métier, selon les conditions et procédures déterminées dans une convention collective de travail du Conseil national du Travail. Le Roi peut déterminer des modalités pour l'exécution de cette compétence

Art. 58 bis § 1er. Pour les accidents survenus avant le 1^{er} janvier 1988, le Fonds des accidents du travail a en outre pour mission :

- 1) de pourvoir à l'entretien et au renouvellement des appareils de prothèse et d'orthopédie, dans les conditions fixées par le Roi ;
- 2) d'accorder à certaines catégories de victimes ou à leurs ayants-droit des allocations dont le montant et les conditions d'octroi sont fixés par le Roi ;
- 3) de fixer et de payer les indemnités d'incapacité temporaire de travail pour aggravation de l'incapacité permanente de travail, prévues à l'article 25bis ;
- 4) de payer les allocations annuelles, les rentes ou les capitaux de rente y correspondant, versés au Fonds ;
- 5) de payer les frais pour les soins médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et hospitaliers nécessités par l'accident, après l'expiration du délai de révision.

ANNEXE 2

Budget de gestion – Articles budgétaires

Dépenses en matière de personnel	
8111	Rémunérations directes du personnel
8112	Cotisations sociales patronales
8113	Indemnités sociales
8114	Cotisations patronales au fonds des primes syndicales
Dépenses de fonctionnement	
<i>Fonctionnement ordinaire</i>	
8129	Service social du personnel
8135	Rétributions à des personnes attachées administrativement à l'organisme
8124	Indemnisation diverses couvrant des charges réelles
8125	Formation professionnelle du personnel
8126	Frais de représentation, déplacement et séjour
8127	Contentieux
8128	Honoraires autres que pour les contentieux
8121	Frais des bâtiments
8122	Dépenses de consommation énergétique
8123	Frais de bureau, de publication et de publicité
8225	Frais financiers courants
8219	Intérêts divers/charges financières courantes
8221	Différences d'arrondis
8222	Pertes réalisées sur le marché des changes
8131	Impôt sur biens et services
8823	Prêts financiers et avances consentis
<i>Informatique</i>	
8141	Frais informatiques liés à la Smals
8142	Frais informatiques avec d'autres tiers
Investissements	
<i>Investissements ordinaires</i>	
8731	Mobilier et matériel
8721.02	Installations, machines et outillages
8733	Matériel roulant
8734	Autres immobilisations corporelles diverses
<i>Investissements informatiques</i>	
8732	Matériel informatique
<i>Investissements immobiliers</i>	
8711	Terrains
8721.01	Installation téléphonique privée
8712	Bâtiments



Bestuursovereenkomst 2013 - 2015

tussen

DE BELGISCHE STAAT

en

HET FONDS VOOR ARBEIDSONGEVALLEN

Openbare instelling van sociale zekerheid

Inhoudsopgave

Voorwoord

TITEL I - ALGEMENE BEPALINGEN

Hoofdstuk 1 - Voorwerp van de overeenkomst

Hoofdstuk 2 - De statutaire opdrachten van het Fonds

Hoofdstuk 3 - De algemene opdracht en de langetermijndoelstellingen van het Fonds

Hoofdstuk 4 - Begripsbepalingen

Hoofdstuk 5 - Algemene beginselen

Titel II - Ondersteuning van het beleid van de federale staat

Hoofdstuk 1 - Advies- en studieorgaan, ondersteuning van de communicatie

Hoofdstuk 2 - Voortzetting van de nationale strategie

Hoofdstuk 3 - De strijd om de vrijwaring van de rechten van de slachtoffers en tegen elke vorm van discriminatie

Hoofdstuk 4 - De socialefraudebestrijding

Hoofdstuk 5 - De onderaangiftebestrijding

Hoofdstuk 6 - De vereenvoudiging van de aangifte van lichte ongevallen

Hoofdstuk 7 - De implementatie van de elektronische aangifte van de arbeidsongevallen in de publieke sector

Hoofdstuk 8 - De beroepsherinschakeling van slachtoffers van arbeidsongevallen

Hoofdstuk 9 - De implementatie van de VN-conventie inzake de rechten van Personen met een handicap

Hoofdstuk 10 - Toepassing van een bonus-malussysteem in de arbeidsongevallenverzekering

Titel III - Taken en opdrachten van het Fonds

Hoofdstuk 1 - Taken en doelstellingen betreffende de opdracht van openbare dienst inzake controle

Afdeling 1 - Technische en medische controle

Afdeling 2 - Bekrachtiging van de overeenkomsten tussen de verzekeringsondernemingen en de getroffen

Afdeling 3 - Controle bij de werkgevers

Onderafdeling 1 - Controle van de verzekeringsplicht

Onderafdeling 2 - Controle van de ongevallenaangifte

Hoofdstuk 2 - Taken en doelstellingen betreffende de opdracht van openbare dienst inzake vergoeding van de getroffen en

Afdeling 1 - Betaling van de jaarlijkse vergoedingen, renten en bijlagen

Afdeling 2 - Terugbetaling van de medische en prothesekosten gebeurd voor de arbeidsongevallen vóór 1 januari 1988

Afdeling 3 - Toekenning of intrekking van de erkenning van orthopedisten en medische centra voor prothesen en orthopedie

Afdeling 4 - Vergoeding van de tijdelijke verergeringen

Afdeling 5 - Het beheer van de aangegeven ongevallen en de aanvragen tot toekenning van bijslag wegens verergering

Afdeling 6 - Beheer van de onverschuldigde betalingen

Hoofdstuk 3 - Taken en doelstellingen betreffende de opdracht van openbare dienst inzake inning

Afdeling 1 - Inning van de kapitalen en periodieke stortingen ten laste van de verzekeringsondernemingen

Afdeling 2 - Inning van bijdragen ten laste van de verzekeringsondernemingen

Afdeling 3 - Inning van premies ten laste van de reders van de zeevisserij

Afdeling 4 - Inning van bijdragen en bedragen ten laste van de niet-verzekerde werkgevers

Afdeling 5 - Beheer van de portefeuille

Afdeling 6 - Samenwerking met andere openbare instellingen van sociale zekerheid en de federale overheidsdiensten

Hoofdstuk 4 - Taken en doelstellingen betreffende de opdracht van openbare dienst inzake informatieverstrekking

Afdeling 1 - Geïndividualiseerde informatie

Afdeling 2 - Primair netwerk van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid

Afdeling 3 - Gegevensbank

Afdeling 4 - Opdracht van sociale bijstand aan de getroffen en aan de rechthebbenden

Hoofdstuk 5 - Taken en doelstellingen betreffende de opdracht van openbare dienst inzake preventie

Afdeling 1 - Versterking van de arbeidsongevallenpreventie

Afdeling 2 - Modernisering en vereenvoudiging van de wetgeving en reglementering

TITEL IV - REGELS VOOR GOED BESTUUR

Hoofdstuk 1 - Gedragsregels ten aanzien van het publiek

Afdeling 1 - Algemene informatieverstrekking

Afdeling 2 - Leesbaarheid van ambtelijke teksten

Afdeling 3 - Onthaal

Afdeling 4 – Klachtenbeheer

Hoofdstuk 2 – De Duurzame ontwikkeling

Hoofdstuk 3 - De maatschappelijke verantwoordelijkheid van het Fonds

Hoofdstuk 4 - Het P&O –beleid

Afdeling 1 het dynamisch personeelsbeheer

Afdeling 2 Het tele- en thuiswerk

Afdeling 3 Toepassing van het Federale Handvest van de Diversiteit

Afdeling 4 De informatisering van de activiteiten van het personeelsbeheer

TITEL V : GEMEENSCHAPPELIJKE ALGEMENE VERBINTENISSEN VOOR BEIDE PARTIJEN

TITEL VI : SYNERGIEËN TUSSEN OISZ

TITEL VIII : BUDGETTAIR, FINANCIËEL EN BOEKHOUDKUNDIG LUIK

TITEL VIII : MEEWERKING AAN TRANSVERSALE PROJECTEN

TITEL IX : SLOTBEPALINGEN

Bijlagen

VIERDE BESTUURSOVEREENKOMST TUSSEN DE BELGISCHE STAAT EN HET FONDS VOOR ARBEIDSONGEVALLEN

Voorwoord

Het Fonds voor arbeidsongevallen, een openbare instelling van sociale zekerheid

Het Fonds voor arbeidsongevallen, dat bij Koninklijk Besluit nr. 66 van 10.11.1967 werd opgericht, is ontstaan uit een fusie van verscheidene instellingen die zich om verschillende redenen met slachtoffers van arbeidsongevallen bezighielden. Eén van die instellingen was de Steun - en Voorzorgskas ten behoeve van de arbeidsslachtoffers, die werd ingesteld bij de wet van 21.07.1890, dus meer dan een eeuw geleden. De arbeidsongevallensector maakt sedert de wet van 29.06.1981 weliswaar een integrerend deel van de sociale zekerheid uit, maar vertoont de bijzondere eigenschap dat de ongevallen enerzijds, via de private verzekeringsondernemingen, door de privésector worden beheerd en dat, anderzijds, de controle op die verzekeringsbranche door een openbare instelling, met name het Fonds voor arbeidsongevallen, wordt verricht. Bij Koninklijk Besluit van 08.04.2002 werd het Fonds bij de openbare instellingen van sociale zekerheid ingedeeld.

In 2011 werden er in de privésector 190.381 arbeidsongevallen aangegeven. 20.178 van deze ongevallen werden geweigerd, en 170.203 ten laste genomen. Daaronder tellen we 22.349 ongevallen op de arbeidsweg, 139 dodelijke ongevallen en 15.557 ongevallen met voorziene blijvende ongeschiktheid.

De vergoedingsbeginselen zijn omschreven in de wet van 10.04.1971, die van openbare orde is. Deze wet bevat beschikkingen betreffende zowel de tijdelijke als de blijvende ongeschiktheden, de kosten voor medische verzorging, geneesmiddelen en hospitalisatie en de prothesekosten.

Momenteel zijn er 13 private verzekeringsondernemingen (waaronder 3 gemeenschappelijke kassen).

Die 13 verzekeringsondernemingen beheren 246.811 polissen. In 2010 inden ze daarvoor 930.732.249 euro aan premies.

De vergoeding van de ongevallen in de openbare sector wordt geregeld bij wet van 03.07.1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector.

In 2009 werden er in de openbare sector 57.654 ongevallen geregistreerd, waarvan er 54.136 werden aanvaard en 3.518 geweigerd.

Het Fonds, een instelling met talrijke facetten

- Het Fonds oefent hoofdzakelijk een **controleopdracht** uit, die verschillende aspecten omvat:

Voor de ongevallen in de privésector:

- controle bij de werkgevers wat de naleving van de verzekeringsplicht en de aangifte van de ongevallen betreft;
- controle bij de verzekeringsondernemingen, zowel technisch als medisch;

- bekrachtiging van de akkoorden die tussen de verzekeringsondernemingen en de getroffen worden afgesloten.

Voor de ongevallen in de overheidssector:

- technische controle bij de werkgevers;
 - controle van de activiteiten van de verzekeringsondernemingen met betrekking tot de wet van 03.07.1967.
- Uitsluitend voor de privésector vervult het Fonds ook een **uitkeringsopdracht**. Het betaalt vergoedingen en renten uit voor de ongevallen die een blijvende ongeschiktheid tot en met 19 % veroorzaken. Voorts beheert het, in het kader van de maatregelen inzake cumulatiebeperking, de gevallen waarin vergoedingen en renten worden gecumuleerd met rust- en overlevingspensioenen en keert het allerlei bijslagen uit.

Het treedt op als verzekeraar voor de zeelieden en als waarborgfonds voor de getroffen van wie de werkgevers niet verzekerd zijn.

- Daarnaast heeft het Fonds een **inningsopdracht** te vervullen. Het int bijdragen ten laste van de werkgevers die het ambtshalve heeft aangesloten, omdat ze niet tegen arbeidsongevallen verzekerd waren. In het kader van de financiering zelf van de instelling en van zijn diverse opdrachten int het ook bijdragen en kapitalen bij de verzekeringsondernemingen.
- Het Fonds is tevens met een **informatieopdracht** belast. In zijn hoedanigheid van instelling van het primair netwerk fungeert het Fonds ook als verbindingsstation tussen de Kruispuntbank van de sociale zekerheid, de verzekeringsondernemingen en de administraties. Het neemt actief deel aan de ontwikkeling van het project EVA (Elektronische Verbinding tussen de verzekeringsondernemingen en het Fonds) door de inbreng in de verschillende toepassingen.

Het verstrekt adviezen aan de voogdijminister.

Tenslotte verleent het Fonds sociale bijstand aan de getroffen en aan de rechthebbenden.

- Het Fonds is tevens met een **preventieopdracht** belast. Het heeft een gegevensbank over de arbeidsongevallen in de privésector en in de openbare sector opgericht. Op die manier kan het acties opzetten en samenwerkingsverbanden tot stand brengen met de actoren die in het technisch comité voor de preventie vertegenwoordigd zijn.

Het Fonds draagt bij tot de nationale strategie voor veiligheid en welzijn op de werkvloer via het systeem van de verzwaarde risico's (kennisgeving en responsabilisering van de ondernemingen).

Het Fonds binnen het paritair beheer

De organisatie van het Fonds stoelt op de bepalingen van de wet van 25.04.1963. De instelling wordt beheerd door een beheerscomité, dat paritair is samengesteld uit vertegenwoordigers van de werkgevers en van de werknemers.

Vier comités hebben een adviserende bevoegdheid, met name:

- het technisch comité voor de preventie;
- het medisch-technisch comité;

- het technisch comité voor de zeelieden ter koopvaardij;
- het technisch comité voor de zeevissers.

*

*

*

De eerste bestuursovereenkomst tussen de Belgische Staat en het Fonds, die op 08.04.2002 werd afgesloten en in het Belgisch Staatsblad van 04.06.2002 werd gepubliceerd, bestreek de periode 2002-2004 en werd voor 2005 verlengd.

De verbintenissen die in die eerste overeenkomst werden aangegaan, hadden voornamelijk betrekking op de naleving van de termijnen, de controle van de juistheid en de kwantiteitsbeheersing. Voor de realisatie van sommige ervan was er overigens een stappenplan vastgelegd.

In de eerste overeenkomst werd vooral gefocust op een verbetering van het beheer van de instelling.

De tweede overeenkomst had betrekking op de periode 2006 – 2008 en werd verlengd voor 2009. Ze strekte ertoe om de geboekte resultaten te bestendigen en nog verder te verbeteren.

De derde bestuursovereenkomst besloeg de periode 2010-2012.

- Ze beoogde enerzijds om de reeds behaalde resultaten te behouden en zelfs te verbeteren door, in voorkomend geval, doelstellingen van eenzelfde dimensie samen te voegen;
- Anderzijds wou ze nieuwe verwachtingen van de regering in aanmerking nemen op het vlak van het beheer van de human resources, duurzaam energie- en milieubeheer en samenwerkingen met andere instellingen van sociale zekerheid.
- Tot slot beoogde ze nieuwe doelstellingen op te nemen die meer op kwalitatieve dan op kwantitatieve criteria zijn gericht.

Ze omvatte, voor zover dat mogelijk is, alle opdrachten van het Fonds. Het was immers de bedoeling voor elke opdracht één of meerdere objectieven vast te leggen.

Er worden echter meer kwaliteitsgebonden doelstellingen vooropgesteld, ervan uitgaande dat het van belang is dat voor elke opdracht telkens de maatschappelijke relevantie wordt nagegaan.

Het ontwerp van de vierde overeenkomst is voortaan ook opgesplitst in 4 delen:

- een deel "ondersteuning van het beleid" (strategisch beheer) dat doelstellingen en projecten zal bevatten ter ondersteuning van de uitvoering van het regeerakkoord en van de algemene beleidsnota van de voogdijminister(s);
- een deel "optimalisering van de basisopdrachten" (operationeel beheer) dat doelstellingen, indicatoren en projecten zal bevatten om de diensten en basisopdrachten van de instelling te begeleiden en te verbeteren;
- een deel "goed bestuur" (intern beheer) dat de doelstellingen en projecten over het bestuur van de instelling zal bevatten (interne controle en interne audit, P&O-beleid, duurzame ontwikkeling en maatschappelijke verantwoordelijkheid van de ondernemingen, enz.);
- een deel "synergiën tussen OISZ" dat doelstellingen en projecten zal bevatten in verschillende domeinen : HR, ICT, logistiek, interne audit.

TITEL I - ALGEMENE BEPALINGEN

Gelet op het Koninklijk Besluit van 03.04.1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26.07.1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels;

Gelet op het advies van de directieraad van het Fonds voor arbeidsongevallen van 08.01.2013 ;

Gelet op het gemotiveerd advies van het basisoverlegcomité van het Fonds voor arbeidsongevallen gegeven op 10.01.2013;

Gelet op de goedkeuring van het beheerscomité van het Fonds voor arbeidsongevallen gegeven op 18.06.2012 over het ontwerp van bestuursovereenkomst en op 21.01.2013 over de bestuursovereenkomst onderhandeld met de regering;

Gelet op het toezicht op de onderlinge coördinatie en consistentie van de ontwerpen van bestuursovereenkomst van de onderscheiden openbare instellingen van sociale zekerheid uitgeoefend op 26.06.2012 door het College van openbare instellingen van sociale zekerheid overeenkomstig artikel 6 van voornoemd Koninklijk Besluit van 03.04.1997;

Gelet op de goedkeuring van de Regering na beraadslaging in Ministerraad d.d. 30.11.2012

wordt een bestuursovereenkomst voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2015 afgesloten

tussen enerzijds

de Belgische Staat, vertegenwoordigd

hierna genaamd "de Staat",

en anderzijds

het Fonds voor arbeidsongevallen, openbare instelling van sociale zekerheid, gevestigd te 1050 Brussel, Troonstraat 100, vertegenwoordigd door de daartoe aangeduide leden van het beheerscomité, met name mevrouw Catherine VERMEERSCH en de heer Serge DEMARREE, vertegenwoordigers van de werkgeversorganisaties, alsook de heren Jean-François TAMELLINI en Paul PALSTERMAN, vertegenwoordigers van de werknemersorganisaties, en door mevrouw J. DE BAETS, administrateur-generaal en de heer P. POTS, adjunct-administrateur-generaal.

hierna genaamd "het Fonds".

Hoofdstuk 1 - Voorwerp van de overeenkomst

Art. 1 Deze bestuursovereenkomst wil de dagelijkse werking en het beheer van de instelling optimaliseren door haar meer zelfbestuur te geven op het gebied van het personeelsbeleid en het financieel beheer.

Ze bepaalt de respectieve verbintenissen van de Staat en van het Fonds. Deze verbintenissen verduidelijken de voorwaarden ter verwezenlijking van de opdrachten van openbare dienst, die aan het Fonds zijn toevertrouwd door of krachtens de wet.

Hoofdstuk 2 - De statutaire opdrachten van het Fonds

Art. 2 Als openbare instelling van sociale zekerheid voert het Fonds de opdrachten uit, die hem door de artikelen 58 en 58bis van de arbeidsongevallenwet van 10.04.1971 zijn toevertrouwd (zie bijlage 1).

Hoofdstuk 3 - De algemene opdracht en de langetermijndoelstellingen van het Fonds

Art. 3 De algemene opdracht van het Fonds bestaat erin als openbare instelling actief bij te dragen tot de optimale werking van de arbeidsongevallensector binnen de sociale zekerheid.

Art. 4 Op lange termijn wil het Fonds doelstellingen van maatschappelijke en economische aard verwezenlijken.

Art. 5 De maatschappelijke doelstellingen bestaan erin:

- de rechten van de verzekeringsnemers en van de verzekerden maximaal te vrijwaren door controle op de verzekeringsondernemingen en op de werkgevers uit te oefenen en door de getroffen en rechthebbenden sociale bijstand te verlenen;
- de bestaanszekerheid van de arbeidsslachtoffers te waarborgen door een correcte en tijdige uitbetaling van de prestaties die niet ten laste van de verzekeringsondernemingen vallen;
- als toegankelijk informatiecentrum inzake arbeidsongevallen te fungeren;
- als instelling van het primair netwerk de optimale werking van de sociale zekerheid te ondersteunen via een efficiënte uitwisseling van gegevens langs elektronische weg;
- deskundigheid inzake beroepsrisicobescherming op te bouwen om binnen het paritair beheer beleidsadviserend te kunnen optreden;
- bij te dragen tot het financieel evenwicht in de sociale zekerheid.

Art. 6 De economische doelstellingen bestaan erin:

- de geldmiddelen correct en tijdig te innen;
- de transfers van de sector naar het globaal financieel beheer nauwgezet uit te voeren;
- de financiële middelen op een verantwoorde manier te gebruiken en te beheren.

Art. 7 Het Fonds is milieuvriendelijk en streeft naar duurzame ontwikkeling. Dat betreft zowel zijn verbruikspatroon als zijn aankoopbeleid.

Art. 8 Het personeelsbeleid is erop gericht de motivering van de personeelsleden te bevorderen door hun competenties te ontwikkelen en door aangepast e-government tot hun beschikking te stellen.

Hoofdstuk 4 - Begripsbepalingen

Art. 9 In deze bestuursovereenkomst wordt verstaan onder:

1. Het Fonds: het Fonds voor arbeidsongevallen (FAO) bedoeld in artikel 57 van de arbeidsongevallenwet van 10.04.1971;
2. Het beheerscomité: het beheerscomité zoals bedoeld in de wet van 25.04.1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg en door artikel 44 van het Koninklijk Besluit van 21.12.1971 houdende uitvoering van sommige bepalingen van de arbeidsongevallenwet van 10.04.1971;

3. De technische comités: de comités bedoeld in het voornoemde Koninklijk Besluit van 21.12.1971, met name:

het technisch comité voor de preventie (artikel 47bis),
het medisch-technisch comité (artikel 48),
de technische comités voor de zeelieden (artikel 50).
4. De verzekeringsondernemingen: de toegelaten verzekeringsondernemingen bedoeld in artikel 49 van de wet van 10.04.1971;
5. De gegevensbank: de centrale gegevensbank van de arbeidsongevallen opgericht bij het Koninklijk Besluit van 16.12.1987 houdende organisatie en werking van een centrale gegevensbank bij het Fonds voor arbeidsongevallen;
6. Het bestuursplan: het bestuursplan zoals bedoeld in artikel 10 van het Koninklijk Besluit van 03.04.1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26.07.1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels;
7. De boordtabellen: de boordtabellen zoals bedoeld in artikel 10 van het Koninklijk Besluit van 03.04.1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26.07.1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels;
8. De Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid (KSZ): de openbare instelling van sociale zekerheid bedoeld bij de wet van 15.01.1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid;
9. De wet: de wet van 10.04.1971 betreffende de arbeidsongevallen (privésector).
10. De wet van 03.07.1967: wet van 03.07.1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector.

Hoofdstuk 5 - Algemene beginselen

Art. 10 Het Fonds verbindt zich ertoe om de waarden die het aanhangt zoals openheid, vertrouwen en innovatie, ook in de praktijk om te zetten. Het wil daarbij een eigentijdse administratie zijn.

Art. 11 Het Fonds verbindt zich ertoe om elk verzuim (bijvoorbeeld van een samenwerkende instelling) dat als gevolg heeft dat de sociaal verzekerden worden geschaad, "tijdig" te melden. De vastgestelde problemen zullen opgenomen worden in het verslag over de verzekeringsondernemingen dat jaarlijks aan het beheerscomité van het Fonds wordt voorgelegd.

Art. 12 Waar de geldende regels en wetgevingen in het kader van individuele beslissingen een bepaalde beoordelingsmarge toestaan, moet het Fonds doorzichtige en eenvormige objectieve criteria opstellen.

Art. 13 Het Fonds verbindt zich ertoe een "proactieve" houding aan te nemen in termen van overdracht en exploitatie van gegevens, in het kader van het Handvest dat de instelling oplegt om actief aan het onderzoek van het dossier bij te dragen en uit eigen beweging de ontbrekende inlichtingen te verzamelen.

Art. 14 Het Fonds verbindt zich ertoe te streven naar de verbetering van de efficiëntie.

TITEL II - ONDERSTEUNING VAN HET BELEID VAN DE FEDERALE STAAT

Globaal genomen ondersteunt het Fonds het beleid van de regering door mee te werken aan de realisatie van het regeerakkoord en de algemene beleidsnota van de minister van Sociale Zaken en aan dat van de staatssecretaris belast met beroepsrisico's.

Hoofdstuk 1 - Advies- en studieorgaan, ondersteuning van de communicatie

Art. 15 Via zijn beheerscomité beschikt het Fonds over advies- en studiebevoegdheid en kan het op eigen initiatief aan zijn voogdijminister voorstellen doen in verband met wijzigingen van wetten en besluiten die het moet toepassen of hem adviezen verstrekken over allerlei bij het Parlement ingediende wetsvoorstellen en amendementen met betrekking tot de wetgeving die het comité moet toepassen.

De voogdijminister vraagt eveneens het advies van het beheerscomité van het Fonds over elk voorontwerp van wet of besluit met betrekking tot de wetgeving die het comité moet toepassen.

Art. 16 Verbintenis van het Fonds

De adviesaanvragen van de minister worden aan het beheerscomité van het Fonds voorgelegd tijdens de tweede zitting die volgt op het indienen van de aanvraag, behalve wanneer het advies van een technisch comité vereist is.

Art. 17 Verbintenis van het Fonds

Het Fonds verbindt zich ertoe om mee te werken aan de communicatie van elke actie inzake arbeidsongevallen die wordt opgezet door de staatssecretaris belast met Beroepsrisico's.

Voor 31 januari van elk jaar zal zijn actie geëvalueerd worden.

Hoofdstuk 2 - Voortzetting van de nationale strategie

Art. 18 De strategie 2008-2012 met als doel het aantal arbeidsongevallen met 25 % te doen dalen wordt aangehouden.

Hoofdstuk 3 - De strijd om de vrijwaring van de rechten van de slachtoffers en tegen elke vorm van discriminatie

Art. 19 Het Fonds verbindt zich ertoe om samen te werken met de staatssecretaris belast met Beroepsrisico's in de strijd om de vrijwaring van de rechten van de slachtoffers en tegen elke vorm van discriminatie.

Art. 20 De verzekeringsonderneming die weigert het geval ten laste te nemen of die meent dat er twijfel bestaat omtrent de toepassing van de wet op het ongeval, verwittigt het Fonds binnen 30 dagen na de ontvangst van de aangifte. Het Fonds kan een onderzoek instellen naar de oorzaken en de omstandigheden van het ongeval en maakt dan een proces-verbaal op.

Om de rechten van de slachtoffers te vrijwaren, controleert het Fonds de weigeringen tot tenlasteneming van de ongevallen die door de verzekeringsondernemingen werden aangegeven en gaat het na of die weigeringen correct gemotiveerd zijn. Die controle gebeurt zowel op basis van aanvragen om tussenkomst als door middel van steekproeven.

De openbare besturen moeten het Fonds eveneens in kennis stellen van de ongevallen in de publieke sector, die zij weigeren ten laste te nemen.

Art. 21 Verbintenis van het Fonds

Als er een aanvraag tot tussenkomst voor onderzoek wordt overgedragen aan een inspecteur of aan een geneesheer-inspecteur die de verzekeringsonderneming moet controleren, stelt de inspecteur een verslag op van zijn tussenkomst binnen de 3 weken die volgen op de overdracht van het dossier.

Als het Fonds de benodigde juridische instrumenten ter beschikking krijgt om ongevallen te doen aanvaarden die duidelijk onterecht werden geweigerd door de verzekeringsondernemingen of door de betrokken openbare overheden, zal het de procedure in gang zetten om de huidige overeenkomst zodanig te wijzigen dat er een nieuwe verbintenis in wordt opgenomen.

Het Fonds verbindt zich ertoe om jaarlijks een omstandig verslag voor te leggen aan het beheerscomité met daarin de resultaten van het onderzoek naar de motieven voor de geweigerde ongevallen.

Hoofdstuk 4 - De sociale fraudebestrijding

Art. 22 In de strijd om het financiële evenwicht van de sociale zekerheid te bewaren verbindt het Fonds zich ertoe om bij te dragen tot de uitvoering van het regeerakkoord en de algemene beleidsnota van de minister van Sociale Zaken en van de staatssecretaris belast met beroepsrisico's enerzijds en om die te ondersteunen anderzijds.

Art. 23 Verbintenis van het Fonds

Daarom zal het Fonds actief deelnemen aan de geïntensifieerde strijd tegen de sociale fraude. Het Fonds zal daarbij niet alleen de betrokken inspectiediensten ondersteunen maar ook een reeks concrete maatregelen, voorstellen waarmee sociale fraude efficiënter moet kunnen worden bestreden.

Daarnaast verbindt het Fonds zich ertoe om mee te werken aan elk initiatief van de federale overheid in de strijd tegen de fiscale fraude. Het zet daarvoor in op een betere data sharing, data matching en data mining.

Hoofdstuk 5 - De onderaangiftebestrijding

Art. 24 De strijd tegen de onderaangifte van de arbeidsongevallen zal worden versterkt.

Art. 25 Verbintenis van het Fonds

Op het moment van de inwerkingtreding van de nieuwe wettelijke bepalingen over de modaliteiten voor de arbeidsongevalsaangifte verbindt het Fonds zich ertoe om in overleg met de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg een sensibiliseringscampagne te voeren over de verplichting om elk ongeval aan te geven dat aanleiding kan geven tot de toepassing van de wet.

In het jaar dat volgt op het jaar waarin de sensibiliseringscampagne zal hebben plaatsgevonden, zal een verslag worden voorgelegd aan het beheerscomité.

Hoofdstuk 6 - De vereenvoudiging van de aangifte van lichte ongevallen

Art. 26 Verbintenis van het Fonds

Het beheerscomité van het Fonds heeft voorstellen geformuleerd voor de vereenvoudiging van de aangifte van lichte arbeidsongevallen. Als de wijziging van de reglementering wordt aanvaard, zal het Fonds aan het beheerscomité een evaluatie van de maatregel voorleggen aan het eind van het tweede jaar na de inwerkingtreding.

Hoofdstuk 7 - De implementatie van de elektronische aangifte van arbeidsongevallen in de publieke sector

Art. 27 Verbintenis van het Fonds

Wat de overheidssector betreft en de arbeidsongevallen die erin worden aangegeven (wet van 03.07.1967), verbindt het Fonds zich ertoe om tegen 01.01.2014 in samenwerking met de betrokken FOD's een arbeidsongevalsaangifte te ontwikkelen op het portaal van de sociale zekerheid. Dat project, "Publiato", heeft als doel om toepassingen (web en batch) te ontwikkelen. Die zullen het mogelijk maken om in een eerste fase, tegen 01.01.2014 het ongeval en de ontvankelijkheid ervan te registreren. In een latere fase zullen ook de gevolgen van de ongevallen worden geregistreerd. Op die manier kunnen (bijvoorbeeld) attesten worden aangemaakt die nodig zijn voor de sociale zekerheid. Het Fonds zal die verschillende gegevensstromen overdragen aan de partners die bij het project betrokken zijn.

De doelstellingen worden zo goed mogelijk verwezenlijkt met de budgettaire middelen die werden toegekend door de overheid, zowel voor de ontwikkeling als voor het onderhoud van de programma's en zullen onderhevig zijn aan de vordering van de werkzaamheden bij de partners die meewerken aan het project.

Hoofdstuk 8 - De beroepsherinschakeling van slachtoffers van arbeidsongevallen

Art. 28 Verbintenis van het Fonds

Het Fonds verbindt zich ertoe om actief bij te dragen tot de aanpassing van het reglementaire kader om evenwichtige voorwaarden te creëren voor de vrijwillige beroepsherinschakeling van slachtoffers in tijdelijke arbeidsongeschiktheid in samenwerking met de sociale partners.

In het kader van verschillende doelstellingen zoveel mogelijk tot synergie komen met andere openbare diensten en met andere actoren op het terrein. Concreet zal er vanaf 2013 ook een reflectie plaatsvinden inzake de harmonisering van evaluatiesystemen in de sectoren ziekteverzekering, arbeidsongevallen en beroepsziekten, met inbegrip van de bepaling van de blijvende ongeschiktheidsgraad en geharmoniseerde statistieken.

Hoofdstuk 9 - De implementatie van de VN-conventie over de rechten van Personen met een handicap

Art. 29 Verbintenis van het Fonds

Naast zijn verbintenissen op dit domein in zijn P & O beleid zal het Fonds zich inspannen om de toegang van personen met een handicap in de bestaande gebouwen te vergemakkelijken; in de nieuwe, te huren of aan te kopen gebouwen zal voor die personen in het huur- of koopcontract een gemakkelijke toegang worden geëist.

Hoofdstuk 10 - Toepassing van een bonus-malussysteem in de arbeidsongevallenverzekering

Art. 30 Aangezien het bonus-malussysteem slechts in zeer beperkte mate werd toegepast voor de arbeidsongevallenpremie worden de ondernemingen er niet voldoende toe gestimuleerd om hun risico op arbeidsongevallen terug te dringen tot ver onder het sectorgemiddelde aan de hand van concrete en dure maatregelen.

Overigens veroorzaakt een miniem percentage van de ondernemingen een onevenredig kostenniveau in de arbeidsongevallenverzekering, die door het verzekeringsmechanisme gedragen worden door alle aangesloten werkgevers. Daarom moet er gezocht worden naar een oplossing die kan worden ingeschreven in de nationale strategie voor veiligheid en gezondheid op de werkvloer.

Art. 31 Verbintenis van het Fonds

Het Fonds verbindt zich ertoe om tegen eind 2013 een analyse uit te voeren over het bonus-malussysteem en om op basis daarvan een systeem in te voeren dat de preventie moet stimuleren

TITEL III - TAKEN EN OPDRACHTEN VAN HET FONDS

Art. 32 De taken en opdrachten van het Fonds kan men onderverdelen in opdrachten van openbare dienst inzake controle, vergoeding, inning, informatie en preventie.

Hoofdstuk 1 - Taken en doelstellingen betreffende de opdracht van openbare dienst inzake controle

Art. 33 Het Fonds voert een controleopdracht uit bij de verzekeringsondernemingen en bij de werkgevers.

Afdeling 1 - Technische en medische controle

Art. 34 De opdracht van het Fonds als controleorgaan omvat twee aspecten:

1. het technische en het medische aspect: nagaan of de ongevallen correct geregeld worden, zowel wat het beheer van de ongevallendossiers als wat de verzekeringspolissen betreft ;
2. het financiële aspect: nagaan of de verzekeringsondernemingen de aan het Fonds te storten bijdragen correct hebben berekend.

Art. 35 Bij de technische en de medische controle onderzoekt het Fonds de individuele aanvragen om tussenkomst en verricht het steekproeven. Het resultaat van de individuele aanvragen wordt meegedeeld aan degene die de aanvraag heeft ingediend.

Art. 36 Verbintenis van het Fonds

Het Fonds verbindt zich ertoe tussen te komen en de resultaten van zijn eerste tussenkomst binnen drie weken na de ontvangst van de aanvraag mee te delen in 80 % van de gevallen, ongeacht of de arbeidsongevallen zijn gebeurd in de private sector of de overheidssector.

Bovendien vergewist het Fonds zich ervan dat zijn tussenkomst bijdraagt tot de oplossing van het probleem in kwestie of dat er een degelijk antwoord gegeven wordt op de informatieaanvraag. Daarvoor gebruikt het Fonds het meetinstrument dat werd ontwikkeld bij een vorige bestuursovereenkomst.

Art 37 Met het oog op de optimale werking van de arbeidsongevallensector en de maximale vrijwaring van de rechten van de sociaal verzekerden wenst het Fonds na te gaan welke anomalieën/fouten er gemaakt worden in het beheer van de arbeidsongevallendossiers vanwege de verzekeringsondernemingen. Daartoe stelt het van elke verzekeringsonderneming een profiel op. Het organiseert zijn controles in functie van dit profiel.

Art. 38 Verbintenis van het Fonds

Het Fonds verbindt zich ertoe jaarlijks voor eind maart een evaluatieverslag over te maken aan elke verzekeringsonderneming, zodat die de nodige maatregelen kan nemen om te vermijden dat fouten zich herhalen en er kan worden nagegaan of de vroegere verbintenissen uitgevoerd werden en doeltreffend bleken.

Het profiel van elke verzekeringsonderneming zal op punt worden gesteld ten laatste in de loop van het laatste jaar van de overeenkomst. Op die manier kan er een prognostische analyse gemaakt worden op basis waarvan de controleactiviteiten efficiënter kunnen worden georganiseerd.

Tevens verbindt het Fonds zich ertoe vervolgens jaarlijks een globaal verslag over te maken aan het beheerscomité.

Art. 39 Verbintenis van het Fonds

In het kader van zijn controlebevoegdheid voor de arbeidsongevallen in de publieke sector verbindt het Fonds zich ertoe om jaarlijks een globaal verslag over te maken aan het beheerscomité.

Art. 40 Steeds meer verzekeringsondernemingen beschikken uitsluitend over digitale dossiers.

In 2013 zal het Fonds onderzoeken of het haalbaar is om zijn inspecteurs voor hun controleactiviteiten de toegang vanop afstand te verlenen tot de ongevallendossiers en de verzekeringspolissen.

Op basis van dat onderzoek zal het Fonds in 2014 een pilootproject uitwerken met een vrijwillige verzekeringsonderneming.

Als de resultaten van dat project overtuigend zijn, zal het Fonds het systeem voor toegang vanop afstand veralgemenen.

Of het Fonds zal kunnen tegemoetkomen aan die verbintenis is afhankelijk van de medewerking van de verzekeringsondernemingen.

Art. 41 Het Fonds controleert de financiële overdrachten van de verzekeringsondernemingen naar het Fonds.

Art. 42 Verbintenis van het Fonds

In 2013 zal het Fonds de haalbaarheid onderzoeken van een wetswijziging om de bedrijfsrevisor van elke verzekeringsonderneming de juistheid van hun aangiften te doen attesteren zodat de systematische controle door het Fonds kan worden geschrapt.

In de veronderstelling dat die procedure in werking zou worden gesteld, verbindt het Fonds zich ertoe om een steekproefsgewijze controle uit te voeren na de operaties die door de bedrijfsrevisor werden uitgevoerd.

In afwachting van die nieuwe wetgeving houdt het Fonds zijn engagement aan om elk jaar bij een derde van de verzekeringsondernemingen de juistheid na te gaan van de bedragen die aan het Fonds worden gestort, namelijk:

- bijdragen op de definitieve technische provisies voor de ongevallen die vóór 01.01.1988 zijn gebeurd;
- bijdragen van 20 % op de premies van de personen tot wie de toepassing van de wet werd uitgebreid.

Afdeling 2 - Bekrachtiging van de overeenkomsten tussen de verzekeringsondernemingen en de getroffen

Art. 43 De partijen zijn verplicht de overeenkomsten betreffende de voor het arbeidsongeval verschuldigde vergoedingen ter bekrachtiging aan het Fonds over te leggen. Er wordt pas tot die bekrachtiging overgegaan nadat alle gegevens van het dossier gecontroleerd werden.

Die overeenkomsten hebben slechts uitwerking na bekrachtiging door het Fonds.

Bij de uitvoering van die opdracht gaat het Fonds uit van een tweevoudige doelstelling. Enerzijds wenst het Fonds door middel van een vlotte behandeling van de dossiers te voorkomen dat de getroffen en gedurende langere tijd in het ongewisse blijven omtrent de uiteindelijke regeling van het hen overkomen arbeidsongeval.

Anderzijds wenst de bekrachtigingsdienst bij te dragen tot de optimalisatie van het dossierbeheer door systematisch met de verzekeringsondernemingen te bespreken hoe vastgestelde tekortkomingen of gebreken bij de regeling van de arbeidsongevallen in de toekomst kunnen vermeden worden. Die tussenkomsten zullen er terzelfdertijd op gericht zijn om proactief de kwaliteit van de vergoedingsovereenkomsten te verbeteren.

Voor de uitvoering van zijn opdrachten is het Fonds soms afhankelijk van de samenwerking met de verzekeringsondernemingen en/of de slachtoffers.

In de loop van 2011 werden 6 579 dossiers ter bekrachtiging ingediend.

Art. 44 Verbintenis van het Fonds

Het Fonds verbindt zich ertoe de dossiers die niet worden geschorst in 92 % van de gevallen te bekrachtigen binnen de termijn van 90 dagen.

Art. 45 Verbintenis van het Fonds

De resultaten van de controles van de ter bekrachtiging voorgelegde dossiers zullen voor elke verzekeringsonderneming afzonderlijk geïnventariseerd, geanalyseerd en opgevolgd worden. Er zal vooral aandacht geschonken worden aan de onvolledige dossiers, de niet-geschorste bekrachtigde dossiers, de schorsingstermijnen en de in de vergoedingsovereenkomsten aangebrachte wijzigingen.

De resultaten zullen jaarlijks aan het beheerscomité meegedeeld worden.

Met het oog op een permanente verbetering van de kwaliteit van de afhandeling van de schadegevallen zullen de relevante resultaten en de belangrijkste aandachtspunten jaarlijks worden besproken in overleg met de betrokken verzekeringsondernemingen. De sociaal inspecteurs zullen deelnemen aan die bespreking.

De resultaten zullen worden opgenomen in het evaluatieverslag zoals bedoeld in artikel 38.

Afdeling 3 – Controle bij de werkgevers

Onderafdeling 1 – Controle van de verzekeringsplicht

Art. 46 Sedert 01.01.1972 is elke werkgever verplicht zijn werknemers tegen arbeidsongevallen te laten verzekeren bij een toegelaten verzekeringsonderneming. Die verplichting geldt niet alleen voor het personeel dat onder de toepassing van het sociaizekerheidsstelsel valt, maar ook voor de personen tot wie de wet werd uitgebreid, zoals de dienstboden of de studenten met een specifiek studentencontract.

Het Fonds gaat na of de werkgever zijn verzekeringsplicht is nagekomen, om te vermijden dat de werknemers in een situatie van niet-verzekering zouden terechtkomen en dat de werkgevers, in geval van niet-verzekering, verwikkeld zouden raken in procedures tot terugvordering van de prestaties vanwege het Fonds.

De werkgever die geen verzekering heeft afgesloten, wordt ambtshalve aangesloten en moet een bijdrage betalen waarvan het bedrag afhankelijk is van de periode van niet-verzekering en het aantal personen dat hij tijdens die periode heeft tewerkgesteld.

Ten gronde bestaat de opdracht van het Fonds erin om de situaties van niet-verzekering te voorkomen en desgevallend te beperken en om indien nodig over te gaan tot de ambtshalve aansluiting van de werkgevers.

Het Fonds heeft bij de vorige bestuursovereenkomst een project opgestart om de niet-verzekering van de startende ondernemingen te voorkomen. Daarom krijgen die ondernemingen automatisch een brief toegestuurd wanneer er geen enkele verzekeringspolis terug te vinden is in het polissenrepertorium bij de ontvangst van de "identificatieaanvraag" bij de RSZ.

Art. 47 Verbintenis van het Fonds

De automatische aanmaak van het dossier is momenteel gebaseerd op het feit dat de werkgever geregistreerd staat als "actief RSZ" met een periode van niet-verzekering. In 2013 zal het Fonds onderzoeken of het haalbaar is om een bijkomende controle van de Dimona-gegevens te integreren (opsporing van de effectieve tewerkstelling tijdens een actieve periode van niet-verzekering) om een gerichtere controle mogelijk te maken. Als het resultaat van het onderzoek positief is, zal het programma Reat-AO worden aangepast in 2014.

Onderafdeling 2 – Controle van de ongevallenaangifte

Art. 48 De werkgever moet elk ongeval dat aanleiding kan geven tot toepassing van de wet, aangeven bij zijn arbeidsongevallenverzekeraar. Als de werkgever dat nalaat, kan de aangifte eveneens gedaan worden door het slachtoffer of zijn rechthebbenden, eventueel bijgestaan door het Fonds.

Art. 49 Verbintenis van het Fonds

Het Fonds verbindt zich ertoe om in 95 % van de dossiers waarin het slachtoffer erover klaagt dat de werkgever geen arbeidsongevallenaangifte heeft ingediend, een eerste reactie te versturen naar het slachtoffer binnen de week na de creatie van het dossier.

Hoofdstuk 2 - Taken en doelstellingen betreffende de opdracht van openbare dienst inzake vergoeding van de getroffen en

Afdeling 1 - Betaling van de jaarlijkse vergoedingen, renten en bijlagen

Art. 50 Het Fonds betaalt de jaarlijkse vergoedingen en renten uit voor de blijvende ongeschiktheden tot en met 19 %.

Bovendien verleent het Fonds diverse bijlagen aan de getroffen en rechthebbenden: aanvullende bijlagen, bijzondere bijlagen, herwaarderingsbijlagen, aanpassingsbijlagen, bijlagen wegens verergering en bijlagen wegens overlijden.

Die uitkeringen worden in geval van cumulatie met een pensioen eventueel beperkt.

In het totaal zijn er 197 000 gerechtigden waarvoor er elk jaar ongeveer 800 000 betalingen worden verricht.

De betalingen gebeuren jaarlijks, driemaandelijks of maandelijks naar gelang van de aard van de prestaties.

Art. 51 Verbintenis van het Fonds

Het Fonds verbindt zich ertoe de betalingen in 97 % van de gevallen op de reglementaire vervaldag te verrichten, ongeacht de redenen waarom sommige betalingen niet worden uitgevoerd.

Afdeling 2 - Terugbetaling van de medische en prothesekosten voor ongevallen gebeurd vóór 01.01.1988

Art. 52 Het Fonds heeft als opdracht de terugbetaling van de medische, farmaceutische en verplegingskosten die ingevolge het ongeval nodig zijn. Het staat eveneens in voor de terugbetaling van de kosten voortvloeiend uit het onderhoud en de vernieuwing van de prothesen en orthopedische toestellen. Voor de betrokken getroffen en voor de prestatieverstrekkers is het van belang om binnen korte termijn terugbetaling te bekomen van de verrichte uitgaven of van de geleverde prestaties. Getroffen en leveranciers dienen vlug in kennis te worden gesteld van de akkoordverlening omtrent vernieuwing of onderhoud van prothesen en orthopedische toestellen.

In 2011 heeft het Fonds 25 062 aanvragen tot tussenkomst geregistreerd.

Art. 53 Verbintenis van het Fonds

Het Fonds verbindt zich ertoe in 85 % van de gevallen over te gaan tot terugbetaling aan de getroffen of aan de prestatieverstrekkers (of het leveringsakkoord te geven in geval van een prothese) of de weigeringsbeslissing mee te delen, binnen twee maanden die volgen op de ontvangst van de aanvraag.

Afdeling 3 - Toekenning of intrekking van de erkenning van orthopedisten en medische centra voor prothesen en orthopedie

Art. 54 Het Fonds verleent erkenning aan orthopedisten en aan medische centra voor prothesen en orthopedie. Alleen de orthopedisten en medische centra die erkend zijn door het Fonds kunnen belast worden met het onderhoud en de vernieuwing van toestellen die door het Fonds of door de verzekeringsondernemingen worden geleverd. Die erkenning wordt verleend op aanvraag aan prestatieverstrekkers die erkend worden door het RIZIV en die zich ertoe verbinden een aantal regels te respecteren die het Fonds oplegt. De belangrijkste daarvan zijn dat ze de derdebetalersregeling toepassen en akkoord gaan met de voorafgaande goedkeuring voor de levering.

Die erkenning wordt verleend voor maximaal 5 jaar en kan worden verlengd.
De lijst van erkende orthopedisten en medische centra voor prothesen en orthopedie wordt elk jaar geüpdatet en verstuurd naar de verzekeringsondernemingen.

Art. 55 Verbintenis van het Fonds

In 2013 zal het Fonds de problemen evalueren die zich stellen bij de huidige erkenningsprocedure en zal het nagaan in welke mate de erkenningsvoorwaarden worden nageleefd. Het Fonds zal nagaan of het nodig is om de erkenningsvoorwaarden te herzien en of er andere sancties kunnen worden getroffen dan de intrekking van de erkenning als de erkenningsvoorwaarden niet worden nageleefd.

In het eerste semester van 2014 zal het Fonds concrete voorstellen voorleggen voor advies aan het medisch-technisch comité en ter goedkeuring aan het beheerscomité.

Aangezien de huidige erkenningen aflopen op 31.12.2014, zullen de beslissingen in werking moeten worden gesteld voor de erkenningen die zullen worden verleend vanaf 01.01.2015.

In 2015 zal het Fonds de nieuwe maatregelen evalueren en zal het de terbeschikkingstelling van de lijst met erkende prestatieverstrekkingen moderniseren.

Afdeling 4 - Vergoeding van de tijdelijke arbeidsongeschiktheden

Art. 56 Het Fonds heeft tot opdracht in te staan voor de vergoeding van de tijdelijke arbeidsongeschiktheden naar aanleiding van arbeidsongevallen overkomen aan zeelieden (zeevissers en zeelieden ter koopvaardij), aan werknemers tewerkgesteld bij niet-verzekerde werkgevers en in geval van een tijdelijke verergering van de blijvende letsels met betrekking tot ongevallen overkomen vóór 1 januari 1988.

Vanuit de maatschappelijke doelstelling die er onder meer in bestaat te waken over de inkomstenbescherming van de getroffen en van een arbeidsongeval is het van groot belang de periode na de aanvaarding van de schadegevallen of de kennisgeving van een eerste periode van herval en de datum van de vergoeding zo kort mogelijk te houden.

Zodra de doelstellingen in dat verband zijn vastgelegd, moet men in het bijzonder rekening houden met de bepalingen van het protocol inzake de elektronische gegevensuitwisseling tussen de arbeidsongevallensector en de sector van de ziekte- en invaliditeitsverzekering.

In de loop van 2011 werden 112 aanvragen geregistreerd om tenlastename van een eerste periode van tijdelijke arbeidsongeschiktheid na het arbeidsongeval of een eerste periode van herval in tijdelijke arbeidsongeschiktheid.

Art. 57 Verbintenis van het Fonds

De opdracht tot betaling van de vergoeding voor een eerste periode van tijdelijke arbeidsongeschiktheid (na het arbeidsongeval) of een herval, wordt in 85 % van de gevallen gegeven binnen een termijn van 60 dagen. Die termijn begint te lopen op de dag waarop het Fonds ervan in kennis werd gesteld dat de ziekteverzekering niet tussenkomt.

Indien de ziekteverzekering om terugbetaling verzoekt in het kader van het subrogatierecht, vangt de termijn aan op de dag dat het Fonds in kennis werd gesteld van de einddatum van tussenkomst vanwege de ziekteverzekering.

Indien het einde van de periode van tijdelijke arbeidsongeschiktheid zich situeert vóór de datum van mededeling van de einddatum van tussenkomst vanwege de ziekteverzekering, begint de termijn enkel te lopen op de dag dat het Fonds kennis kreeg van de door de ziekteverzekering uitgekeerde bedragen.

De termijn loopt niet zolang het Fonds niet in het bezit werd gesteld van een medisch attest tot staving van de ingeroepen periode van tijdelijke arbeidsongeschiktheid.

Afdeling 5 - De behandeling van de aangegeven ongevallen en van de aanvragen tot toekenning van een verergeringsbijslag.

Art. 58 Het Fonds treedt op als verzekeringsonderneming voor de zeevissers en de zeelieden ter koopvaardij.

Daarnaast vergoedt het Fonds de getroffenen van wie werkgevers hebben nagelaten een verzekeringspolis af te sluiten, niettegenstaande de wettelijke verplichting.

Ten slotte heeft het Fonds tot opdracht de aanvragen tot toekenning van een verergeringsbijslag of bijslag wegens overlijden te onderzoeken; een verergerings- of overlijdensbijslag wordt toegekend indien de verergering van de letsels na het verstrijken van de herzieningstermijn een blijvend karakter vertoont of het overlijden van de getroffene tot gevolg heeft (ongevallen overkomen vóór 01.01.1988).

Het bijzondere karakter van die dossiers, dat verband houdt met de speciale werkomstandigheden van de zeelieden, met vaak marginale situaties in geval van niet-verzekering en met de soms moeilijke dossiersamenstelling voor de verergeringsbijslagen, mag nochtans geen rem zijn op een snelle notificatie van de aanvaardings- of weigeringsbeslissing aan de getroffenen.

In de loop van 2011 werden 271 aangiften / aanvragen geregistreerd.

Art. 59 Verbintenis van het Fonds

De beslissing tot aanvaarding of weigering van de aangegeven ongevallen en de beslissing in verband met de aanvragen tot toekenning van een verergeringsbijslag wordt in 75 % van de gevallen genomen binnen een termijn van vier maanden na ontvangst van de aanvraag.

Nochtans zal voor de aanvragen om toekenning van een verergeringsbijslag de termijn gedurende dewelke de letsels niet consolideerbaar zijn, de termijn nodig voor het bekomen van een medisch verslag indien de getroffene in het buitenland verblijft en de termijn nodig om het advies van het medisch-technisch comité in te winnen, niet worden meegerekend.

Art. 60 Voor de behandeling van de aanvragen in afdeling 2 , 4 en 5 is het Fonds afhankelijk van de medewerking van de getroffenen.

Afdeling 6 – Beheer van de onverschuldigde betalingen

Art. 61 Het Fonds verbindt zich ertoe alle nodige schikkingen te treffen om onverschuldigde betalingen te vermijden of om, in voorkomend geval, de periode waarin ten onrechte wordt betaald en het bedrag van de onverschuldigde betalingen te beperken.

Bovendien verbindt het zich ertoe om de onverschuldigde betaling, wanneer ze wordt vastgesteld, zo vlug mogelijk ter kennis van de betrokkene te brengen samen met een correcte toelichting, een duidelijke en precieze afrekening en een passende motivering. De verjaringstermijn zal naar behoren worden gemotiveerd.

Op een globaal aantal van \pm 800 000 betalingen per jaar gebeuren er ongeveer 350 ten onrechte (0,04 %).

Deze onverschuldigde betalingen hebben velerlei oorzaken: laattijdige toepassing van de regels inzake cumulatie met pensioenen, veranderingen in het recht van de betrokkene (wijzigingen van de graad van blijvende ongeschiktheid, uitkering van het derde van de rente

in kapitaal, herval in volledige tijdelijke ongeschiktheid, weeskinderen ouder dan 18 jaar, berekeningsfouten).

Het Fonds stelt daarom een preventiemechanisme in. Het vergelijkt het bestand van zijn begunstigen met die van de instellingen die de pensioenen uitbetalen.

Art. 62 Verbintenis van het Fonds

Het Fonds verbindt zich ertoe dat er nooit meer dan 650 onvereffende betalingen in de inventaris zullen staan.

Dankzij het pensioenkadaster (artikel 67) zal het bedrag van bepaalde onverschuldigde betalingen kunnen worden teruggedrongen.

Hoofdstuk 3 - Taken en doelstellingen betreffende de opdracht van openbare dienst inzake inning

Art. 63 De financiering van het Fonds wordt verzekerd door de transfers afkomstig van het Globaal Beheer binnen de sociale zekerheid.

Het Fonds maakt een onderscheid tussen het repartitiestelsel en het kapitalisatiestelsel.

Het repartitiestelsel van het Fonds behoort tot het Globaal Beheer van de sociale zekerheid. In het repartitiestelsel gebeurt de financiering op basis van te financieren thesauriebehoeften. Het kapitalisatiestelsel maakt geen deel uit van het Globaal Beheer.

Afdeling 1 - Inning van de kapitalen en periodieke stortingen ten laste van de verzekeringsondernemingen

Art. 64 Het Fonds int ten laste van de verzekeringsondernemingen de volgende kapitalen:

- de kapitalen ter dekking van de jaarlijkse vergoedingen en renten voor de ongevallen die een graad van blijvende ongeschiktheid van hoogstens 19 % veroorzaken;
- de rentekapitalen van de ascendenten die niet het bewijs leveren dat de getroffene hun belangrijkste kostwinner was.

De ascendent heeft recht op een lijfrente na de datum waarop de getroffene de leeftijd van 25 jaar zou hebben bereikt, voor zover hij kan bewijzen dat de getroffene zijn belangrijkste kostwinner was.

Wordt dit bewijs niet geleverd, dan stort de verzekeringsonderneming het rentekapitaal aan het Fonds, ofwel na de 25^e verjaardag van de getroffene, ofwel onmiddellijk na het overlijden van de getroffene, zo deze ouder dan 25 jaar was op het ogenblik van het ongeval.

- de kapitalen die een besparing uitmaken in het kader van de maatregelen ter beperking van de cumulatie met pensioenen. Via deze maatregelen wil men de cumulatie beperken van vervangingsinkomens die binnen de sociale zekerheid worden uitgekeerd. Daardoor wordt het bedrag van de vergoedingen en renten teruggebracht tot een forfaitair bedrag dat door het Fonds wordt uitbetaald.

Art. 65 Verbintenis van het Fonds

Wat de controle van de kapitalen ($\leq 19\%$, cumulatie en ascendenten) betreft, verbindt het Fonds zich ertoe de fouten en laattijdige betalingen binnen vier weken te notificeren in 90 % van de gevallen.

Voor het cumuleerbare gedeelte waarvoor de verzekeringsondernemingen periodieke stortingen verrichten, verbindt het zich ertoe de fouten en laattijdige betalingen binnen de vier maanden na een halfjaarlijkse afsluiting te notificeren in 90 % van de gevallen. Die termijn zal worden teruggebracht tot 3 maanden zodra fase 3 van het EVA-project is geïmplementeerd.

Daarnaast zullen tegen eind 2013 alle dossiers worden geregulariseerd waarvan de regeling nog aan de gang is door het probleem bij de berekening van de besparing als er een derde in kapitaal werd toegekend.

Art. 66 Verbintenis van het Fonds

De verslagen over de aanvragen om vrijstelling van opslagen en interesten – inzake kapitaaloverdrachten voor de gevallen van blijvende ongeschiktheid tot en met 19 %, kapitalen cumulatie, kapitalen ascendenten en prothesekapitalen – worden driemaal per jaar aan het beheerscomité meegedeeld.

Art. 67 Het Fonds is belast met de opsporing van de gevallen van cumulatie met pensioenen die zich na de regeling van het ongeval voordoen.

Daarvoor heeft het een relatief efficiënt systeem uitgewerkt waarbij zijn bestanden worden vergeleken met die van de instellingen die in het kader van het Belgische pensioenstelsel pensioenen uitbetalen. Voor de buitenlandse pensioenen is het echter van weinig nut.

Dankzij de exploitatie van het pensioenkadaster kunnen de resultaten nog verbeteren en kan alleszins de periode van onverschuldigde betaling bij laattijdige opsporing worden beperkt.

Art. 68 Verbintenis van het Fonds

Het Fonds verbindt er zich toe om in 89 % van de gevallen de verzekeringsondernemingen tijdig in kennis te stellen van de data van oppensioenstelling.

Afdeling 2 – Inning van bijdragen ten laste van de verzekeringsondernemingen

Art. 69 Het Fonds int ten laste van de verzekeringsondernemingen een bijdrage op de definitieve wiskundige provisies voor de ongevallen die vóór 1 januari 1988 zijn gebeurd en een bijdrage van 20 % op de premies van de personen tot wie de wet werd uitgebreid.

Art. 70 Verbintenis van het Fonds

Het Fonds houdt zijn engagement aan om, na ontvangst van de bijdrage van de verzekeringsonderneming, in 90 % van de gevallen de eventuele opslagen en interesten op basis van de gegevens die in de jaarlijkse aangifte van de verzekeringsonderneming voorkomen binnen een termijn van vier weken te notificeren.

Afdeling 3 – Inning van premies ten laste van de reders van de zeevisserij

Art. 71 Het Fonds int de verzekeringspremies ten laste van de reders van de zeevisserij. Met het oog op een correcte premieberekening dienen de diensten de prestaties van de vissers te bekomen bij de sociale secretariaten waarbij de reders zijn aangesloten.

Rekening houdend met zijn economische doelstellingen is het aangewezen dat de verschuldigde premies vlug en correct geïnd worden.

Art. 72 Verbintenis van het Fonds

Het Fonds gaat na of de gestorte premies juist zijn. Indien het fouten of laattijdige betalingen vaststelt, notificeert het deze in 90 % van de gevallen aan de reder binnen de termijn van één maand.

Afdeling 4 – Inning van bijdragen en bedragen ten laste van de niet-verzekerde werkgevers

Art. 73 De werkgever die geen verzekering heeft afgesloten, wordt ambtshalve aangesloten en moet een bijdrage betalen waarvan het bedrag afhankelijk is van de periode van niet-verzekering en het aantal personen dat hij tijdens die periode heeft tewerkgesteld. Het Fonds dient zo vlug mogelijk kennis te geven van de beslissingen tot ambtshalve aansluiting.

Art. 74 Verbintenis van het Fonds

Het Fonds verbindt zich ertoe om in 85 % van de gevallen over te gaan tot notificatie van de ambtshalve aansluiting binnen 10 weken na ontvangst van het bericht dat aan de periode van niet-verzekering een einde is gekomen.

Art. 75 Bij niet-betaling van de bijdragen voor ambtshalve aansluiting kan het Fonds, na notificatie van de opslagen en intresten, het dossier voor invordering doorsturen naar de FOD Financiën.

Art. 76 Verbintenis van het Fonds

Het Fonds houdt zijn engagement aan om, zoals dat in de vorige bestuursovereenkomst het geval was, in 90 % van die gevallen het dossier over te maken aan de FOD Financiën binnen de 16 weken na de notificatie.

Om de recuperatie van de vorderingen te activeren zal het Fonds ten laatste in het eerste semester van 2013 een protocol afsluiten met de FOD Financiën.

Als de werking van de STIMER-toepassing, die momenteel wordt bestudeerd door de FOD Financiën, bevredigend is, verbindt het Fonds zich ertoe om de informaticatoepassing REAT-AA aan te passen om de procedure te automatiseren voor de overdracht van de schuldvorderingen aan de FOD Financiën en de consultatie van de voortgang van de terugvordering.

Art. 77 Gezien de economische doelstelling van de instelling is het aangewezen alles in het werk te stellen om de recuperatie van de uitgaven op te drijven door de in gebreke gebleven werkgever snel tot terugbetaling te verzoeken, de afbetalingsplannen stipt op te volgen en indien nodig de recuperatie te bewerkstelligen via beroep op de FOD Financiën.

Art. 78 Verbintenis van het Fonds

Het Fonds houdt zijn engagement aan om de schuldvordering in 90 % van de gevallen

- eenmaal per kwartaal aan de werkgever te notificeren indien de schuldvordering minstens 250 euro bedraagt;

- bij niet-betaling binnen 16 weken na het versturen van de laatste aanmaningsbrief (nadat de dienst in het bezit werd gesteld van een uitvoerbare titel) de schuldvordering door te sturen naar de FOD Financiën;

- binnen 16 weken na het niet volgen van een goedgekeurd afbetalingsplan het dossier naar de juridische dienst of naar de FOD Financiën toe te sturen.

Afdeling 5 – Beheer van de portefeuille

Art. 79 Teneinde te streven naar een optimale opbrengst van de portefeuille, heeft het Fonds het beheer van de aangelegde provisies in het kapitalisatiestelsel aan meerdere financiële instellingen toevertrouwd.

Het beheer van de liquiditeiten blijft bij het Fonds in het kapitalisatiestelsel. Door de concurrentie te laten spelen tussen de financiële instellingen tracht het Fonds het rendement op de liquiditeiten te maximaliseren.

Art. 80 Verbintenis van het Fonds

Het Fonds volgt het beheer van die portefeuille nauwkeurig op en zijn bevindingen worden driemaandelijks aan het beheerscomité voorgelegd.

De prestaties van de beheerders worden vergeleken en geëvalueerd en kunnen aanleiding geven tot een herverdeling van de portefeuille tussen de financiële instellingen.

Afdeling 6 - Samenwerking met andere openbare instellingen van sociale zekerheid en de federale overheidsdiensten

Art 81 Voor technische ondersteuning bij de actuariële dossiers kan het Fonds een beroep doen op de FOD Sociale Zekerheid (bijvoorbeeld voor de berekening van de verschillende barema's voor de arbeidsongevallen).

Hoofdstuk 4 - Taken en doelstellingen betreffende de opdracht van openbare dienst inzake informatieverstrekking

Afdeling 1 – Geïndividualiseerde informatie

Art. 82 In het kader van zijn informatieverplichting en vanuit zijn streven naar een optimale dienstverlening acht het Fonds het belangrijk vlug en gevat te reageren op vragen naar geïndividualiseerde informatie.

Verbintenis van het Fonds

Het Fonds verbindt zich ertoe om binnen twee weken te antwoorden op de vragen om geïndividualiseerde informatie in 93 % van de gevallen.

Afdeling 2 – Primair netwerk van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid

Art. 83 Binnen het netwerk van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid is het Fonds belast met het beheer van het secundaire netwerk dat door de verzekeringsondernemingen wordt gevormd. Het staat daarbij in voor de beveiliging van dat netwerk en oefent er toezicht op uit.

Het Fonds heeft zich ertoe verbonden mee te werken aan de realisatie van het project e-government van de sociale zekerheid dat de regering gepland heeft.

Het Fonds zal blijven trachten om in samenwerking met de verzekeringsondernemingen de toepassingen die in het e-government kaderen, verder uit te breiden.

Het volgt daarom de werkzaamheden van het Coördinatiecomité van de KSZ en ontwikkelt informaticaprojecten die van fundamenteel belang zijn voor de verschillende instellingen van sociale zekerheid.

Art. 84 Verbintenissen van het Fonds

Het Fonds zet, samen met de verzekeringsondernemingen, de globale analyse voort van de gegevensstromen naar, van en binnen de arbeidsongevallensector en legt prioriteiten vast. In functie van de huidige planning zullen de gegevens over de gevolgen van het ongeval aan de

ziekenfondsen worden overgemaakt. De volgende jaren moet het volledige beeld van het ongeval gekend zijn om de doelstelling van e-government te behalen.

Het Fonds zal (fase II bis en fase III van) het EVA-project afsluiten voor het einde van de bestuursovereenkomst.

In dat verband zullen de raadpleging van het pensioenkadaster, de onlineraadpleging van de attesten door de andere OISZ en de raadpleging van het repertorium van de RKW mogelijk moeten zijn tegen eind 2015. De bedoeling daarvan is om de rechten van de kinderen van arbeidsongevallenslachtoffers te garanderen en om de modaliteiten voor de welvaartsaanpassing van de arbeidsongevallenvergoedingen te concretiseren.

Bovendien zal het Fonds moeten letten op de effecten van de communautarisering van de activiteiten van de RKW zodat het kadaster van de kinderbijslag kan blijven geraadpleegd worden.

Het Fonds zal als verbindingsorgaan deelnemen aan het EESSI-project voor de uitwisseling van digitale formulieren binnen de Europese ruimte.

Over het algemeen zal het Fonds ervoor zorgen dat de projecten die in productie zijn indien nodig worden uitgebreid, dat ze onderhouden worden en dat ze beschikbaar blijven.

Het werkschema van het Fonds zou echter gewijzigd kunnen worden afhankelijk van de prioriteiten die de Regering ter zake vastlegt.

De doelstellingen worden verwezenlijkt binnen een zo goed mogelijk gebruik van de door de regering toegekende budgettaire middelen, zowel voor de ontwikkeling als voor het onderhoud van de programma's, waarbij men afhankelijk is van de vordering van de werkzaamheden bij de aan het project meewerkende partners.

Art. 85 Verbintenis van het Fonds

Het Fonds houdt zijn informaticastuurplan aan om de informatisering voort te zetten. Dat plan zal de periode 2013-2015 beslaan. Het zal de volgende punten bevatten:

- de strategische doelstellingen;
- de identificatie van eventuele projecten;
- de afstemming tussen zijn doelstellingen en de behoeften die bepaald worden door e-government;
- de selectie van projecten die aangevat of voortgezet zullen worden in de betreffende jaren;
- de personeelsleden en de middelen die aan die projecten toegekend worden en hun duurtijd;
- de methodologie die gebruikt wordt voor de planning en de opvolging van de projecten.

Afdeling 3 - Gegevensbank

Art. 86 Verbintenis van het Fonds

Een jaarverslag en jaarstatistieken van de ongevallen in de privésector worden opgesteld binnen 4 maanden nadat de correcte gegevens van de laatste verzekeringsonderneming zijn ontvangen.

In die jaarstatistieken zullen aparte statistieken worden opgenomen voor de verschillende administratieve arrondissementen, voor zover de voorwaarden voor de naleving van het vertrouwelijke karakter van die gegevens gerespecteerd worden.

Voor zover het project met het oog op de wet van 03.07.1967 zoals bedoeld in artikel 27 van de bestuursovereenkomst zal zijn beëindigd, zullen in 2015 de arbeidsongevallengegevens van alle sectoren voor het eerst worden opgenomen in het jaarverslag en in de jaarlijkse statistieken.

In de loop van het 6^e jaar dat volgt op het jaar van het ongeval worden een jaarverslag en jaarstatistieken opgemaakt over de gegevens van de definitieve regeling van de ongevallen in de privésector.

In de loop van het jaar dat volgt op het jaar van de regeling zullen jaarstatistieken worden opgemaakt over de regelingen van de ongevallen.

Afdeling 4 – Opdracht van sociale bijstand aan de getroffen en aan de rechthebbenden

Art.87 Het Fonds verleent de slachtoffers en de rechthebbenden sociale bijstand door zitdagen te houden in een groot aantal arrondissementen van het land. In sommige gevallen worden huisbezoeken verricht.

Art. 88 Verbintenis van het Fonds

In 2015 zal het Fonds een nieuwe tevredenheidsenquête organiseren over de werking van zijn zitdagen. Het zal een evaluatieverslag voorleggen aan het beheerscomité.

De voorbije jaren heeft het Fonds gezocht naar indicatoren die kunnen helpen om de maatschappelijke kwetsbaarheid van slachtoffers na te gaan. Het Fonds verbindt zich ertoe om die indicatoren verder te operationaliseren zodat meer doelgerichte mailings mogelijk worden.

Hoofdstuk 5 - Taken en doelstellingen betreffende de opdracht van openbare dienst inzake preventie

Afdeling 1 – Versterking van de arbeidsongevallenpreventie

Art. 89 Het Fonds draagt bij tot de nationale strategie voor veiligheid en gezondheid op de werkvloer via het systeem van de verzwaarde risico's (kennisgeving en responsabilisering van de ondernemingen).

Art. 90 Verbintenis van het Fonds

Het Fonds identificeert ieder jaar de bedrijven waarvan de risico-index bovenmatig afwijkt van de gemiddelde index voor bedrijven uit dezelfde activiteitensector. Het maakt daarvoor gebruik van het datawarehouse arbeidsongevallen dat het heeft opgericht.

Het Fonds deelt ieder jaar de lijst met de verzwaarde risico's mee aan de FOD WASO. Tegelijkertijd stelt het ook de verzekeringsondernemingen daarvan in kennis. Zo kan de FOD nagaan of de maatregelen die de verzekeringsonderneming heeft voorgesteld ook effectief worden toegepast.

Art. 91 M.b.t. de uitzendsector worden de ongevallen die zijn overkomen aan uitzendkrachten op rekening gezet van de gebruikende ondernemingen. De bedoeling is om deze bewust te maken van hun verantwoordelijkheid.

Art. 92 Verbintenis van het Fonds

Voor de ongevallen vanaf 2014 zal het Fonds bij het berekenen van de risico-indexen de arbeidsongevallen en het tewerkstellingsvolume aan uitzendkrachten toeschrijven aan de gebruikende ondernemingen. Voorwaarde is echter dat het socialezekerheidsnetwerk over de nodige informatie beschikt om de gebruiker met zekerheid te kunnen identificeren en om het tewerkstellingsvolume aan uitzendkrachten bij die gebruikende onderneming te kennen.

Art. 93 Verbintenis van het Fonds

Het Fonds zal in de loop van 2015 in overleg met de sociale partners een verslag opstellen over de evaluatie en de opvolging van de maatregelen in de arbeidsongevallenwetgeving die invloed kunnen hebben op het aantal of de ernst van de arbeidsongevallen en/of een stimulerend effect hebben op de preventie bij de werkgevers.

Art. 94 Verbintenis van het Fonds

Op vraag van de FOD WASO verricht het Fonds voor diens campagnes 4 studies per jaar over modelongevallen in bepaalde activiteitssectoren en het Fonds maakt aan de FOD WASO de studies over volgens een planning die werd opgesteld met de FOD in functie van zijn doelstellingen. De onderwerpen zullen worden gekozen in overleg met de sociale partners en de paritaire comités.

Afdeling 2 - Modernisering en vereenvoudiging van de wetgeving en de reglementering

Art. 95 In het kader van een zoektocht naar preventiemaatregelen stuurt het Fonds de arbeidsongevallengegevens naar de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg door op basis van de datawarehouse dat in samenwerking met de FOD wordt uitgewerkt.

Die gegevens leveren de FOD ondersteuning bij de uitvoering van zijn preventie- en inspectieopdracht en spelen ook in op de eigen behoeften van het Fonds. Elk jaar wordt nagegaan of de gegevens nog altijd beantwoorden aan de noden van de FOD.

Art. 96 Verbintenis van het Fonds

Het Fonds zal samen met de FOD WASO de mogelijkheden onderzoeken om een onderzoeksteam een studie te laten uitvoeren over de socioprofessionele situatie van het slachtoffer na het ongeval en de effectiviteit van de arbeidsongevallenvergoeding. Het zal daarbij vertrekken van de gegevensbank over de arbeidsongevallen en de gegevens van de KSZ. De sociale partners zullen bij al die werken betrokken worden.

Het Fonds zal ook onderzoeken of het mogelijk is om die studie te herhalen. Op die manier zouden we over een tool kunnen beschikken om de evolutie van de situatie van alle slachtoffers te observeren.

TITEL IV – REGELS VOOR GOED BESTUUR**Hoofdstuk 1 - Gedragsregels ten aanzien van het publiek****Afdeling 1 – Algemene informatieverstrekking**

Art. 97 Het Fonds wil de burgers informeren en zijn bekendheid vergroten en publiceert daarom een reeks algemene informatiebrochures voor de slachtoffers, de rechthebbenden en professionals. Ze worden gratis ter beschikking gesteld, zowel op papier als op de website.

Art. 98 Verbintenis van het Fonds

Die algemene informatie wordt onder meer in de volgende vormen gepubliceerd:

- ⇒ een brochure met de rechten en plichten van de slachtoffers van een arbeidsongeval in de private sector;
- ⇒ folders over specifieke onderwerpen;
- ⇒ statistische verslagen en bijzondere studies;
- ⇒ een algemeen jaarverslag;
- ⇒ gerichte informatie die werd opgesteld in samenwerking met de FOD P&O waarin slachtoffers van arbeidsongevallen in de openbare sector worden herinnerd aan hun rechten en plichten.

Het Fonds verspreidt die informatie op zijn website en actualiseert ze regelmatig. Het Fonds wil de toegankelijkheid van zijn website continu verbeteren en wil bovendien het AnySurferlabel behalen tegen 2015.

Daarnaast maakt het Fonds gebruik van het portaal van de sociale zekerheid om informatiefiches en news te verspreiden om zo een breder publiek te bereiken.

Afdeling 2 - Leesbaarheid van ambtelijke teksten**Art. 99** Verbintenis van het Fonds

Ieder jaar zullen drie gebruikte formulieren worden herzien.

Afdeling 3 - Onthaal

Art. 100 De kantoren van het Fonds zijn alle werkdagen, van maandag tot vrijdag, doorlopend toegankelijk van 9 tot 16 uur.

Rekening houdend met de vereisten inzake veiligheid kan men een afspraak maken voor een onderhoud buiten deze vaste openingstijd op dinsdag en vrijdag van 18 uur tot 20 uur.

Art. 101 Verbintenissen van het Fonds

Gelet op de gecentraliseerde structuur van het Fonds en op het daaruit voortvloeiend belang van het telefonisch onthaal, verbindt het Fonds zich ertoe tijdens de drie jaar van de bestuursovereenkomst:

1. de wachttijd voor elke correspondent op minder dan tien seconden te handhaven voor 80 % van alle bij het Fonds binnenkomende telefoonoproepen (statistieken opgesteld door de telefooncentrale van het Fonds);
2. de tevredenheidsgraad van de klanten die telefonisch met de instelling contact opnemen, op 85 % te handhaven. Tweemaal per jaar zal hiervoor een steekproef worden verricht.

Afdeling 4 - Klachtenbeheer

Art.102 Het klachtenbeheer werd gedefinieerd als een sterke strategische krachtlijn van het regeringsbeleid.

Art. 103 Verbintenis van het Fonds

Het Fonds werkt voort aan de ontwikkeling van het klachtenmanagementsysteem met het oog op:

- een betere kwaliteit van zijn diensten en zijn werking;
- een optimale dienstverlening aan de bevolking door een bijzondere aandacht schenken aan de verwachtingen van de “burgers”, de sociaal verzekerden en de verzekeringsnemers.

Het Fonds verbindt zich ertoe om ieder jaar een verslag uit te brengen over de door de sociaal verzekerden of verzekeringsnemers ingediende klachten en de voorgestelde aanbevelingen ter verbetering enerzijds en om de toepassing te evalueren van het charter dat in voege is in de instelling voor een bestuur dat luistert naar zijn gebruikers anderzijds.

Bovendien verbindt het Fonds zich ertoe om aan de werkzaamheden van het Federaal Netwerk Klachtenmanagement deel te nemen.

Hoofdstuk 2 - Duurzame ontwikkeling

Art. 104 In het kader van het energie- en milieubeheer heeft het Fonds de laatste jaren aanzienlijke besparingen kunnen realiseren. Het Fonds zal doelstellingen in verband met duurzame ontwikkeling verder blijven nastreven bij zijn verbruik.

Art. 105 Verbintenis van het Fonds

Het Fonds zal aanbevelingen opstellen inzake het verbruik van natuurlijke middelen (elektriciteit, gas en drinkwater) in de vorm van nota's aan het personeel. Die zullen op het intranet van het Fonds worden gepubliceerd. Er zullen ook sensibiliseringscampagnes worden georganiseerd opdat de personeelsleden hun afval zouden sorteren en het papierverbruik zouden beperken.

Het Fonds installeert systemen voor de bescherming van het leefmilieu waarmee op termijn het EMAS-certificaat moet kunnen worden behaald.

Het Fonds verbindt zich er ook toe:

- het water-, elektriciteits- en gasverbruik te verminderen door de bestaande projecten te verbeteren;
- het aankoopbeleid aan te passen in het kader van de duurzame ontwikkeling en zo de reglementering over de overheidsopdrachten na te leven.

Ten laatste op 31 maart van het volgend jaar wordt aan het beheerscomité een globaal evaluatieverslag voorgelegd.

Art. 106 Verbintenis van het Fonds

Om de efficiëntie te verhogen (rationalisering van het tijdsbeheer), ruimte te sparen, gegevens te beveiligen en het milieu te respecteren (vermindering van papierverbruik) zal het Fonds in eerste instantie van start gaan met de digitalisering van de dossiers van de slachtoffers van arbeidsongevallen. Alle dossiers moeten op termijn worden gedigitaliseerd.

Het Fonds heeft zich tot doel gesteld om in 2014 de procedure aan te vatten om de bewijskracht te verkrijgen die door de minister van Sociale Zaken wordt toegekend overeenkomstig de bepalingen van het Koninklijk Besluit van 22.03.1993 betreffende de bewijskracht van de door de instellingen van sociale zekerheid opgeslagen, bewaarde of weergegeven informatiegegevens dat als doel heeft om elke procedure te valideren die verhindert dat een gescand origineel document op welk moment dan ook veranderd of vervalst wordt.

Hoofdstuk 3 - De maatschappelijke verantwoordelijkheid van het Fonds

Art.107 Zich bewust van zijn rol integreert het Fonds zijn maatschappelijke en milieugerelateerde bekommernissen in zijn activiteiten en in zijn interactie met zijn partners en personeelsleden.

Art. 108 Verbintenis van het Fonds.

Zo verbindt het Fonds zich ertoe maatschappelijke en milieugerelateerde clausules op te nemen in de overheidsopdrachten die hij afsluit.

Art. 109 Het Fonds zal bovendien openstaan voor onbetaalde stagiairs, studenten van hogescholen of werkzoekenden die een beroepsopleiding volgen.

Hoofdstuk 4 - Het P&O -beleid

Het Fonds wil een aantrekkelijke bedrijfscultuur ontwikkelen die is aangepast aan de nieuwe werkvormen en aan de arbeidsrelaties, waarbij de nadruk ligt op de responsabilisering van de medewerkers en de hiërarchische meerderen en waarbij het werk zo flexibel mogelijk wordt georganiseerd.

Afdeling 1 Het dynamisch personeelsbeheer

Art .110 Verbintenis van het Fonds

Het Fonds verbindt zich ertoe om ten laatste voor het einde van 2015 een waardenkader te ontwikkelen en te implementeren.

Art .111 Verbintenissen van het Fonds

Het Fonds verbindt er zich toe een doelstellingenplanning te integreren in het jaarlijks personeelsplan dat minstens 3 jaren dekt.

Bovendien verbindt het er zich toe om, in het kader van het personeelsbeheer, jaarlijks een inventaris op te maken:

- van de noden inzake selectie voor de vervanging van zijn personeelsleden die weggegaan zijn of die op het punt staan met pensioen te gaan;
- van de problemen in verband met specifieke beroepen;
- van de problemen in verband met concurrentie tussen de OISZ;
- van problemen waarvoor synergieën met andere instellingen ontwikkeld zouden kunnen worden.

Tot slot verbindt het Fonds er zich toe om vanaf 2013 geleidelijk het beheer van de jaarlijkse ontwikkelcirkels te veralgemenen.

Art. 112 Met het oog op een dynamisch, efficiënt en rationeel beheer van het personeel verbindt het Fonds er zich toe de afwezigheden van personeelsleden op te lossen door een adequaat beheer van zijn human resources. De tijdelijke interne mobiliteit zal effectief zijn vanaf 1 januari 2013 in het kader van het projectbeheer.

Afdeling 2 - Het tele- en thuiswerk

Art .113 Verbintenis van het Fonds

Vanaf 2013 verbindt het Fonds zich ertoe om het tele- en thuiswerk te ontwikkelen binnen het gemeenschappelijke en uniforme kader dat werd opgericht voor de openbare instellingen van sociale zekerheid op voorwaarde dat het elektronische dossierbeheer wordt ontwikkeld en het adequate materiaal wordt aangeschaft.

Afdeling 3 - Toepassing van het Federale Handvest van de Diversiteit

Art.114 Het Fonds verbindt er zich toe om elke vorm van discriminatie uit te sluiten, meer bepaald op grond van geslacht, zogenaamd ras, huidskleur, etnische of sociale afkomst, taal, godsdienstige of filosofische overtuiging, bezit, geboorte, een handicap of een lichamelijk kenmerk, de huidige of toekomstige gezondheidstoestand, leeftijd, seksuele geaardheid, burgerlijke stand of gezinstoestand en dit principe van non-discriminatie op alle niveaus van de organisatie en in de relaties met de burgers na te leven en de toepassing ervan te bevorderen.

Art.115 Verbintenissen van het Fonds

1. Actieplan en initiatieven op het vlak van diversiteit en integratie van groepen personen die van de arbeidsmarkt worden uitgesloten.

Het Fonds verbindt er zich toe om een diversiteitsactieplan op te stellen met acties die in het volledige HR-proces zijn geïntegreerd. Dat actieplan zal worden uitgevoerd, zal worden meegedeeld aan het personeel en aan de gebruikers en zal jaarlijks worden geëvalueerd.

2. Initiatieven nemen om het quotum van 3 % van personen met een handicap te bereiken.

Het Fonds verbindt er zich toe om de nodige maatregelen te nemen om voldoende personen met een handicap aan te werven en zo de norm van 3 % te behalen tegen 1 januari 2014.

Daarvoor zal het Fonds een kadaster opstellen van de functies die toegankelijk zijn voor personen met een handicap.

3. Opvolging en rapportering van de initiatieven die werden genomen om de gelijkheid van mannen en vrouwen te versterken.

Het Fonds engageert zich in het beleid van de federale staat voor de structurele integratie van de genderdimensie in de federale beleidslijnen.

Vanaf 2013 verbindt het Fonds er zich toe genderstatistieken en genderindicatoren op te stellen en de genderdimensie te integreren in de instrumenten van strategische planning.

Bovendien zal het zijn personeelsleden aanzetten om deel te nemen aan de activiteiten van het Felink-netwerk.

Afdeling 4 - De informatisering van de activiteiten van het personeelsbeheer

Art.116 Verbintenis van het Fonds

Het Fonds verbindt zich ertoe om de volgende gegevens tijdig aan de FOD P&O over te maken :

- Pdata overeenkomstig de bepalingen (KB 141, 20 december 1982);
- Telewerk (KB 22 november 2006, art. 16);
- Statform (gegevens in verband met opleiding).

Art.117 Verbintenis van het Fonds

Bovendien zal het Fonds gebruikmaken van e-procurement voor de overheidsopdrachten.

Titel V : Gemeenschappelijke algemene verbintenissen voor beide partijen

Juridisch kader van de overeenkomst

Art. 118. De beleidskeuze voor de rechtsfiguur van de overeenkomst leidt tot een vervanging van de klassieke gezagsverhouding door een meer contractuele. Beide partijen verbinden zich derhalve tot structureel overleg en wederzijdse akkoorden als evenwaardige partners. Opdat het Fonds zijn opdracht op een kwaliteitsvolle wijze kan uitvoeren, verbindt de federale Staat zich ertoe de instelling de overeengekomen middelen ter beschikking te stellen. Dit is een substantiële voorwaarde opdat het Fonds zou kunnen worden gehouden tot de naleving van de verbintenissen van deze overeenkomst.

Beheerprincipes

Art. 119. De overeenkomstsluitende partijen verbinden zich ertoe de principes van het paritair beheer na te leven. Het Beheerscomité en de verantwoordelijken voor het dagelijks bestuur treden op als echte partners.

Art.120 De overeenkomstsluitende partijen verbinden zich ertoe alles in het werk te stellen om gunstige voorwaarden te scheppen met het oog op de uitvoering van de wederzijdse verbintenissen die in deze overeenkomst zijn vastgelegd. Op dat vlak vormt het eerbiedigen van het voorafgaande overleg bedoeld in Art.128 een kritische succesfactor.

Indien het Fonds in het kader van een wettelijke opdracht moet samenwerken met een federale overheidsinstelling, verbindt de federale Staat zich ertoe alle acties te ondernemen om de samenwerking van de overheidsinstelling met het Fonds te waarborgen.

Inwinnen van adviezen en voorafgaand overleg en informatieverstrekking

Art. 121. In overeenstemming met de bepalingen van de wet van 25 april 1963 legt de federale Staat elk voorontwerp van wet of besluit tot wijziging van de wetgeving die het Fonds moet toepassen voor advies aan het beheersorgaan van het Fonds voor. In dit kader verbindt de federale Staat zich ertoe het Fonds op de hoogte te houden van de verschillende relevante legistische fasen en de eventuele in de loop van de procedure aangebrachte wijzigingen mee te delen.

De Staat verbindt zich ertoe contacten te leggen met het Fonds om, enerzijds, rekening te houden met de technische aspecten en de haalbaarheid op het vlak van de toepassing van de overwogen wettelijke en reglementaire wijzigingen en anderzijds, haar in staat te stellen de nodige aanpassingen voor te bereiden binnen een redelijke tijdspanne.

Na overleg met het Fonds legt de federale Staat de datum van inwerkingtreding van de overwogen wijzigingen of nieuwe maatregelen vast, onder meer rekening houdend met de nodige tijd die vereist is om eventuele informatica-aanpassingen uit te voeren en een goede informatie aan de betrokkenen te verzekeren.

Verbintenissen over de wijzigingen van de overeenkomst

Wijziging van de overeenkomst

Art.122. De aanpassingen ingevolge objectieve parameters voorzien in de bestuursovereenkomst, namelijk de aanpassingen van opdrachten, taken, doelstellingen of indicatoren vermeld in de overeenkomst die geen weerslag hebben op de globale enveloppen voorzien in de overeenkomst, zullen worden uitgevoerd volgens de procedure voorzien in artikel 8, § 3, van het koninklijk besluit van 3 april 1997. Deze aanpassingen zullen worden meegedeeld aan de voogdijminister die haar beslissing binnen de 30 werkdagen zal nemen en ze zullen ter informatie worden overgemaakt aan de Ministers van Begroting en van Ambtenarenzaken. Na deze termijn en indien geen beslissing wordt genomen, worden de aanpassingen beschouwd als zijnde goedgekeurd.

Art.123. Iedere nieuwe opdracht toegewezen aan het Fonds van sociale zekerheid, bij of krachtens een wet, wordt in een aanhangsel bij de overeenkomst opgenomen. Over dit aanhangsel wordt onderhandeld door de voogdijminister, de minister bevoegd voor begroting, de minister tot wiens bevoegdheden de ambtenarenzaken behoren, de stemgerechtigde beheerders aangewezen door het beheersorgaan, evenals door de persoon belast met het dagelijks beheer en zijn adjunct.

Dit aanhangsel wordt pas gesloten na goedkeuring van het beheersorgaan en treedt pas in werking na goedkeuring door de Koning en op de door Hem bepaalde datum.

Iedere andere aanpassing, voorgesteld door één van de partijen of door beide partijen, gebeurt overeenkomstig artikel 7 van het koninklijk besluit van 3 april 1997.

Art.124. Voor een vlotte opvolging van de verbintenissen van beide partijen zullen alle wijzigingen bij de uitvoering van de overeenkomst worden geconsolideerd in hetzelfde document.

Mededeling van de beslissingen

Art.125. De federale Staat verbindt zich ertoe de beslissingen genomen tijdens het begrotingsconclaaf zo spoedig mogelijk aan de instellingen mee te delen.

De Regeringscommissarissen zullen erop toezien dat deze beslissingen aan de instellingen optimaal worden medegedeeld.

Verbintenissen over de opvolging van de uitvoering van de overeenkomsten

Opvolging van het bereiken van de doelstellingen

Art.126. De federale Staat en het Fonds verbinden zich ertoe het bereiken van de doelstellingen en het uitvoeren van de projecten zoals beschreven in de bestuursovereenkomst aandachtig op te volgen.

Art.127 Met het oog op de jaarlijkse toetsing van de uitvoering van de wederzijdse verbintenissen verbinden de overeenkomstsluitende partijen zich ertoe overeenkomstig artikel 8, § 3, derde lid, van het koninklijk besluit van 3 april 1997 jaarlijks en per instelling, een overlegvergadering te beleggen tussen de Regeringscommissarissen en de vertegenwoordigers van de instelling.

Over de resultaten van dit overleg wordt door de deelnemers een tegensprekelijk en gemotiveerd verslag opgesteld, dat met betrekking tot de aangelegenheden waarover geen overeenstemming wordt bereikt, de onderscheiden standpunten weergeeft.

Periodiek overleg

Art.128. Om de correcte en adequate uitvoering, door de federale Staat en door de openbare instellingen van sociale zekerheid, van de verbintenissen die uit deze bestuursovereenkomst voortvloeien mogelijk te maken, zal de federale Staat een overleg organiseren met betrekking tot budgettaire maatregelen en maatregelen inzake het openbaar ambt die een betekenisvolle impact kunnen hebben op de lopende bestuursovereenkomsten.

Bovendien organiseert de federale staat een regelmatig overleg met de instellingen van sociale zekerheid en de sociale gesprekspartners over de uitvoering van dit hoofdstuk en de engagementen die er in zijn voorzien.

Planning

Art.129 De overeenkomstsluitende partijen verbinden zich er toe een planning na te leven voor de rapporterings- en opvolgingsopdrachten waarmee de Regeringscommissarissen en de instellingen zijn belast. De planning wordt vastgelegd in gezamenlijk overleg tussen de Regeringscommissarissen en het Fonds. Hij wordt aan de voogdijminister(s) en aan de Minister van Begroting en aan de Minister van Ambtenarenzaken voorgelegd.

Deze planning voor de jaarlijkse evaluatie mag evenwel geen termijnen voorzien die de hieronder vermelde termijnen overschrijden :

- bezorgen van een ontwerp van toetsing van de uitvoering van de wederzijdse verbintenissen door het Fonds aan de Regeringscommissarissen ten laatste op 31 maart van het jaar dat volgt op het te evalueren jaar;
- overlegvergadering binnen de 15 werkdagen volgend op de indiening van het ontwerp van toetsing van de uitvoering van de wederzijdse verbintenissen door het Fonds;
- bezorgen van het tegensprekelijk en gemotiveerd verslag over de resultaten van het overleg binnen de 15 werkdagen die volgen op de overlegvergadering;
- in voorkomend geval, aanpassing van de bestuursovereenkomst aan de gewijzigde situatie ter uitvoering van artikel 8, § 3, eerste lid, van het koninklijk besluit van 3 april 1997.

Verbintenissen na de evaluatie van de uitvoering van de overeenkomsten

Weerslag van de maatregelen waarover werd beslist na de ondertekening van de overeenkomst

Art.130. In het kader van de jaarlijkse toetsing van de uitvoering van de wederzijdse verbintenissen opgenomen in de bestuursovereenkomst en in de context van het sluiten van bestuursovereenkomsten zal de federale Staat rekening houden met de weerslag van de maatregelen waarover werd beslist of die werden ingevoerd na het sluiten van onderhavige overeenkomst en die hebben geleid tot een relevante en meetbare stijging van de taken of van hun complexiteit of van sommige uitgaven, voor zover het Fonds de weerslag van deze wijzigingen tijdig heeft meegedeeld.

Naleving van de verbintenissen

Art. 131 Wanneer één van de partijen de aangegane verbintenissen niet volledig of slechts gedeeltelijk kan naleven, zal deze partij de andere partij hiervan onmiddellijk op de hoogte brengen en zal ze met de andere partij overleg plegen om maatregelen af te spreken om die situatie te verhelpen of op te vangen.

In geval van een geschil over de al dan niet naleving van alle of een gedeelte van de in deze overeenkomst opgenomen verbintenissen of in geval van een fundamenteel meningsverschil over de maatregelen die moeten worden genomen om een tekortkoming te verhelpen, zullen de partijen trachten, in de mate van het mogelijke, het met elkaar eens te worden. In geval van blijvende onenigheid worden de partijen het in een tegensprekelijk verslag eens over de beste manier om hierover te beslissen.

Bij gebrek aan een afgesproken akkoord of in geval van niet-naleving van het gevolg dat aan dergelijk akkoord wordt gegeven, zal het dossier worden voorgelegd aan de Ministerraad, na advies van het Beheerscomité van het Fonds en van het College van de openbare instellingen van sociale zekerheid.

Informatieveiligheidsnormen

Art.132 Het Fonds verbindt zich ertoe de minimale veiligheidsnormen te respecteren die van toepassing zijn binnen het netwerk van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid. Voor de medische gegevens zal het eHealth-project worden gevolgd.

Verbintenissen over het beheer van de financiering

Art. 133 Na overleg met de RSZ en het RSVZ en met respect voor het begrotingsbeleid, verbindt de Staat er zich toe het thesaurieplan na te leven dat jaarlijks opgesteld wordt voor de storting van de financiële middelen (rijkstoelagen, alternatieve financiering en andere) door de Federale Overheid aan het Globaal financieel beheer van het stelsel van de werknemers en van het sociaal statuut van de zelfstandigen.

Art. 134 De Staat verbindt zich ertoe aan het Fonds de noodzakelijke basishypotheses mee te delen voor het opmaken van de opdrachtenbegroting, tussen 12 en 17 werkdagen vóór de vergadering van het Beheerscomité van de sociale zekerheid tijdens dewelke het budgettair verslag aan de regering wordt opgemaakt of vóór de einddatum voorzien voor het bezorgen van de begrotingstabellen indien dit vroeger wordt gevraagd. Het gaat hier om de basishypotheses die door het Wetenschappelijk Comité voor de economische begroting worden vastgelegd.

Overheveling van bevoegdheden

Art135 De Staat verbindt zich ertoe de overheveling van bevoegdheden voorzien in het kader van de staatshervorming te laten verlopen in overleg met de betrokken instellingen, met eerbiediging van het paritair beheer, om een optimale overheveling te garanderen, namelijk voor de personeelsleden die thans werkzaam zijn bij deze instellingen, en om de sociaal verzekerde verder een doeltreffende en kwaliteitsvolle dienstverlening te kunnen aanbieden.

De instelling verbindt zich ertoe om deel te nemen aan elke technische werkgroep met betrekking tot de overdracht van bevoegdheden en om nuttige inlichtingen te verschaffen tijdens de voorbereidende fase van deze overdracht.

De Staat verbindt zich ertoe om de instelling in elke opgerichte werkgroep op te nemen met het oog op de voorbereiding van de overheveling van bevoegdheden.

De instellingen die betrokken zijn bij de overdracht van bevoegdheden moeten de in het kader van de gemeenschappelijke bepalingen aangegane verbintenissen echter slechts naleven als

die verenigbaar zijn met de beleidsbeslissingen die in het kader van die overdrachten zullen worden genomen.

Titel VI : Synergieën tussen OISZ

Art.136 Gemeenschappelijke HR-bepalingen

1. Loonmotor

Een impact- en haalbaarheidsstudie aangaande de oprichting van een gemeenschappelijk platform van diensten inzake wedden (loonmotor, opvolging van de wetgeving personeel en organisatie op het vlak van statuut en loopbaan,...), met inbegrip van de beoogde efficiëntiewinsten, zal gerealiseerd worden tegen 30 juni 2013. Bij de uitvoering wordt rekening gehouden met de contractuele verplichtingen van de instellingen die over een eigen of specifieke loonmotor beschikken alsook met de door hen te verrichten investeringen.

Indien uit de impact- en haalbaarheidsstudie een batig kostenresultaat blijkt, zal een wettelijk kader voor de oprichting van een gemeenschappelijke Dienst Wedden in de schoot van een bestaande OISZ tegen 31 december 2013 gecreëerd worden.

De doelstelling is het aansluiten van een maximaal aantal OISZ bij deze Dienst Wedden vóór het einde van deze bestuursovereenkomst.

2. E-hr toepassingen

De OISZ engageren zich om tegen het einde van de bestuursovereenkomst, e-hr-toepassingen te ontwikkelen zodat de reglementair voorziene papierstromen inzake personeelsaangelegenheden tegen het einde van de bestuursovereenkomst in iedere instelling kunnen verminderd worden met 33 %.

3. Werkmeting

De OISZ engageren zich om tegen het einde van de bestuursovereenkomst een methodologie te ontwikkelen voor de werkmetingen, die als objectieve basis zullen dienen voor het opstellen van het personeelsplan van de operationele diensten. De conceptuele en de ondersteunende diensten zullen in een later stadium aan bod komen.

4. New Way of Working

De OISZ engageren zich om tegen het einde van de bestuursovereenkomst aan tenminste 30% van hun medewerkers de mogelijkheid te bieden om te telewerken, thuis of in een satellietkantoor (2013-10%; 2014-20%; 2015-30%).

Bovendien zal er, na syndicaal overleg in de basisoverlegcomités van de instellingen, een aangepaste vorm van arbeidstijdregeling worden voorgesteld, waarbij rekening zal gehouden worden met deze nieuwe vormen van werken.

5. Selectie & Werving

Het College van OISZ zal jaarlijks van zodra het budgettaire kader vaststaat, op basis van de afzonderlijke personeelsplannen, afspraken maken omtrent gemeenschappelijke initiatieven voor het organiseren van wervings- en/of bevorderingselecties, overeenkomstig de

samenwerkingsovereenkomst met Selor, afgesloten op 17 februari 2012. De wervingsselecties kunnen zowel extern als via de interne markt georganiseerd worden en zullen het diversiteitsbeleid van de regering ondersteunen.

De OISZ verbinden er zich toe om de helft van alle vacatures ook via de interne markt (federale mobiliteit) open te stellen. 12 maanden na de inwerkingtreding van het contract zal deze doelstelling worden geëvalueerd en eventueel herzien worden in overleg met de Staatssecretaris bevoegd voor Ambtenarenzaken.

Er wordt systematisch overleg gepleegd tussen de OISZ en Selor op alle gebieden van het personeelsbeheer, namelijk om de nieuwe taken waarmee Selor zou belast worden over te dragen aan de OISZ, in voorkomend geval door de nodige reglementaire aanpassingen aan te brengen of door SLA's te sluiten, zoals voorzien bij voormelde samenwerkingsovereenkomst tussen de OISZ en Selor.

6. Opleiding en Ontwikkeling

7. Vanaf 2013 zal op initiatief van het College van OISZ een gemeenschappelijke opleiding "Sociale Zekerheid" voor alle medewerkers van de OISZ, ingericht worden.
8. Jaarlijks zal het College van OISZ de, in de afzonderlijke instellingen, bestaande opleidingen die in synergie kunnen aangeboden worden aan de medewerkers van de verschillende OISZ, bundelen en delen.
9. Het College van OISZ zal jaarlijks van zodra het budgettaire kader vaststaat, op basis van de opleidingsplannen van de verschillende OISZ, afspraken maken omtrent nieuwe gemeenschappelijke initiatieven met betrekking tot opleiding en ontwikkeling van hun medewerkers.

7. Diversiteit

De OISZ verbinden zich ertoe de diversiteit te promoten door te zorgen voor de gelijkheid van kansen voor mannen en vrouwen, voor personen van vreemde origine of voor personen met een handicap, wat betreft de aanwerving, de vorming, de ontwikkeling van de vaardigheden en de evolutie van de loopbaan, zowel in het kader van de selectie- en promotieprocedures als in het kader van het dagelijkse werk.

De OISZ zullen ernaar streven om tegen het einde van de bestuursovereenkomst een tewerkstellingsgraad van drie procent personen die erkend zijn als personen met een handicap te hebben, door het systematisch raadplegen van de specifieke lijst van de aparte wervingsreserve van Selor.

In dezelfde periode zullen de OISZ een tewerkstellingsgraad van minstens één derde vrouwen in de mandaat- en directiefuncties en in de functies van niveau A3 tot A4 proberen te bereiken.

8. Communicatie en reporting

De OISZ verbinden zich ertoe hun verplichtingen inzake communicatie en reporting over het openbaar ambt na te leven en op constructieve wijze aan elke toekomstige verplichting ter zake mee te werken.

In dit opzicht verbindt de federale Staat zich ertoe vooraf overleg te plegen over de meest doeltreffende manier om informatie uit te wisselen.

Fed 20 is een eenvoudige door de FOD P&O voor de federale overheidsdiensten ontwikkelde scorecard die de mogelijkheid biedt om de huidige HR-aanpak op een vrijwillige basis en aan

de hand van een beperkt aantal indicatoren te meten en te evalueren, op een pragmatische en onmiddellijk bruikbare wijze. Zo beschikken de diensten over een intern strategisch evaluatie-instrument en kunnen ze deelnemen aan benchmarking omtrent het HR-beleid.

De OISZ verbinden zich ertoe om deel te nemen aan het netwerk van Fed 20 door, in de mate dat die vanaf 2013 in hun eigen organisatie ontwikkeld zijn, de data in verband met de desbetreffende HR-indicatoren aan te leveren.

Art.137. Gemeenschappelijke ICT-bepalingen

1. Virtualisering

De OISZ engageren zich ertoe om de infrastructuurkosten ICT te verminderen via volgende twee initiatieven, met name:

- a. OISZ servers virtualiseren voor betere kosten-baten ratio en hogere stabiliteit
- b. OISZ virtuele desktop / thin mobile client om veiliger en mobieler te kunnen werken

2. Centraliseren van printing

De OISZ verbinden zich ertoe om tegen het einde van de bestuursovereenkomst

- de lokale of individuele printers binnen de OISZ te vervangen door een beperkter aantal multifunctionele toestellen die door verschillende personen worden gebruikt (verdieping, groep van gebruikers, dienst,...) om de kostprijs per blad te verbeteren en de verbruikskosten te drukken (toners, onderhoud, enz.)
- de drukopdrachten en verzendingen van papieren documenten zo veel mogelijk te centraliseren door functies die momenteel op een decentraal of extern niveau worden uitgevoerd, over te nemen.

Bovendien zal een studie worden gerealiseerd om de beschikbare centrale productiecapaciteit binnen de OISZ meer optimaal te benutten of die te delen met andere FOD's.

Met het oog op een lean effect zullen alle binnenkomende of uitgaande papieren stromen die niet wettelijk verplicht zijn, zowel intern als extern worden afgeschaft en indien nodig worden vervangen door IT-oplossingen (internet, intranet, e-box, elektronische gegevensstromen, documentatie online, ...) die onder punt 4 van dit artikel worden beschreven.

3. Centraliseren van ICT aankopen en ICT beheer

De OISZ zullen het "aankoopcentrale-model" gebruiken met behoud van onafhankelijkheid qua aantallen en met een proces om binnen de OISZ naar een aantal type oplossingen te evolueren om maximale recurrente voordelen te kunnen bekomen op volgende domeinen:

- a. IT diensten (IT lastenboeken, IT project beheer, IT Disaster Recovery Planning, IT helpdesk, IT monitoring, IT opleidingen, data archivering, sociale media opvolging)
- b. Centrale data center
- c. Hardware oplossingen
- d. Databank software licenties

- e. Toepassingssoftware licenties (zowel algemene als specifieke)
- f. Operating systeem software en middleware licenties
- g. Telecommunicatie kosten (VoIP, netwerkverbindingen)
- h. IT consultants

4. Elektronisch document beheer en elektronisch workflow beheer

De OISZ zullen een analyse maken over de haalbaarheid van een gecoördineerde aanpak voor scanning en elektronische document afhandeling via een gemeenschappelijk platform.

Het gebruik van de eBox voor elektronische communicatie met de burger zal maximaal worden gepromoot, bij voorkeur binnen gestroomlijnde, herkenbare en toegankelijke omgevingen voor de sociaal verzekerden.

Tenslotte zal worden nagegaan hoe jaarlijkse verzendingen kunnen worden gegroepeerd in gemeenschappelijke zendingen (bijvoorbeeld fiscale fiches en pensioenfiches samen opsturen). Ook het gebruik van de aangetekende zendingen zal worden gereduceerd zo nodig mits aanpassing van het reglementaire kader.

5. Afstemming van regelgeving en ICT

Gelijke situaties op het terrein die door de wetgeving substantieel anders worden benaderd hebben een impact op de ICT kost en de OISZ werkingskost. Bijkomende kosten kunnen ook worden vermeden door het ontwikkelen van een goed releasebeleid en de hergroepering van bepaalde functionaliteiten.

De OISZ verbinden zich ertoe om een inventaris tegen eind 2013 op te stellen van concrete verbeteringen, ondermeer door een vereenvoudiging en standaardisering van begrippen.

Art. 138. Gemeenschappelijke bepalingen logistiek

De OISZ zullen actief meewerken aan het Optifed-programma. Op basis van de costing-out-analyses van het Optifed-programma zullen de aanbevelingen of suggesties worden doorgevoerd. Zoals hoger aangegeven (artikelen 136 en 137), schakelen de OISZ zich ook expliciet in in transversale ICT-projecten en in nieuwe vormen van werken.

Een kadaster van het onroerend patrimonium van het geheel van de OISZ zal opgericht worden tegen het einde van het eerste trimester van 2013. Vanaf 1 april 2013 zal elke vraag tot huur, koop, verhuur, verkoop en grondige renovatie van gebouwen vooraf voorgelegd moeten worden aan het College van OISZ, dat een gemotiveerd advies zal geven met betrekking tot de toereikendheid en de samenhang met het globaal beheersplan van het onroerend patrimonium van het geheel van de OISZ.

Op basis daarvan zal tegen eind 2013 eveneens een impact- en haalbaarheidsanalyse worden uitgevoerd (situatie as is en to be, organisatorisch model voor het concrete beheer van de gebouwen, SLA, enz...) om, in het kader van een interne en voor alle OISZ gemeenschappelijke dienstverlening, te evolueren naar een algemeen beheer van de gebouwen van de OISZ, waaronder ook de aspecten in verband met de infrastructuur, energieverbruik, verzekeringen, enz. Met het oog op een optimaal beheer van de gebouwen zal een SLA worden afgesloten.

De OISZ zullen nagaan of de door de Regie der Gebouwen vastgestelde normen worden nageleefd. Zij zullen eveneens streven naar een optimale spreiding en verdeling van de beschikbare ruimtes.

e-Procurement is de verzamelterm voor het gebruik van elektronische methodes in verschillende fases van het aankoopproces van de overheid. Deze fases zijn in grote lijnen: het bekendmaken van de overheidsopdracht en de aanverwante documenten, het indienen bij de administratie, via het internet, van aanvragen tot deelneming (kandidaturen) en offertes door potentiële leveranciers, het evalueren en gunnen van de opdracht aan de leverancier met de offerte met de beste verhouding inzake prijs en kwaliteit en het factureren en uitvoeren van de betalingen.

Ook het organiseren van omgekeerde elektronische veilingen, waarbij kan worden bepaald welke leverancier de laagste prijs vraagt, en de terbeschikkingstelling van dynamische producten en catalogi van diensten zijn mogelijkheden. De dienst e-Procurement van de FOD P&O verzekert de ontwikkeling, de implementatie en het onderhoud van de toepassingen en stelt ze kosteloos ter beschikking van alle overheden.

De OISZ verbinden er zich toe om ten laatste tegen het einde van de bestuursovereenkomst hun overheidsopdrachten elektronisch af te handelen. De timing die is opgenomen in de omzendbrief P&O/2012/e-Proc. van 30 november 2012 – Overheidsopdrachten - Gebruik van de e-Procurement-toepassingen door de diensten van de federale Staat, gepubliceerd in het Staatsblad van 7 december 2012, zal hierbij als uitgangspunt genomen worden.

De OISZ verbinden zich tot het respecteren van de instructies voor de aankoopdiensten, die de versterking van de duurzaamheid van de federale overheidsopdrachten beogen en zijn opgenomen in het handboek van de duurzame aankopen alsook in de gids van de duurzame aankopen.

Art.139 Gemeenschappelijke bepalingen inzake interne audit

Wat de synergie inzake de opstart en uitbouw van de interne auditfuncties en auditcomités in hun instellingen betreft, engageren de OISZ zich tot de volgende gemeenschappelijke doelstellingen:

- tegen het einde van de looptijd van de Bestuursovereenkomst 2013-2015 zal elke OISZ, alleen of gemeenschappelijk met andere OISZ, beschikken over een operationele functie van interne audit;
- tegen eind 2013 zal het College een definitief voorstel formuleren inzake de positie, organisatie en samenstelling van de Auditcomités in de OISZ;
- tijdens de looptijd van de Bestuursovereenkomst 2013-2015 zal onder de coördinatie van het College van OISZ een gemeenschappelijk initiatief worden genomen met het oog op de afstemming van de planning en methoden van de interneauditfuncties met de activiteiten van de andere toezichtsactoren binnen de OISZ, in eerste instantie het Rekenhof, bijvoorbeeld door het afsluiten van een protocol;
- er zullen per kalenderjaar minstens 4 bijeenkomsten van het PLATINA-netwerk worden georganiseerd met het oog op de gemeenschappelijke opbouw, afstemming en uitwisseling tussen de interneauditfuncties van de OISZ van kennis en goede praktijken op conceptueel, methodologisch en organisatorisch vlak;
- voor het einde van het eerste trimester van elk jaar zal het PLATINA-netwerk ten behoeve van het College van OISZ en de afzonderlijke auditcomités een rapport opmaken met daarin een overzicht van de activiteiten van het netwerk in het voorbije kalenderjaar, de

voornaamste evoluties op vlak van interne audit binnen de afzonderlijke OISZ, alsook de initiatieven die werden genomen op vlak van de afstemming en samenwerking met de andere toezichtsactoren in de OISZ.

Art.140 De synergieën openstellen voor andere partners

De OISZ wensen de synergieën open te stellen voor hun partners van het secundaire netwerk zodat die kunnen profiteren van de effectieve besparingen die daaruit kunnen voortvloeien op het vlak van hun werkingskosten, in samenhang met hun financieringsniveau, zodat het optimale beheer van hun opdrachten gewaarborgd blijft.

In het kader daarvan stellen de OISZ voor om met hun secundaire netwerk overleg te plegen over een uitwisseling van de goede praktijken inzake synergieën en na te gaan in welke domeinen die zouden kunnen worden ontwikkeld.

Er zou daarbij een gemeenschappelijk actieplan of een plan voor de uitbreiding van de synergieën kunnen worden uitgewerkt, rekening houdend met de respectieve statuten van de instellingen van de secundaire netwerken.

Art. 141 Het College van OISZ en de sociale gesprekspartners zullen in gezamenlijk overleg een haalbaarheidsanalyse maken en scenario's voorstellen m.b.t. een herziening van administratieve organisatie van de sociale zekerheid. Doel is om, met respect van de principes van het paritair beheer, na te gaan hoe schaalvoordelen kunnen worden gerealiseerd, o.m. op het vlak van integratie van beheersprocessen en -structuren.

Hierbij zullen de meewerkende instellingen worden betrokken.

Art.142 Rapportering

De OISZ zullen bij de voorbereiding en uitwerking van de voorziene initiatieven beroep doen op een aangepaste projectstructuur waartoe iedere instelling bijdraagt en die rapporteert aan het College van OISZ. Per project zal een actieplan worden opgesteld.

Het College van de OISZ zal jaarlijks een verslag opstellen in verband met de verwezenlijkingen en de gerealiseerde besparingen met betrekking tot de artikelen 136,137,138 en139 alsook in verband met het eerbiedigen van het overleg bedoeld in Art. 123, ter attentie van de Federale Staat en de sociale partners.

Titel VIII : Budgettair, financieel en boekhoudkundig luik

De inhoud van dit hoofdstuk wordt geregeld bij het KB van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, het KB van 22 juni 2001 tot vaststelling van de regelen inzake de begroting, de boekhouding en de rekeningen van de openbare instellingen van sociale zekerheid die zijn onderworpen aan het bovenvermelde KB van 3 april 1997 en de respectieve omzendbrieven.

Definities en algemene bepalingen

Art.143. De beheersbegroting omvat het geheel van de ontvangsten en uitgaven die op het beheer van het Fonds betrekking hebben, zoals opgesomd in bijlagen 1 en 2 van de omzendbrief van 19 juli 2007 aan de openbare instellingen van sociale zekerheid.

In het jaar van de overgang naar het systeem van vastgesteld recht moet de Regering éénmalig de nodige personeelskredieten voorzien voor de betaling van 13 maanden aan weddes.

Art.144 De eigen ontvangsten, die voortvloeien uit prestaties die kaderen binnen de opdrachten van het Fonds, en geleverd worden aan derden op basis van een terugvordering van de kosten, worden toegevoegd aan de beheersenveloppe van het lopende jaar mits naleving van de procedure inzake bepaling en aanpassing van de budgetten, zoals vastgelegd in het koninklijk besluit van 3 april 1997.

De eigen beheersontvangsten, die voortvloeien uit de terugbetaling van personeels- en andere werkingskosten die een instelling van sociale zekerheid heeft verricht voor rekening van een andere OISZ in het kader van de ter beschikking stelling van personeelsleden (b.v. voor een gemeenschappelijke Auditdienst) of in het kader van de levering van diensten (b.v. drukwerken), worden toegevoegd aan de beheersenveloppe van het lopende jaar mits het akkoord wordt bekomen van de regeringscommissarissen van de betrokken instellingen en de FOD Budget en Beheerscontrole regelmatig wordt geïnformeerd.

Als incentive voor goed beheer mogen de eigen beheersontvangsten die tijdens het lopende jaar ontstaan ingevolge de verhuur van onroerende goederen worden toegevoegd aan de beheersenveloppe van het volgende jaar ofwel volledig in geval van verhuur tegen kostprijs aan een andere overheidsdienst, ofwel voor de helft in geval van verhuur tegen marktprijs aan een andere derde. Het betreft hier een bijkomende beheersenveloppe voor het volgende jaar, waarvoor een gunstig advies van de Regeringscommissaris, die de Minister van Begroting vertegenwoordigt, vereist is.

De OISZ mogen bovendien diensten (b.v. drukwerken) leveren aan derden, andere dan OISZ, welke gefactureerd worden tegen marktprijs. De bij deze levering gemaakte personeels- en andere werkingskosten mogen integraal worden toegevoegd aan de beheersenveloppe van het volgend jaar.

Als incentive voor goed beheer, mag het verschil tussen de gefactureerde marktprijs en de gemaakte personeels- en andere werkingskosten voor de helft worden toegevoegd aan de beheersenveloppe van het volgende jaar. Het betreft hier een bijkomende beheersenveloppe voor het volgende jaar, waarvoor een gunstig advies van de Regeringscommissarissen, die de Minister van Begroting en de voogdijminister(s) vertegenwoordigen, vereist is.

Art.145 Indien tijdens de uitvoeringsperiode van deze bestuursovereenkomst het Fonds bijkomende opdrachten (in front- en/of backoffice) dient uit te voeren die aanleiding geven tot een verhoogde beheerskost, worden haar beheerskredieten verhoogd met een noodzakelijk geacht bedrag bepaald (na analyse van de behoeften binnen het kader van de toegekende enveloppen) in onderling overleg tussen het Fonds en de Regering, vertegenwoordigd door de voogdijminister(s) de Minister van Begroting en, in voorkomend geval, de Minister van Ambtenarenzaken.

Indien de beschikbare middelen (inzake personeel of budget) worden verminderd of de opdrachten worden uitgebreid zonder dat de kredieten worden verhoogd, zal dit gebrek aan middelen zijn weerslag hebben op de uitvoering van de doelstellingen van de overeenkomst, op basis van een objectief meetinstrument en na een constructief overleg.

Art.146. De verdeling van de begrotingsartikelen in de verschillende categorieën geschiedt in overeenstemming met de omzendbrief van 19 juli 2007 houdende richtlijnen betreffende het budgettaire luik van de bestuursovereenkomsten van de openbare instellingen van sociale zekerheid.

Er wordt een onderscheid gemaakt tussen:

- de personeelsuitgaven;
- de gewone werkingsuitgaven;

- de informaticawerkingsuitgaven;
- de investeringsuitgaven verdeeld in drie deel : onroerende goederen, informatica en roerende goederen.

Art.147 De beheersbegroting bevat enkel limitatieve kredieten, met uitzondering van de kredieten met betrekking tot de directe en indirecte belastingen, vergoedingen verschuldigd als gevolg van fiscale bepalingen of uitgaven ten gevolge van gerechtelijke procedures of uitspraken.

Art. 148 De overdrachten tijdens eenzelfde begrotingsjaar tussen de kredieten, zoals voorzien in artikel 14, § 1, van het KB van 3 april 1997, worden zo spoedig mogelijk door de Regeringscommissaris van Begroting behandeld, onder de voorwaarden voorzien in voormeld artikel 14, § 1.

Art.149 De overdracht van kredieten naar het volgende begrotingsjaar wordt onder de voorwaarden voorzien in artikel 14, § 2, van hetzelfde besluit toegestaan.
De kredieten die op reglementair correcte wijze van het ene naar het andere jaar worden overgedragen, worden aan de kredieten van het lopende jaar toegevoegd.

Beheersbegroting voor de jaren 2013, 2014 en 2015

Art.150 De beheersbegroting van het Fonds voor de jaren 2013, 2014 en 2015, die overeenkomstig artikel 142 en de beslissing van de Ministerraad van 30 november 2012 werd bepaald, wordt als volgt vastgelegd :

	2013	2014 ⁽¹⁾	2015 ⁽¹⁾
Personeelsuitgaven	14 345 900	14 248 481	14 248 481
Werkingsuitgaven	6 460 819	6 260 818	6 260 818
<i>waarvan: Gewone werking</i>	1 702 329	1 652 329	1 652 329
<i>Informatica</i>	4 758 490	4 608 489	4 608 489
Investerings	728 278	774 280	820 282
<i>waarvan: Roerende investeringen</i>	42 953	42 953	42 953
<i>Informatica-investeringen</i>	450 327	450 327	450 327
<i>Onroerende investeringen</i>	234 998	281 000	327 002
Totaal	21 534 997	21 283 579	21 329 581

⁽¹⁾ voor de begrotingsjaren 2014 en 2015 : berekening in prijzen van 2013

Deze beheersenvolpde omvat eveneens de kredieten voor de uitvoering van goedgekeurde regeringsmaatregelen en voor de uitvoering van moderniseringsprojecten, zoals beschreven in de bestuursovereenkomst.

Overeenkomstig artikel 5 van het KB van 3 april 1997 wordt het maximumbedrag van de kredieten voor het statutair personeel vastgelegd op 13.254.465 € voor het jaar 2013, op 13.147.046 € voor het jaar 2014 en op 13.147.046 € voor het jaar 2015. De bedragen die zullen dienen als basis voor de berekening van de patronale pensioenbijdragen voor de Pool der parastatalen, zullen instelling per instelling bepaald worden in overleg met het College, de PDOS en de FOD Budget en Beheerscontrole. De betaling door de OISZ van de patronale pensioenbijdragen voor de Pool der parastatalen vormt een neutrale financiële en budgettaire operatie.

De uitvoering van de begroting 2013 zal geschieden overeenkomstig de beslissingen van de Ministerraad van 30 november 2012.

Voor zover dit mechanisme nog toepasselijk is en in de mate dat dit het geval zal zijn, zal jaarlijks een provisie voor de uitbetaling van de achterstallige competentiepremies die verschuldigd zullen zijn, worden aangelegd. Het bedrag van de per OISZ toegestane personeelsuitgaven, zoals vermeld in de bestuursovereenkomst, zal worden verhoogd met het nodige bedrag voor de uitbetaling van de achterstallen betreffende de in september uitbetaalde competentiepremies, voor zover het totaal van de bedragen van alle instellingen het totaal bedrag van de provisie niet overschrijdt.

Deze verhoging zal in de maand oktober worden toegestaan door de minister van Begroting, op voorstel van de voogdijminister(s) van de betrokken instelling en op basis van bewijsstukken voor de verrichte uitbetalingen en op advies van de Regeringscommissaris die de Minister van Begroting bij de instelling vertegenwoordigt.

De begrotingsbedragen voor de jaren 2014 en 2015 worden verkregen op basis van de berekeningsmethode eigen aan het Fonds en op basis van de huidige hypothesen. Deze bedragen kunnen jaarlijks worden herzien en worden dus ter informatie vermeld. In de mate van het mogelijke en binnen de mogelijkheden van het begrotingsbeleid van de federale Staat verbindt de federale Staat zich niettemin ertoe de ingeschreven bedragen (of de opnieuw geschatte bedragen in geval van herschatting) maximaal in acht te nemen voor de werkingsjaren 2014 en 2015.

Indien de federale Staat dit begrotingskader niet in acht kan nemen binnen de context van het begrotingsbeleid van de Staat en voor zover de begrotingsbeslissingen de realisatie van bepaalde in deze overeenkomst opgenomen projecten of doelstellingen in gevaar zouden kunnen brengen, zal het Fonds, in voorkomend geval, na overleg met de voogdijminister en de minister van Begroting, de te bereiken doelstellingen met een overeenkomstig bedrag aanpassen aan de hand van haar model inzake automatische bepaling van de beheerskredieten. Bij de evaluatie van de overeenkomst zal rekening worden gehouden met de tussentijdse aanpassing van de doelstellingen.

Jaarlijkse herziening

Art.151 Bij ongewijzigd beleid zullen voor de jaren 2014 en 2015 de bedragen van elke uitgavencategorie op de volgende manier herzien worden, na toepassing van de begrotingsbesparingen die beslist worden door de overheid en eventuele verdere heronderhandeling van de verbintenissen van de OISZ:

a. Personeelskredieten

De personeelskredieten zullen in functie van de evolutie van de gemiddelde vereffeningscoëfficiënt geparametriseerd worden volgens de formule :

Gemiddelde vereffeningscoëfficiënt van de lonen jaar N (1)
Gemiddelde vereffeningscoëfficiënt van de lonen jaar N-1 (2)

- (1) hypothese van het economisch budget van het Planbureau
- (2) reële coëfficiënt

Indien het globaal bedrag van het personeelskrediet berekend volgens bovenstaande formule evenwel lager is dan het bedrag bekomen door middel van de berekeningsmethode eigen aan het Fonds, vermeld in artikel 150 van deze bestuursovereenkomst, en voor zover daardoor het bereiken van bepaalde doelstellingen of de realisatie van bepaalde projecten zoals opgenomen in deze overeenkomst in gevaar zou komen, zal deze problematiek op initiatief van de betrokken instelling besproken worden tijdens de begrotingsvoorafbeelding of de begrotingscontrole en kunnen bijkomende kredieten eventueel worden toegekend.

De verplichte, noodzakelijke en onvoorziene bijkomende personeelsuitgaven die het gevolg zijn van een beslissing van de Regering zullen aan de personeelskredieten worden toegevoegd overeenkomstig de aanpassingsprincipes vermeld in artikel 130.

b. Werkings- en investeringskredieten met uitzondering van de onroerende investeringskredieten

De kredieten van het vorige jaar evolueren in functie van het gezondheidsindexcijfer, die beschreven wordt in het economisch budget, dat als basis dient voor de vaststelling van het budget van het betrokken jaar.

Indien door de toepassing hiervan de realisatie van bepaalde projecten of het bereiken van bepaalde doelstellingen opgenomen in deze overeenkomst in gevaar zou komen, zal deze problematiek op initiatief van het Fonds besproken worden tijdens de begrotingsvoorafbeelding of de begrotingscontrole en kunnen bijkomende kredieten eventueel worden toegekend.

c. Onroerende investeringskredieten

De onroerende investeringskredieten worden elk jaar in functie van de behoeften bepaald, voor zover de Regeringscommissaris van Begroting hieromtrent een gunstig advies heeft verleend en voor zover ze zich inschrijven in een meerjarig programma.

Onroerende verrichtingen

Art.152 Binnen de grenzen van haar opdrachten kan de instelling beslissen over de verwerving, de aanwending of de vervreemding van lichamelijke en onlichamelijke goederen en de vestiging of de opheffing van zakelijke rechten op deze goederen, alsmede over de uitvoering van dergelijke beslissingen.

Elke beslissing tot verwerving, oprichting, renovatie of vervreemding van een onroerend goed of recht, waarvan het bedrag 5 miljoen euro overschrijdt, is onderworpen aan de voorafgaande machtiging van de voogdijminister(s) en van de minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort.

Voor zover de instelling behoort tot het Globaal beheer, vereisen de bestemming van de opbrengst van een vervreemding van de onroerende goederen en de toevoeging van deze opbrengst aan de beheersenvolpde van het lopende jaar het voorafgaand akkoord van de voogdijminister(s) en van de minister bevoegd voor begroting.

Deze bijkomende beheersenvolpde moet worden gebruikt voor de oprichting of aankoop van een ander gebouw of voor renovatiewerken in een bestaand gebouw, in het kader van een beleid van optimaal gebruik van de onroerende goederen (b.v. bij de uitrol van telewerk).

Analytische boekhouding

Art.153. het Fonds verbindt zich ertoe een boekhoudplan gebaseerd op het genormaliseerd boekhoudplan voor de openbare instellingen van sociale zekerheid te uit te werken en toe te passen.

Het Fonds zal de periode van deze overeenkomst ten volle benutten om een systeem van analytische boekhouding te ontwikkelen of uit te diepen. Dat systeem moet de mogelijkheid bieden de kosten van de voornaamste basisactiviteiten alsook van de ontwikkeling en het onderhoud van nieuwe projecten te bepalen.

Dat systeem zal volgens de algemeen aanvaarde procedures van interne controle en interne audit geëvalueerd worden.

De openbare instellingen van sociale zekerheid zullen een contact- en uitwisselingsnetwerk van methodologieën en technieken betreffende bovenvermelde materies organiseren. De Federale Overheidsdienst Budget en Beheerscontrole zal hiervoor bijstand verlenen.

Bezorgen van periodieke staten

Art.154 het Fonds zal, overeenkomstig de richtlijnen van de Regering, aan de voogdijminister(s) en aan de minister bevoegd voor begroting, evenals aan de FOD Sociale Zekerheid en aan de FOD Budget en Beheerscontrole, een staat van de ontvangsten en uitgaven aangaande het beheer bezorgen.

Titel VIII : Medewerking aan transversale projecten

Art.155. De OISZ engageren zich ertoe, ieder wat hen betreft, om mee te werken aan de uitvoering van de programma's inzake administratieve vereenvoudiging, inzake armoedebestrijding en inzake bestrijding van sociale fraude.

Ze zullen ook in hun dagdagelijks beheer aandacht hebben voor initiatieven met betrekking tot het beleid van duurzame ontwikkeling.

De instelling zal toezien op de toepassing van het beginsel van "handstreaming", in overeenstemming met de bepalingen van het VN-verdrag inzake de rechten van personen met een handicap, waarbij op transversale wijze de integratie van personen met een handicap in alle domeinen van het maatschappelijk leven bevorderd wordt, door een beroep te doen op de contactpersoon die in elke instelling aangeduid werd en in samenwerking met het federale coördinatiemechanisme opgericht bij de FOD Sociale Zekerheid.

Titel IX : Slotbepalingen

Art.156 De verbintenissen van deze bestuursovereenkomst doen geen afbreuk aan de verplichting van het Fonds om de diverse wettelijke en reglementaire teksten na te leven die algemene richtlijnen bevatten voor de instellingen van sociale zekerheid bij het onderzoek van de rechten op prestaties en in de relaties met de sociaal verzekerden, met name:

- de wet van 29 juli 1991 op de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen;
- het Handvest van de gebruiker van overheidsdiensten van 4 december 1992;
- de wet van 11 april 1994 met betrekking tot de openbaarheid van bestuur;
- de wet van 11 april 1995 tot invoering van het handvest van de sociaal verzekerde.

Voor iedere dienst waarvoor er contacten met de sociaal verzekerden zijn, gelden de bepalingen van het Handvest van de sociaal verzekerde en moeten de verbintenissen nageleefd worden.

De in deze bestuursovereenkomst vervatte verbintenissen doen geen afbreuk aan de verplichting van de instelling om op een efficiënte manier de andere wettelijke opdrachten uit te voeren waarvoor geen specifieke doelstelling wordt bepaald.

Getekend te Brussel op

in 2 exemplaren

Voor het FAO

De vertegenwoordigers van de werkgevers
en werknemers aangeduid door het beheerscomité

Catherine VERMEERSCH

Serge DEMARREE

Jean-François TAMELLINI

Paul PALSTERMAN

De administrateur generaal

Jacqueline DE BAETS

De adjunct administrateur generaal

Pierre POTS

Voor de Staat

Minister van Sociale Zaken
Laurette ONKELINX

Minister van Financiën en
Ambtenarenzaken,

Koen GEENS

Staatssecretaris belast met
beroepsriscico's, toegevoegd
aan de Minister van Sociale
Zaken,

Philippe COURARD

Staatssecretaris belast met
beroepsriscico's, toegevoegd
aan de Minister van Sociale Zaken,

HENDRIK BOGAERT

Staatssecretaris voor
Ambtenarenzaken, toegevoegd aan
de Minister van Financiën en
Ambtenarenzaken

Bijlage 1

Art. 58, § 1 Het Fonds voor Arbeidsongevallen heeft tot taak:

- 1) de schadeloosstelling inzake de arbeidsongevallen overkomen aan zeelieden te verzekeren overeenkomstig de bepalingen van deze wet;
- 2) de uitgaven in de gevallen van de speciale risico's, terug te betalen;
- 3) de schadeloosstelling inzake de arbeidsongevallen toe te kennen overeenkomstig de bepalingen van deze wet, wanneer de wetgever geen verzekering heeft aangegaan, of wanneer de verzekeraar in gebreke blijft;
- 4) de renten uit te keren aan de zeelieden of hun rechthebbenden;
- 5) op te treden als verbindingsorgaan inzake arbeidsongevallen in het kader van de verordeningen en richtlijnen van de Europese Gemeenschap;
- 6) het aandeel in de kosten voor overbrenging naar de begraafplaats van een ingevolge een arbeidsongeval overleden seizoenarbeider, dat overeenkomstig de verordeningen van de Europese Gemeenschap ten laste komt van België, terug te betalen;
- 7) zijn akkoord te verlenen, onder de door de Koning bepaalde voorwaarden, over de prothesen en orthopedische toestellen die nodig zijn;
- 8) sociale bijstand te verlenen aan de getroffen en hun rechthebbenden, onder de voorwaarden bepaald door de Koning;
- 9) controle uit te oefenen op de toepassing van deze wet en van de wet van 3 juli 1967 houdende de preventie en de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor de beroepsziekten in de overheidssector, met inbegrip van de verrichtingen van de verzekeringsondernemingen in verband met deze wet;
- 10) de cumulatiebeperkingen bedoeld bij artikel 42bis en, onder de voorwaarden bepaald door de Koning bij een Ministerraad overlegd besluit, de maatregelen tot beperking van de prestaties die krachtens deze wet worden toegekend, toe te passen en uit te voeren;
- 11) een preventiebeleid te organiseren en daarbij onder meer een coördinerende, adviserende en stimulerende rol te vervullen. De organisatie en de werking van dit preventiebeleid worden door de Koning bepaald;
- 12) een centrale gegevensbank op te richten betreffende de aangegeven arbeidsongevallen en hun regeling. De organisatie en de werking van deze centrale gegevensbank worden door de Koning bepaald;
- 13) de overeenkomst tussen de partijen betreffende de voor het arbeidsongeval verschuldigde vergoedingen te bekrachtigen;
- 14) (opgeheven)
- 15) het ten laste nemen van de aanvullende uitkeringen, bedoeld in artikel 1, § 1, a), 2°, wanneer het een arbeidsongeval betreft, en in artikel 1, § 1, b), van het koninklijk besluit van 9 december 1965 tot vaststelling van het bedrag en van de voorwaarden betreffende de toekenning van een aanvullende uitkering aan sommige in Frankrijk tewerkgestelde grens- of seizoenarbeiders en aan hun weduwen, evenals van de in artikel 5 van hetzelfde besluit bedoelde vergoeding voor het desbetreffende schrijfwerk;
- 16) de bijzondere bijslag verlenen;
- 17) op basis van het kapitaal dat aan het Fonds is gestort, de jaarlijkse vergoedingen en renten, evenals de door de Koning bepaalde bijslagen voor de ongevallen bedoeld in artikel 45quater te betalen;
- 18) de schadeloosstelling te verzekeren van de arbeidsongevallen die zijn overkomen aan de betaalde sportbeoefenaars van wie de werkgevers ambtshalve bij het Fonds zijn verzekerd overeenkomstig artikel 86.
- 19) overeenkomstig de door het beheerscomité vastgelegde voorwaarden en modaliteiten te erkennen dat de werknemers bedoeld in artikel 3, § 6, van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het conventioneel brugpensioen in het kader van het generatiepact ernstige lichamelijke problemen hebben die geheel of gedeeltelijk veroorzaakt zijn door hun beroepsactiviteit en die de verdere uitoefening van hun beroep

significant bemoeilijken, conform de modaliteiten en de voorwaarden vastgelegd in een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in de schoot van de Nationale Arbeidsraad. De Koning kan de nadere regels van uitvoering van deze bevoegdheid vastleggen.

Art. 58bis, § 1 Voor de ongevallen overkomen voor 1 januari 1988 heeft het Fonds voor arbeidsongevallen bovendien tot taak:

- 1) onder de voorwaarden bepaald door de Koning in te staan voor het onderhoud en de vernieuwing van de prothesen en orthopedische toestellen;
- 2) bijslagen, waarvan het bedrag en de toekenningsvoorwaarden worden bepaald door de Koning, te verlenen aan sommige categorieën van getroffen en of aan hun rechthebbenden;
- 3) de vergoedingen voor tijdelijke arbeidsongeschiktheid optredend ingevolge een verergering van de blijvende arbeidsongeschiktheid, zoals bepaald bij artikel 25bis, vast te stellen en uit te keren;
- 4) de bij het Fonds gestorte jaarlijkse vergoedingen, renten of ermee overeenstemmende rentekapitalen te betalen;
- 5) de kosten te betalen van de geneeskundige, heelkundige, farmaceutische en verplegingszorgen, die ingevolge het ongeval noodzakelijk zijn, na het verstrijken van de herzieningstermijn.

Bijlage 2

Beheersbegroting : begrotingsartikels

<u>Personeelsuitgaven</u>	
8111	Directe bezoldigingen van het personeel
8112	Sociale werkgeversbijdragen
8113	Sociale vergoedingen
8114	Werkgeversbijdragen voor het fonds voor vakbondspremies
<u>Werkingsuitgaven</u>	
<i>Gewone werking</i>	
8129	Sociale dienst van het personeel
8135	Bezoldiging aan personen administratief verbonden aan de instelling
8124	Diverse vergoedingen die wettelijke lasten dekken
8125	Beroepsopleiding van het personeel
8126	Representatie-, reis- en verblijfskosten
8127	Betwiste zaken
8128	Honoraria andere dan voor betwiste zaken
8121	Kosten voor gebouwen
8122	Uitgaven voor energieverbruik
8123	Bureel-, publicatie- en publiciteitskosten
8225	Gewone financiële lasten
8219	Diverse intresten en gewone financiële lasten
8221	Afrondingsverschillen
8222	Gerealiseerde verliezen op wisselkoers
8131	Belastingen op goederen en diensten
8823	Financiële toegestane leningen en voorschotten
<i>Informatica</i>	
8141	Informaticakosten met betrekking tot Smals
8142	Informaticakosten met betrekking tot andere derden
<u>Investerings</u>	
<i>Gewone investeringen</i>	
8731	Meubelen en materiaal
8721.02	Installaties, machines en uitrusting
8733	Rollend materieel
8734	Diverse andere materiele vastleggingen
<i>Informatica-investeringen</i>	
8732	informaticamateriel
<i>Onroerende investeringen</i>	
8711	Terrein
8721.01	Verwerving van telefooninstallatie
8712	Gebouwen